

COMPTES RENDUS. HISTOIRES AMÉRICAINES

Editions de l'E.H.E.S.S. | *Annales. Histoire, Sciences Sociales*

**2007/3 - 62e année
pages 689 à 747**

ISSN 0395-2649

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-Annales-2007-3-page-689.htm>

Pour citer cet article :

« Comptes rendus. Histoires américaines »,
Annales. Histoire, Sciences Sociales, 2007/3 62e année, p. 689-747.

Distribution électronique Cairn.info pour Editions de l'E.H.E.S.S..

© Editions de l'E.H.E.S.S.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Pierre Ragon

Les saints et les images du Mexique
(XVI^e-XVIII^e siècle)

L'Harmattan, « Recherches et documents
Amériques latines », Paris, 2003, 486 p.

Évoquant l'œuvre impériale de l'Espagne, le chroniqueur Gil González Dávila écrivait, en 1623, à propos du Nouveau Monde : « on y a édifié soixante-dix mille églises » au cours des cent vingt-neuf années écoulées. Le chiffre impressionne, on peut le critiquer, mais il est vraisemblable. Surtout, il rappelle opportunément que l'Amérique est une table rase pour les évangélisateurs en 1492. Pire, pour beaucoup d'entre eux, elle était jusque-là sous l'emprise du diable.

C'est dire quelle fut l'ampleur de la tâche. Il importait de se poser la question des urgences, des choix, des méthodes. Et surtout, *in fine*, à la suite d'une longue enquête, de mettre en valeur les points d'inflexion – ou de rupture –, de s'interroger sur les résultats obtenus, sur ce que l'on appelle (un peu vite ?) « le catholicisme mexicain ». À tout cela répond, avec succès, l'ouvrage de Pierre Ragon. Plus encore, l'auteur ne craint pas de bousculer certaines idées bien établies. Travaillant sur les quatre diocèses du Mexique central – là où la réussite, si elle est avérée, est la plus entière –, il remet en cause la question du syncrétisme conciliateur et n'entend pas décrire ce « catholicisme mexicain ». Son ambition est d'aller jusqu'au bout de la logique de ce « continent inventé » et de la ramener à son inventeur, l'hispanité de la pré-réforme puis de la réforme catholique. Il s'agit d'appréhender « le catholicisme espagnol et son transfert jusqu'en Nouvelle-Espagne ».

Pour cela, l'auteur a choisi de s'appuyer sur trois sources principales : la demi-douzaine de

procès en canonisation que tenta la jeune Église mexicaine, sans grand succès ; l'exploitation de près de 5 000 fiches d'ouvrages, issus des presses de Mexico et de Puebla entre 1567 et 1820, se rapportant à la littérature religieuse (dévotion et hagiographie) ; enfin, les réponses à l'enquête géographique lancée en 1743, à laquelle les responsables mexicains eurent l'heureuse idée d'ajouter une question sur les images miraculeuses.

Dès l'origine, le principal ennemi de cette nouvelle Église ne fut pas le diable, mais l'espace : dilaté, fragmenté, hétérogène (au niveau démographique et linguistique), notoirement « sous-équipé ». Ce dernier point explique, entre autres, qu'en 1743 on ne puisse enregistrer que cent soixante-dix-huit images miraculeuses, une pour cinq à six villages, alors que dans l'Espagne de Philippe II on en dénombre jusqu'à deux par village. Ce qui est vrai pour les saints protecteurs l'est aussi pour l'encadrement humain : en 1793, une paroisse mexicaine, qui peut regrouper des dizaines de villages, compte en moyenne quatre mille fidèles éparpillés sur 550 kilomètres carrés.

D'où la tentation qui aurait pu être celle de l'Église missionnaire au XVI^e siècle : utiliser les « infrastructures existantes », pactiser avec le diable, dans un jeu de récupération des lieux, des dévotions, voire des symboles. L'auteur reprend les pièces du dossier historiographique, reconnaît des cas de continuité, mais démontre qu'il n'y eut pas une volonté affichée des clercs de cultiver les ambiguïtés. Parfois même, le rapprochement s'inscrit comme une nette rupture, une façon d'exorciser l'ancienne croyance, de marquer sa défaite. Ainsi le catholicisme, dans son introduction, est celui d'une « chrétienté ordinaire » qui ne craint pas la comparaison, au niveau des saints patrons, avec la Provence du XVIII^e siècle. N'était

sa forte empreinte missionnaire (le culte de la Vraie Croix), mendicante (saint François, saint Dominique), hispanique (saint Jacques, l'exacerbation du culte marial).

C'est aussi, à l'origine, une chrétienté sans passé, au présent incertain, qui adopte donc les temps de l'hispanité. Avec son Église missionnaire, cette nouvelle catholicité se lance d'abord dans la double aventure de l'érasme et du millénarisme, le tout baignant dans une forte ambiance évangélique. D'où la tentation du désert, qu'illustre, dans la seconde moitié du XVI^e siècle, un personnage mystérieux (sulfureux ?), Gregorio López, sans doute hétérodoxe, mais qui eut l'habileté de se soumettre extérieurement à l'autorité. Mais le vrai érémitisme perce difficilement : le désert ici se conçoit à l'ombre du couvent. Car celui-ci, dans l'urgence, doit devenir une usine à sainteté, pour rattraper l'immense retard accumulé sur l'Occident. En fait, malgré l'effort très méritoire des hagiographes, dès le milieu du XVI^e siècle, la greffe prend mal : l'érasme ambiant ne la favorise pas et l'importance de plus en plus décisive que prend la lointaine Rome dans l'attribution de la sainteté, à partir du milieu du XVII^e siècle, devient un obstacle presque insurmontable. Surtout, le couvent est un milieu trop confiné pour que la réputation de sainteté (et les miracles qui l'accompagnent) s'étende. La seule vraie réussite mexicaine en la matière est la béatification de Sebastián de Aparicio, d'ailleurs très tardive (1789) : ce frère lai franciscain passa l'essentiel de son existence agitée hors des murs conventuels, et ses fidèles, socialement mêlés, purent ainsi revendiquer plus de mille deux cents miracles !

Si le dossier de la sainteté mexicaine n'est pas clos (comme le démontre la canonisation en 2002 de Juan Diego, hypothétique Indien à qui la Vierge de Guadalupe serait apparue), il est clair que, vers 1650, la voie est sans issue immédiate, qu'il faut trouver d'autres vecteurs au message des évangélistes. Celui-ci a d'ailleurs évolué, il a oublié son fond millénariste, rejoint la vague tridentine, uniformatrice, sensorielle, communautaire. Ici comme en Espagne, la nouvelle catholicité allait être portée par la dévotion à certains mystères mariaux (Notre-Dame du Rosaire, l'Immaculée

Conception, puis la Vierge des Douleurs) et christiques (autour de la Passion). Appuyé sur une lecture approfondie des textes, P. Ragon révèle ici toute sa maestria : dans un foisonnement de publications, il sait débusquer celle qui synthétise le phénomène ou qui amorce une évolution radicale. Ainsi, en 1721, la *Corona dolorosa texida con las amenas flores del Santissimo Rosario*¹ (livre réédité douze fois au cours du siècle) jette une passerelle entre les douleurs de la mère et la Passion du Fils et annonce la montée christique du XVIII^e siècle. Par là, cet ouvrage rejoint le *Manual de ejercicios para los desagravios de Cristo*² (imprimé en 1680, mais dont le succès est postérieur à 1720), qui tend vers un approfondissement et une intériorisation de la foi. Cela se matérialise, après 1740, avec le succès grandissant du culte de Joseph – pont entre la Vierge et le Christ –, dont la sérénité, voire l'optimisme, nous éloignent des macérations et surtout des flagellations du XVII^e siècle.

Ainsi les dévotions sont-elles progressivement recentrées, conduites avec un matériel adéquat (comme les brèves neuvaines imprimées), là où l'Église le souhaitait : les presses mexicaines rééditent très souvent des textes espagnols³. Parfois même on anticipe sur la métropole : s'agissant de la dévotion au Sacré-Cœur, l'ouvrage du père Joseph Gallifet, *De cultu sacrosancti cordis*, publié à Rome en 1726, est traduit à Mexico dès 1732.

Restait le problème lancinant du mobilier miraculeux, pièce essentielle du dispositif, car il engage, à travers la religion locale, l'identité du fidèle. En Occident, depuis le Moyen Âge, les reliques ont pleinement joué leur rôle, puis les images saintes. Avec les handicaps déjà évoqués, ces diverses recettes furent aussi exploitées au Mexique. Mais, malgré les arrivages massifs de reliques depuis les catacombes romaines, cela fut notablement insuffisant.

Très vite, en fait dès le XVI^e siècle, surtout à partir des années 1650, il fallut se tourner vers des reliques de substitution, des images saintes : celles de la Vierge (46 % selon l'enquête de 1743), du Christ (39,5 %) et de quelques saints (14,5 %). Soulignons que le contexte lettré amplifie cette répartition : 310 ouvrages édités glorifient des images mariales, 77 celles du Christ, à peine 8 celles des saints. Malgré tout,

le « sous-équipement » subsista. Mais il fut maîtrisé à la faveur de différentes circonstances. Ainsi, la plasticité de ces images permit aux diverses formes de l'alchimie de se réaliser, selon de savants dosages qui mettaient en jeu les deux sources de légitimité : l'origine hispanique et l'ancrage américain, le tout fondu dans le prodige divin. L'audience d'une demi-douzaine d'images fut renforcée par leur origine urbaine – en fait le plus souvent péri-urbaine –, qu'il faut rapporter aux caractères de cette société coloniale, pour qui la ville est le modèle : ici joua le phénomène des « transformateurs d'énergie électrique » chers à Braudel. Surtout, le magnétisme que Mexico exerça sur cet univers créa les conditions nécessaires à l'extraordinaire fortune de la Vierge de Guadalupe, portée par la vague du créolisme, dès la seconde moitié du XVII^e siècle : sur les 310 éditions mariales, 161 lui sont consacrées. Pour le reste, tous ces simulacres surent reprendre les vieilles pratiques qui avaient assuré le succès de ceux du Moyen Âge : transpirant, s'agitant, révélant leurs sautes d'humeur, ces images étaient proches d'une humanité qui s'y identifiait pleinement.

« C'est ainsi que nous apprîmes à nos saints à nous connaître, et à apprendre les tristesses de notre terre. C'est ainsi que nous les aidâmes à se transplanter. Désormais, ils nous connaissent bien. Ils connaissent nos labeurs et nos aspirations. Ils ont connaissance de cette forêt et des rythmes de ces cultures. Après tant d'années, ils peuvent aujourd'hui nous aider, enfin. C'est pourquoi nous entrons toujours les saluer. » Ce sont les paroles d'un paysan de l'ouest du Mexique, au XX^e siècle. Est-ce là le catholicisme décrit par ce livre ? Sans doute, ce témoignage nous parle d'un lent et mutuel apprentissage de l'Autre – même divin –, d'une complicité et d'une communion à la fois collectives et individuelles. Il évoque aussi la pénombre propice de l'église. Parcourant chemins, forêts et champs, attentifs aux rythmes de la nature, ces saints ajoutent une dimension qui va au-delà de la religion « raisonnable » – en tout cas explicite – que renferment livres et enquêtes, nés et ayant grandi dans l'espace urbain.

THOMAS CALVO

1 - *Couronne douloureuse tissée avec les fleurs amènes du très saint Rosaire.*

2 - *Manuel d'exercices pour les réparations (offertes) au Christ.*

3 - Les presses espagnoles du XVIII^e siècle édi- taient très souvent des ouvrages français, qui pas- saient ainsi au Mexique. Mais c'est là un aspect non évoqué par l'auteur.

Gregorio Salinero

Une ville entre deux mondes. Trujillo

d'Espagne et les Indes au XVI^e siècle

Madrid, Casa de Velázquez,

« Bibliothèque de la Casa

de Velázquez-34 », 2006, 540 p.

En vogue dans les années 1940 et 1950, la thé- matique de l'« émigration » espagnole aux Indes a connu une nouvelle heure de gloire, dans les années 1990, en raison des commémorations du cinquième centenaire du voyage de Christophe Colomb. Cette seconde vague a été marquée par le caractère parcellaire des études, déclinées sous forme de monographies régionales, en phase avec le développement des autonomies accordées par la jeune démoc- ratie espagnole. Les études réunies alors par Antonio Eiras Roel en sont un bon exemple¹.

Le livre de Gregorio Salinero, qui se situe à une échelle encore plus réduite, se place dans la continuité de ces travaux tout en consti- tuant une remarquable rupture qualitative. Car, si G. Salinero puise naturellement dans les œuvres l'ayant précédé, il se donne pour finalité de saisir l'ensemble des implications du phénomène migratoire. Refusant de se satisfaire du simple décompte de « migrants », l'objectif de l'auteur est de connaître le devenir, plus ou moins proche, des protagonistes de la traversée, ainsi que les retombées de celle-ci sur eux et sur leur entourage. G. Salinero s'at- taque également à la question des retours, pro- blème habituellement évité par les études sur les migrations (avec pour exception notable l'article de Peter Jacobs en 1983²). Le livre s'organise ainsi classiquement en trois parties, qui retracent, dans un mouvement pendulaire, ces trois temps possibles de la mobilité : le départ, les relations entretenues par les migrants avec leur ville d'origine, leur retour enfin.

Le cœur de la première partie repose sur la récusation d'une causalité univoque pour expliquer le recours massif des trujillanos à l'émigration transocéanique (près de 3 000 migrants sur l'ensemble de la période étudiée, pour une ville comptant, au plus, 8 500 habitants au milieu du XVI^e siècle). Si l'argument des « *push-pull factors* » a depuis longtemps été remis en cause dans le domaine des études migratoires (sur les courtes et les moyennes distances notamment)³, G. Salinero a le mérite de montrer la diversité des situations, la complexité des motivations au départ et, en fin de compte, l'importance de la décision individuelle fondée sur un risque calculé et prise en fonction des informations et des réseaux personnels disponibles. L'enracinement familial et le profil social des migrants sont exploités pour donner chair à cette première partie. G. Salinero effectue une utile confrontation entre les sources notariales de Trujillo et celles de la *Contratación* de Séville, ce qui lui permet de pointer une fois de plus les lacunes de la documentation sévillane mais, surtout, de vérifier les écarts entre les profils sociaux des migrants selon que l'on considère une source ou l'autre. Il en ressort une image plus terre à terre de la quête du migrant : point de rêves d'*El Dorado* et beaucoup de pragmatisme ; les Indes ne seraient qu'un « révélateur de l'étoffe » de chaque migrant (p. 108). G. Salinero parle même d'un « aplanissement » des différences entre les deux rives de l'océan. On ne peut qu'adhérer à cette vision plus mesurée du projet qu'est la migration, et l'auteur a sans doute raison d'insister sur le fait que les Indes étaient loin d'être « le Pérou » pour les contemporains. Néanmoins, si les inégalités préexistantes en Estrémadure conditionnent à bien des égards la réussite américaine (p. 108), il reste une inégalité fondamentale qui disparaît pour les Espagnols aux Indes, celle séparant l'*hidalguía* de la roture.

La deuxième et la troisième partie sont les plus fascinantes du livre, l'une répondant à l'autre dans une symbiose analytique qui les sépare nettement de la première partie, plus descriptive. Il s'agit en effet de retracer l'ensemble des retombées du fait migratoire. Tout d'abord l'importance des *remesas*, des envois

d'argent, (plus de 149 millions de maravédís !) permet à l'auteur de montrer toute l'utilité des sources notariales locales. L'argent, qui inonde Trujillo et lui permet de rénover ses bâtisses, nuance le jugement habituel sur la fuite vers les Flandres de la manne américaine. L'analyse de ce flux est minutieuse : montants, lieux d'envois, bénéficiaires à Trujillo, buts (chapeleries, fondations, achat de maisons...) sont passés en revue. G. Salinero peut ainsi nuancer le *topos* de la femme abandonnée en Espagne par son mari : si cette situation est une réalité avérée contre laquelle se bat la législation royale, les envois d'argent montrent que séparation physique ne rime pas toujours avec abandon. La fréquence de ces envois place, par ailleurs, le notaire au cœur d'un système d'échanges, d'argent et d'informations, éléments déjà évoqués comme fondamentaux dans la genèse de l'idée migratoire.

Il en va de même pour les hommes qui rentrent au bercail et essaient, grâce à la fortune obtenue aux Indes, de se fondre dans l'ancienne élite. Tel est le cas de Juan de Orellana, qui rachète le palais des Vargas à Trujillo, héritant du prestige symbolique qui y était attaché, avant d'intégrer cette élite, comme le prouve son appartenance à la confrérie de la noblesse (Vera Cruz). Nombreux ou non, ces hommes nouveaux s'érigent en modèles qui engendrent à leur tour de nouvelles vocations au départ, d'autant plus que ces *Indianos* gardent de nombreux liens avec l'Amérique et avec les autres *Indianos* de Trujillo, autant de garanties pour les migrants potentiels.

G. Salinero s'intéresse surtout aux individus, c'est pourquoi le rapport entre mobilité atlantique et identité locale, cristallisée par le nom (chap. 6), constitue bel et bien le cœur de sa réflexion. Ses pages sur le patronyme et la présentation de soi, sur ce que l'on pourrait appeler les déclarations identitaires de l'individu, sont riches en réflexions et en pistes à défricher. Si l'hypothèse d'une influence de l'expérience américaine sur l'évolution des pratiques anthroponymiques à Trujillo est stimulante – nommément la réduction à un seul nom de famille et sa surcharge symbolique – on ne sait cependant pas si l'on peut suivre G. Salinero sur cette voie sans une approche plus vaste, à l'échelle de la Castille tout entière, si pauvre

en noms de famille pour des raisons historiques liées aux repeuplements médiévaux, démarche qui devrait permettre de nuancer ou d'affiner ces hypothèses.

On peut regretter par ailleurs l'optique trop *trujillana* de l'auteur, qui le conduit parfois à sous estimer certains phénomènes. Ainsi, bien qu'il soit conscient de sa difficulté à évaluer la mobilité des migrants une fois en Amérique, il n'en prend pas acte dans son analyse de la distribution des trujillanos aux Indes : si son échantillon est probant (988 cas), ses conclusions ne portent que sur ceux (la moitié) dont il connaît la destination précise. Or, il est fort à parier que les 469 cas « indéfinis » restants auraient permis de broser un tableau plus diversifié des relations de ces hommes partis « *a buscarse la vida* » (pp. 110-111). Les pérégrinations américaines de bien des migrants, qui tendent à s'éloigner du lieu d'arrivée, le « Pérou », en direction de régions plus prometteuses, par exemple, peuvent nuancer la force des clientèles du lieu d'origine, qui persistent selon G. Salinero dans le nouveau cadre américain. S'il est certain que ces réseaux subsistent, et ce beau livre nous le prouve amplement, d'autres phénomènes d'acclimatation sont à l'œuvre, qui expliquent bien des dynamiques sociales locales, imbriquant des migrants venus d'horizons extrêmement différents – Basques, Andalous, Aragonais – et des groupes autochtones. Ceux-ci créent des fidélités et des dynamiques nouvelles dont la portée et la signification dépassent totalement le cadre étroit du terroir d'origine. À défaut des anciennes clientèles, de nouvelles doivent être inventées, et l'image du procureur « officiel » à la cour, qui se dessine lentement du XVI^e au XVII^e siècle, relevant plus du commis que d'une relation personnelle, se nourrit justement de ce besoin de renouer un lien avec la métropole qui s'est fatalement distendu.

Ces réflexions critiques n'entament cependant aucunement le principal apport de ce livre, à savoir l'illustration magistrale du fait que les Indes ont non seulement transformé les acteurs de l'émigration transatlantique et le destin de leurs proches, mais ont aussi généré une réalité à bien des égards nouvelle, tant aux Indes qu'en Estrémadure. Cette conclusion ne saurait être limitée à cette

seule région. Le « Nouveau Monde », tel que G. Salinero le dépeint, n'est donc pas tant l'ensemble des terres « découvertes » par Christophe Colomb que le monde transatlantique, castillano-américain, qui naît des liens multiples unissant les différentes composantes de la monarchie catholique.

JEAN-PAUL ZÚÑIGA

1 - ANTONIO EIRAS ROEL (éd.), *La emigración española a Ultramar (1492-1914)*, Madrid, Tabapress, 1991.

2 - PETER JACOBS, « Pasajeros y polizones: Algunas observaciones sobre la emigración española a las Indias durante el siglo XVI », *Revista de Indias*, 172, 1983, pp. 439-479.

3 - DAVID E. VASSBERG, *The village and the outside world in Golden Age Castile. Mobility and migration in everyday rural life*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

**Mónica Quijada
et Jesús Bustamante (éd.)**

*Élites intelectuales y modelos colectivos,
mundo ibérico, siglos XVI-XIX*

Madrid, Consejo Superior de
Investigaciones Científicas, « Tierra
Nueva e Cielo Nuevo », 2002, 390 p.

Avec cet ouvrage collectif coordonné par deux historiens espagnols de renom, les contributeurs se retrouvent associés à un projet dont l'originalité et l'intérêt scientifique retiennent l'attention. Comme il est de rigueur dans ce type d'ouvrage collectif, la cohérence et la disparité en termes d'intérêt ou de statut scientifiques en sont souvent le talon d'Achille. Dans ce cas d'espèce, les auteurs, tous historiens ou anthropologues, spécialistes du monde ibérique et ibéro-américain, se situent dans des perspectives ou des problématiques très diverses et, qui plus est, dans des tranches chronologiques larges. Un tel choix, parfaitement légitime dans un colloque où il peut se révéler un élément permettant ou, mieux encore, stimulant la discussion et l'échange, n'en laisse pas moins à la lecture un sentiment d'éparpillement des points d'observation au risque d'égarer le lecteur. Autant le dire d'emblée, malgré la remarquable introduction rédi-

gée par Mónica Quijada et Jesús Bustamante qui s'efforcent de mettre en perspective et en relation l'ensemble des contributions en restituant un peu des débats et réflexions suscités dans le cadre du colloque, l'ouvrage ne surmonte pas pleinement l'obstacle.

Ces inconvénients n'enlèvent cependant rien à l'intérêt de la publication en raison de la problématique retenue et de la qualité de la plupart des textes regroupés. Le propos des auteurs est de réfléchir à l'articulation de quelques concepts que l'on peut, à juste titre, considérer comme essentiels dans la science sociale contemporaine, à savoir « élite », « intellectuel » ou encore « modèle collectif ». Dans ce domaine, anthropologues, historiens, sociologues, depuis les tenants de l'approche marxiste jusqu'aux adeptes de l'anthropologie culturelle anglo-saxonne, ont beaucoup écrit en vue de construire des schémas interprétatifs permettant de mettre en relation la capacité d'intervention ou d'influence de ces élites culturelles sur les comportements sociaux. Aussi ne doit-on pas chercher ici une quelconque réflexion théorique qui viendrait se surajouter à une bibliographie déjà copieuse en reprenant un débat ancien. L'idée a plutôt été d'inviter les auteurs à se pencher, dans leurs propres champs de recherche, sur des études de cas qui permettraient de mesurer la capacité d'intervention de ces élites intellectuelles sur la construction d'éventuelles références communes aptes à se constituer en modèles collectifs. Sur la base d'une présentation essentiellement chronologique, qui débute au XVI^e siècle pour se dérouler jusqu'au début du XX^e siècle, c'est au lecteur, au gré de ses curiosités, de ses envies et de ses centres d'intérêts, de faire son choix dans un menu particulièrement riche. On peut cependant s'essayer à suivre les conseils avertis des coordinateurs de l'ouvrage, qui regroupent les contributions en deux ensembles de natures différentes.

Le premier réunit les textes couvrant l'époque moderne, qui tous reviennent sur l'impact des réflexions développées par des intellectuels du moment sur leur monde. Autant dire qu'ici l'éventail que recouvre la catégorie « intellectuel » est inévitablement très large : elle va des cercles humanistes de l'Espagne du XVI^e siècle à l'étude d'un cabinet

de curiosité, caractéristique de l'époque des Lumières, en passant par le groupe des ingénieurs et techniciens miniers de Potosí, la mine par excellence dans l'Amérique du XVII^e siècle, ou encore par l'étude de Juan de Cárdenas. Les textes regroupés dans ce premier ensemble, bien que de portée et d'orientation très diverses, n'en offrent pas moins quelques pistes de réflexion stimulantes. L'historien du social retiendra plus particulièrement les études de groupes d'acteurs : les humanistes, remarquablement étudiés par J. Bustamante dans une très dense contribution, les ingénieurs des mines de Potosí analysés par Carmen Soler, les lettrés péruviens enfin, dont le portrait de groupe dessiné par Sonia Rose reste cependant à l'état d'ébauche. L'historien de la culture aura le choix entre trois études de cas fort différentes mais également passionnantes : la production textuelle dans le monde indigène, étudiée par David Tavárez ; la spécificité, soulignée par Luis Millones, de l'œuvre de Juan de Cárdenas, *Historia natural*, publiée en 1591, dans un genre littéraire particulièrement abondant, celui des « Histoires naturelles », auquel la découverte du Nouveau Monde a donné naissance ; enfin, l'importance du cabinet de curiosité de Francisco Dávila, homme des Lumières né à Guayaquil, installé à Paris, et dont la collection, reversée au roi d'Espagne en 1771, est à l'origine du *Real gabinete de historia natural* de Madrid.

Le second ensemble est constitué de contributions axées sur la dimension politique. Plus homogènes chronologiquement – l'essentiel des textes concerne les XVIII^e et XIX^e siècles –, tous appliqués à réfléchir sur les modèles politiques des périodes concernées – la monarchie absolutiste et la formation des États nationaux postérieurs aux indépendances –, les textes s'appliquent à étudier les comportements d'acteurs ou de groupes d'acteurs politiques dans des époques d'intense débat. Avec ces textes, on entre dans un domaine où le rôle des « intellectuels » est sans aucun doute bien plus proche de ce que nous connaissons. Ils y occupent une place prépondérante dans ce que l'on pourrait qualifier de « propagande », « formation de l'opinion publique » ou encore « pédagogie politique ».

La contribution de celui qui fut le maître de ces réflexions sur le politique appliquées au monde hispano-américain des XVIII^e et XIX^e siècles retiendra l'attention par l'originalité de son propos. Le regretté François-Xavier Guerra propose en effet une étude de l'usage contradictoire du Livre dans la culture occidentale. Il montre comment, au XVII^e siècle, la Bible put d'abord servir de support afin de légitimer l'absolutisme – à travers des textes de Bossuet, de Palafox ou de Locke – avant de devenir, un siècle plus tard, une justification de sa condamnation dans les œuvres de Paine ou de certains philosophes hispano-américains comme Juan Germán Roscio. Proches de ces analyses se situent le texte d'Annick Lempérière, qui examine le rejet, en Nouvelle-Espagne, de l'idée absolutiste au XVIII^e siècle, et celui de M. Quijada. Cette dernière revisite avec subtilité la réponse apportée par les élites politiques du Río de la Plata à une question qui dépasse largement le cas abordé tant elle tarabuste la formation des identités nationales latino-américaines au cours du XIX^e siècle : celle de l'identification de la barbarie comme réponse à la perception ou à la prise en compte de l'altérité. Parmi les autres textes, on attirera l'attention sur l'étude de Marta Casás, relative aux réseaux théosophiques en Amérique centrale au début du XX^e siècle. L'auteur y aborde une thématique qui entre en écho avec les études menées, notamment en France, sur les réseaux intellectuels. Il en est de même pour les deux textes relatifs à l'histoire de l'américanisme, appliquée ici, démarche moins courante, au contexte hispanique. Le développement depuis quelques années de ces réflexions historiographiques, là encore plus particulièrement en France mais pas exclusivement, fait assurément écho à celles menées ici par Víctor Peralta et par Leoncio López-Ocón. Enfin, l'étude de cas proposée par Charles Hale, relatif à Emilio Rabasa, personnalité intellectuelle incontestable de la fin du Porfiriato et de la révolution mexicaine, permet de confronter l'intellectuel – ici juriste et historien – aux ruptures politiques radicales comme peut l'être un épisode révolutionnaire.

En réponse à un titre particulièrement ample, et peut-être peu explicite au premier abord, l'ensemble des textes regroupés par les

coordinateurs de l'ouvrage propose un tour d'horizon stimulant et suggestif. Leur lecture, loin de concerner les seuls spécialistes des mondes ibériques, retiendra à n'en pas douter l'attention de tous ceux intéressés à réfléchir sur la place des « intellectuels », au sens le plus large, dans les sociétés occidentales depuis cinq cents ans.

MICHEL BERTRAND

Sinclair Thomson

We alone will rule. Native Andean politics in the age of insurgency

Madison, The University of Wisconsin Press, 2002, 408 p.

C'est à une question clé de l'historiographie andine que s'attache Sinclair Thomson : comment est-on passé, au cours du XVIII^e siècle, du pouvoir des caciques – ou seigneurs naturels – sur les lignages (*ayllus*) qui regroupaient l'ensemble de leurs sujets au système rotatif des charges dans le cadre des communautés indiennes ? Comment, dans les Andes (la situation est différente au Mexique), est-on passé du système politique vertical confirmé par les autorités espagnoles de la fin du XVI^e siècle, qui établirent les anciens *kurakas* tout à la fois comme intermédiaires et médiateurs (phénomène mis en lumière depuis longtemps par les historiens), au modèle horizontal que les anthropologues ont étudié dans leurs enquêtes sur la communauté ?

Pour résoudre ces questions, l'auteur envisage la crise de légitimité des dynasties caciquales, la mise en question de leur autorité, l'impact de l'augmentation de la pression fiscale avec les *repartos de mercancías*, dont ils étaient responsables, l'effritement de la capacité des lignages nobles à se maintenir et à se reproduire à la tête des communautés, leur éloignement progressif à l'égard des intérêts communautaires, l'affaiblissement de l'institution caciquale menacée par les rivalités internes entre lignages et par l'arrivée ou la nomination de nouveaux venus, voire l'accès de mérités à cette dignité, source de possibilités d'enrichissement. Cette crise du caciquat, antérieure aux révoltes de Túpac Amaru et Túpac Katari (1780-1781), ébranle tout

l'édifice politique andin, non seulement dans ses rapports avec l'administration coloniale, mais aussi du point de vue interne. C'est là qu'opère la démonstration de S. Thomson. Centrant son analyse sur la région aymara de La Paz (*corregimientos* de Chucuito, Omasuyos, Larecaja, Pacajes et Sicasica), l'auteur dévoile, par des exemples éclairants présentés avec minutie, la mise en place de ce qu'il appelle l'auto-gouvernement des communautés indiennes.

Dans cette perspective, la révolte de Túpac Katari ne vient que précipiter les évolutions antérieures : révoltes contre les caciques oppresseurs restés fidèles au roi, répression contre ceux qui participèrent au soulèvement. Pendant la rébellion, les autorités émergentes négocient le respect de normes et prennent en main la direction des affaires collectives ; après la remise en ordre, les *principales* et les Anciens (*hilacatas*), ceux qui ont accompli le cursus des charges politiques et religieuses, établissent un mode de gouvernement autonome et collectif, qui est en place bien avant que l'institution caciquale ne soit définitivement supprimée par Bolívar en 1824. S. Thomson étudie cette transformation politique fondamentale, examine les modalités d'expression de ces revendications, s'attache à mettre en valeur les enjeux internes des projets anti-coloniaux et dévoile les fondements de ce qu'il n'hésite pas à appeler une « culture politique nouvelle ». Contre le pouvoir des caciques, les communautés revendiquent l'autonomie ; devenues acéphales, elles inventent les formes de leur auto-gouvernement, solidaire et « démocratique ». Les grandes rébellions qui ensanglantèrent les Andes du Sud à la fin du XVIII^e siècle sont donc lues à partir des contradictions internes au monde indien. Elles n'ont fait que précipiter une évolution à l'œuvre depuis plusieurs décennies. L'analyse de l'auteur est d'autant plus pertinente qu'elle confirme ce que l'on sait par ailleurs pour d'autres régions andines. En effet, dès le premier tiers du XVIII^e siècle et hors la conjoncture de la grande rébellion de Túpac Amaru, on assiste au même phénomène¹.

Reste la question des *cabildos de Indios*, qui n'apparaissent que marginalement dans l'analyse de S. Thomson. Or ce sont les autorités des conseils des villages qui apparaissent comme

les porteurs et les défenseurs des intérêts communautaires devant les juges hispaniques, au cours de ces décennies de transition d'un système politique à l'autre. Les lignages caciquaux ayant perdu le contrôle des conseils, les autorités municipales prirent leur autonomie, et les fonctions d'*alcaldes*, *regidores*, *fiscales* s'intégrèrent au système des charges, dont le modèle d'analyse reste l'étude de Roger Rasnake².

Après les travaux de Scarlett O'Phelan³, nul doute que cette étude fera date, par sa maîtrise du dossier, la pertinence de ses analyses et la cohérence de son modèle interprétatif. Car c'est bien au cours de ces décennies du XVIII^e siècle que, dans les Andes, s'opère la « naissance » du système des communautés.

JACQUES POLONI-SIMARD

1 - JACQUES POLONI-SIMARD, *La mosaïque indienne. Mobilité, stratification sociale et métissage dans le corregimiento de Cuenca (Équateur) du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2000, pp. 364-381.

2 - ROGER RASNAKE, *Autoridad y poder en los Andes. Los Kurakuna de Yura*, La Paz, Hisbol, 1989.

3 - SCARLETT O'PHELAN, *Kurakas sin sucesiones. Del cacique al alcalde de indios. Perú y Bolivia, 1750-1835*, Cuzco, Centro de Estudios Regionales Andinos Bartolomé de Las Casas, 1997.

James Pritchard

In search of Empire.

The French in the Americas, 1670-1730

Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 484 p.

Synthétiser les travaux monographiques portant sur les différentes colonies françaises d'outre-mer et évaluer la participation de l'État dans leur développement sont les deux buts affichés de cet ouvrage. Sa division en deux parties – la première sur la formation des colonies dans les domaines démographique, social, économique et politique, la seconde sur la façon dont les guerres successives entre la France et les autres grandes puissances européennes ont affecté le développement de ces territoires dans une période cruciale et méconnue (1670-1730) – sert l'argumentation

principale selon laquelle la monarchie fut impuissante à créer un développement colonial outre-mer.

Selon James Pritchard, colons et esclaves plutôt que gouvernements métropolitains et coloniaux édifièrent les sociétés tant canadiennes que caribéennes. Soulignant l'importance des contextes locaux dans ce processus d'autonomisation, l'auteur défend aussi l'idée que la flotte française échoua dans la défense de ces colonies, ces dernières dépendant de façon croissante de fortifications, détachements d'infanterie et forces locales.

Si l'on peut suivre globalement l'auteur sur ces questions, encore que la place théorique faite à l'État et à la portée supposée de ses incitations démographique et commerciale semble pouvoir nourrir un long débat – la logique des États se limitant souvent à promouvoir le développement des colonies dans la mesure où il servait les intérêts métropolitains –, les chapitres concernant l'économie, notamment celui sur les échanges, peuvent susciter quelques réserves. En effet, la faiblesse des liens entre métropole et colonies trouve également pour l'auteur une justification dans les retards structurels de l'économie française, lesquels seraient en partie responsables du manque de cohésion de l'Empire français. Le royaume aurait souffert avant tout du caractère morcelé de son économie, de communications et d'une capacité de transport insuffisantes qui auraient pénalisé fortement les possibilités d'intégration des colonies dans son réseau commercial, ouvrant ainsi la voie à la mainmise des étrangers sur le trafic intercolonial. Pour étayer son propos et déceler l'origine de ces défaillances, J. Pritchard évoque un milieu marchand français vivant dans un monde de privilèges, de subventions et de monopoles aux antipodes de l'économie de marché et du monde capitaliste.

S'il ne s'agit pas de réfuter en bloc ces affirmations, il convient certainement de les nuancer. En ce qui concerne les aptitudes françaises à entreprendre, largement mises en doute dans l'ouvrage, elles semblent pourtant irréfutables si l'on prête attention, par exemple, à l'observatoire malouin du milieu du XVI^e siècle aux années 1700, période pendant laquelle les marchands bretons développent un capita-

lisme commercial de première importance, à maints égards comparable à celui qu'organisent leurs homologues européens, qu'ils soient Anglais ou Hollandais¹. Les champs d'activité des Malouins appellent un autre commentaire. En effet, le livre de J. Pritchard invite à penser que la construction d'un empire propre fut la voie royale s'offrant aux marchands français pour consolider et élargir leur système commercial. Cependant, des années 1560-1570 au XVIII^e siècle, Bretons et Normands, mais aussi Lyonnais et Auvergnats, contrôlèrent une bonne part de l'acheminement des marchandises françaises vers un autre empire et une autre Amérique : espagnole cette fois. Le sous-titre de l'ouvrage, *The French in the Americas*, éclaire le parti pris de J. Pritchard d'assimiler la présence française en Amérique à l'Empire français d'outre-mer. Or les forces vives du commerce français ont largement pénétré l'Empire espagnol, sans doute mieux à même de répondre à la pénurie européenne de métaux précieux. Les gisements d'argent du Potosí et ceux de la Nouvelle-Espagne n'avaient d'équivalent ni dans les îles Caraïbes ni au Canada. Aussi les choix stratégiques des acteurs ne coïncidaient-ils pas forcément avec les politiques d'État.

De même, si l'on comprend bien que les étrangers, en particulier les Hollandais, purent intégrer les échanges avec les colonies françaises au commerce qu'ils contrôlaient entre la Baltique et la péninsule Ibérique, peu de pages rendent compte des pratiques marchandes sous-tendant les différents commerces outre-mer, qu'elles concernent les Rochelais ou les étrangers. Une recherche fine des modes d'organisation sociale des échanges aurait peut-être permis, non de prendre le contre-pied des modes de fonctionnement présentés dans ce travail sérieux, mais d'en enrichir l'exposé en précisant les modalités des échecs et des réussites économiques des différents groupes marchands².

JEAN-PHILIPPE PRIOTTI

1 - ANDRÉ LESPAGNOL, *Messieurs de Saint-Malo. Une élite négociante au temps de Louis XIV*, Rennes, PUR, [1990] 1997, 2 t. ; CARLOS DANIEL MALAMUD RIKLES, *Cádiz y Saint-Malo en el comercio colonial*

peruano, 1698-1725, Jerez de la Frontera, Diputación provincial de Cádiz, 1986.

2 - À ce propos, on peut s'étonner que ne figurent pas dans la bibliographie les travaux réunis par JOHN J. McCUSKER et KENNETH MORGAN, lesquels traitent en majorité de la seconde moitié du XVII^e siècle et de la première moitié du siècle suivant, dans *The early modern Atlantic economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Jean-Pierre Moreau

Pirates

Paris, Tallandier, 2006, 478 p.

Cet ouvrage, qui synthétise deux siècles de flibuste (1522-1735), est le fruit d'un dépouillement exhaustif des archives françaises, anglaises et espagnoles. Il constitue désormais une référence obligée pour tous ceux qui s'intéressent à la course et à la piraterie dans les Antilles, ainsi que pour les spécialistes de l'histoire coloniale des Amériques, qui ont tendance à négliger le rôle joué par ces sociétés de marginaux et de forbans dans la construction du colonialisme des temps modernes. Jean-Pierre Moreau a dépouillé des milliers de documents pour redonner vie au monde de la flibuste, à ses héros oubliés, à ses réseaux politiques et commerciaux et pour retracer son évolution.

Le mot « flibustier » apparaît au XVI^e siècle. Il désigne un corsaire qui a reçu commission d'un pouvoir constitué, contrairement au pirate, et a été chargé d'écumer les mers des Antilles. Fort heureusement pour les lecteurs qui ne manient pas toujours le vocabulaire maritime, les mesures de capacité ou les équivalences monétaires courantes à l'époque, l'auteur présente au début de l'ouvrage un glossaire indispensable pour reconnaître la différence entre hourque et galiote ou la valeur des escalins, des livres tournois et des *castellanos*. En annexe, sont proposés un développement sur les principales découvertes d'épaves de l'archéologie sous-marine ainsi que plusieurs listes fort utiles des naufrages, villes et bourgades attaquées, des bâtiments capturés ou incendiés, des gouverneurs de l'île de la Tortue et de la côte de Saint-Domingue, et, enfin, des principaux capitaines français et étrangers.

Le livre se compose de quatre parties de longueur inégale. La première, qui est la plus longue, décrit le passage de la flibuste à la piraterie, entre 1522 et 1725. Ces aventuriers français sont surtout issus des ports du Ponant (notamment Le Havre, Dieppe et La Rochelle). Leur but est de briser par tous les moyens le monopole ibérique ratifié par le traité de Tordesillas après le premier voyage de Christophe Colomb. Les Français ne sont pas les seuls à contester la domination de l'Espagne et du Portugal dans les Amériques. Des Hollandais et des Anglais se joignent à eux. Or la course subit les conséquences des traités entre les royaumes européens. Celui de Cateau-Cambrésis (1559) entre la France et l'Espagne met fin à leur rivalité, mais la course est autorisée au-delà des « lignes d'amitié », qui passent à l'ouest des Açores et au sud du tropique du Cancer. Les traités successifs ne renouvellent plus le monopole ibérique, valable uniquement sur les territoires occupés. Cela ouvre la voie aux colonisations européennes qui s'engouffrent dans les interstices du bloc ibérique d'où ils se livrent au « trafic interlope », la contrebande.

La flibuste est un phénomène complexe qui se déroule autant sur mer que sur terre, dans des zones où s'établissent à la fois des boucaniers et des engagés qui vivent de la chasse des troupeaux ensauvagés et des plantations de tabac, plante qui fait l'objet d'une contrebande fructueuse. L'île de la Tortue, au large de la côte nord de Saint-Domingue, est pendant des décennies la base logistique de la flibuste et le lieu où se développe une société complexe et marginale, constituée de gens de différentes nations. Parmi les plus actifs, on peut citer le fameux Diego Lucifer, fils d'un Hollandais et d'une Noire de La Havane, ainsi que les célèbres corsaires Henry Morgan et Michel de Granmont. L'auteur donne de chacun de ces personnages un portrait précis. On peut regretter que le corsaire Francis Drake, dont les actions ont frappé l'imagination des Espagnols pendant plus d'un siècle, n'occupe qu'une place restreinte, mais l'objectif de J.-P. Moreau est avant tout l'étude des flibustiers français.

L'histoire de la flibuste s'inscrit aussi dans les guerres de religion. Les flibustiers, souvent

des protestants, ne se bornent pas à piller des établissements et des navires, mais se livrent à des profanations d'une rare violence. Leur dessein le plus ambitieux est de piller les richesses en provenance du Pérou, qui transitent nécessairement par l'isthme de Panama. À la fin du XVII^e siècle, la diplomatie finit par proscrire la flibuste au profit des négociations. Certains flibustiers s'assagissent, comme ce fut le cas de Morgan qui devint l'adjoint du gouverneur de la Jamaïque et mit fin à la course, après avoir livré à la justice ses anciens compagnons. Morgan n'est pas le seul à s'intégrer dans la société coloniale. D'autres capitaines enrichis devinrent à leur tour des notables. Leur sort est bien différent de celui des « petits » boucaniers et des anciens engagés ; appauvris par la diminution des troupeaux ensauvagés, ils n'ont plus d'autre recours que de poursuivre les opérations de course sans autorisation explicite, en évitant d'attaquer les navires de leur propre royaume. Beaucoup d'entre eux basculent dans la piraterie, et en viennent à attaquer indistinctement des bâtiments de toutes les nations, y compris la leur.

La course n'est jamais détachée de la traite négrière, et l'auteur donne de nombreux exemples de ce commerce triangulaire où l'un des enjeux est d'échapper aux contraintes des concessions et de fournir des esclaves pour un marché en expansion. Parmi les flibustiers, il y a aussi des mulâtres, des métis et même des Indiens. À la fin du XVII^e siècle, le mélange des nationalités qui avait caractérisé l'univers des corsaires disparaît. Entre 1713 et 1722, la piraterie s'étend aux mers du Sud. Le centre stratégique est New Providence, une île des Bahamas située au milieu d'un archipel balayé par les cyclones : aussi l'industrie de la récupération des épaves devient-elle florissante. Les pirates ne vivent pas en vase clos car ils sont insérés dans des circuits économiques intercontinentaux. Après New Providence, Madagascar devint un bastion de forbans, jusqu'à ce que les mauvais traitements infligés par les pirates aux indigènes aient raison des derniers aventuriers qui périsse aux mains des autochtones.

La description des ports d'embarquement des flibustiers ainsi que le portrait des principales personnalités de la course sont l'objet de

la deuxième partie. Parmi ces hommes influents se détachent l'armateur Jean Ango, Dieppois et proche de François I^{er}, dont il paye une partie de la rançon après la défaite de Pavie, et de la famille des Le Testu, qui mériterait un livre à elle seule. De la troisième partie, retenons les lenteurs administratives dans le déroulement des adjudications des prises, l'épineuse question du paiement du dixième au roi de France et les possibilités de détournements, ainsi que la véracité des poncifs sur la flibuste : le partage équitable du butin, le rhum, le drapeau noir à tête de mort, dont la première attestation date de 1700, et la prétendue fortune cachée des forbans. C'est sans doute le beau texte d'Alexandre-Olivier Exmelin, paru en 1686, qui est responsable de cette idéalisation de la flibuste, à laquelle Daniel Defoe contribua également en présentant les pirates comme des libertaires. Le quotidien du flibustier, fait d'ennui, d'alcoolisme et de petits trafics, est plus banal. Mais la fiction imposera encore longtemps sa version et on continue à chercher des trésors cachés dans les îlots des Caraïbes. Quoiqu'il en soit, les pays européens doivent aux flibustiers l'origine d'une partie de leurs colonies américaines. Sans eux, par exemple, la France n'aurait pas pu acquérir la moitié de Saint-Domingue à la signature du traité de Ryswick et la Jamaïque ne serait pas anglophone.

CARMEN BERNARD

Gilles Havard

Empire et métissages : Français et Indiens dans le Pays d'en Haut, 1660-1715
Québec-Paris, Septentrion/Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2003, 858 p.

Empire et métissages porte sur l'émergence, aux XVII^e et XVIII^e siècles, d'une région particulière issue du projet colonial français en Amérique : le Pays d'en Haut. Cette région couvrait un vaste espace à l'intérieur du continent, depuis le nord des Grands Lacs jusqu'aux confluent du Mississippi et du Missouri. Contrairement à la vallée laurentienne, où se concentrait l'essentiel des colons français d'Amérique, le Pays

d'en Haut était un lieu où circulaient quelques centaines de Français isolés parmi des dizaines de milliers d'Amérindiens. L'ouvrage se veut une analyse des spécificités géopolitiques et culturelles de cet « Empire du milieu en marge de l'Empire français » (p. 31).

Cette étude s'inscrit dans la lignée des débats sur la nature de cette région, attisés par Richard White en 1991 dans *The Middle Ground: Indians, empires, and republics in the Great Lakes region, 1650-1815*¹. Elle présente un postulat qui fait contrepoids à la représentation de cette région prévalant dans les cercles académiques depuis l'ouvrage de R. White, qui l'avait dépeinte comme le siège de relations et d'alliances symbiotiques entre Français et Amérindiens. Gilles Havard propose une nouvelle analyse qui outrepassa ce cadre de compréhension en mettant en relief les rapports de force entre les sociétés en contact.

L'auteur adopte une approche interdisciplinaire rattachée à l'ethnohistoire, qui conjugue l'histoire, la géographie et l'anthropologie à d'autres disciplines, notamment l'archéologie. Le corpus, principalement constitué de sources françaises, est d'ailleurs l'un des plus complets jamais utilisés dans le cadre d'une étude sur cette région ; y figurent la correspondance coloniale, des récits de voyage et des relations de missionnaires. L'auteur fait également quelques recours ciblés à la tradition orale amérindienne au fil de son analyse, notamment par l'étude des récits recueillis vers 1850 par le métis William W. Warren chez les Ojibwé. Il adhère à l'idée que « c'est en combinant l'analyse des archives européennes, des documents ethnologiques et des données archéologiques que l'historien peut faire preuve d'une véritable pertinence dans le traitement de l'histoire autochtone » (p. 30).

La démonstration que propose G. Havard se déroule en trois étapes, correspondant chacune aux principales parties de son ouvrage. La première est consacrée à l'analyse du contexte géopolitique de la formation du Pays d'en Haut. L'auteur décrit d'abord la poussée impériale française dans la région, en s'attardant aux motifs du projet ainsi qu'aux ressources qui y étaient consacrées. Il explique que, du point de vue des centres coloniaux français, le Pays d'en Haut représentait une contrée péri-

phérique et peu propice au développement d'une colonie de peuplement, mais riche en fourrures et peuplée de milliers d'Amérindiens – l'auteur adhère aux estimations évaluant leur nombre à quelque deux cent mille au début du XVII^e siècle (p. 118) –, utiles partenaires commerciaux et militaires. Ce constat débouche sur la mise en place d'une colonie « sans peuplement », soit une série de missions, de forts et de postes de traite de fourrure répartis sur le territoire et où va circuler une petite population française flottante composée de missionnaires, de soldats et de coureurs des bois. Par ailleurs, l'auteur décrit les peuples amérindiens de ce pays qui, bien que diminuant en nombre sous l'effet des épidémies et des guerres et malgré une présence française grandissante, resteront largement majoritaires. La population autochtone, loin de former une entité uniforme, constituait plutôt une mosaïque de groupes différents, entre eux étrangers ou apparentés, mais fonctionnant déjà sur une logique d'alliances. Le Pays d'en Haut existe comme entité politique « à travers l'alliance franco-amérindienne, alliance qui se superpose à une ligue pan-tribale » (p. 179).

La deuxième partie porte sur les rapports de force entre Français et Amérindiens à l'intérieur de cette région et démontre comment leur alliance a fait l'objet de tensions et de constantes renégociations. Les Français ont essayé tout au long de la période d'accroître leur emprise sur le Pays d'en Haut par le biais de différentes stratégies dont l'auteur tente d'expliquer les rouages. Il rapporte avec précision, entre autres, que les Français ont tenté de s'approprier symboliquement le territoire en substituant leur toponymie à celle utilisées par les Amérindiens, avec un succès toutefois mitigé. L'auteur explique également comment fonctionnait (ou ne fonctionnait pas) la chaîne de commandement français, depuis les hautes autorités impériales jusqu'aux administrateurs des postes dans le Pays d'en Haut chargés d'y faire régner la loi et la souveraineté de l'Empire. Les administrateurs, à défaut de détenir un pouvoir coercitif sur les Amérindiens, devenaient des sortes de légats de l'Empire ayant un pouvoir d'influence et de médiation auprès d'eux. Dans ce contexte, explique l'auteur, les Français durent développer « l'art de gouver-

ner les sauvages » en employant leurs rituels diplomatiques, langues et coutumes, afin de s'assurer de leur fidélité face au roi, face à Onontio. Corruption, désertion, appel des bois ; plusieurs maux guettaient les Français qui, déjà en marge de l'Empire, étaient sujets à glisser en marge de la loi. Résistance, violences, ruptures d'alliance ; les Amérindiens démontrèrent aussi qu'ils continuaient d'avoir leur propre dessein, tendant à se soustraire à l'influence de l'Empire.

La troisième partie traite des métissages culturels franco-amérindiens, résultantes inévitables de cette dynamique d'interdépendance. L'auteur observe que, tout au long de la période étudiée, un double phénomène se produit : celui de l'influence progressive de la culture française sur les populations amérindiennes, d'une part, et celui de l'indianisation des Français, d'autre part. Les produits français (tels les outils métalliques, les tissus et les armes à feu), la religion catholique ainsi que le système de traite des fourrures s'implantèrent au cœur du monde amérindien et en bouleversèrent certains fondements. Les Français, pour leur part, étaient nombreux à se laisser séduire par la vie des bois, où les mœurs, notamment sexuelles, étaient moins contraignantes que dans les centres coloniaux. L'« ensauvagement » des Français se traduit par leur propension à se déplacer sur le territoire, se vêtir, se loger et même combattre en partie ou en totalité à la manière amérindienne, et ce, malgré les réticences des autorités coloniales et missionnaires. Ce processus de brassages culturels et ethniques fit du Pays d'en Haut le berceau d'une « nation métisse » qui allait se développer plus tard au XIX^e siècle sur le continent, ce sur quoi conclut l'ouvrage (p. 785).

Si l'ouvrage de G. Havard remplit à merveille sa mission, autant par la solidité de son corpus de sources que par la force de sa structure analytique, il n'en reste pas moins marqué d'un défaut qui rend son contenu aride. Les lecteurs, particulièrement ceux qui sont familiers avec le sujet, trouveront que l'auteur décline son propos de façon parfois un peu répétitive. À cette critique, on pourra rétorquer que l'auteur fait preuve d'une érudition bienvenue dans le monde de la recherche sur les Amérindiens, qui tend aujourd'hui à produire

un savoir fragmenté à partir d'études de cas basées sur l'étude de sources isolées. Rares sont les spécialistes en histoire amérindienne en mesure d'exploiter un tel corpus et d'en faire une utilisation aussi savante.

LOUIS-PASCAL ROUSSEAU

1 - RICHARD WHITE, *The Middle Ground: Indians, empires, and republics in the Great Lakes region, 1650-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

Laurier Turgeon

Patrimoines métissés.

Contextes sociaux et postcoloniaux

Paris-Québec, Éditions de la MSH/

Les Presses de l'Université Laval,

2003, 234 p.

Le métissage dans la construction et la transmission du patrimoine constitue le thème de ce livre dans lequel cinq « lieux » culturels, au sens adopté par Homi K. Bhabha, ont été choisis par l'auteur pour observer ce processus à différentes échelles. L'archive, l'objet, le sol, le paysage et la cuisine sont ici convoqués. Le premier exemple peut surprendre. Il s'agit de l'analyse d'un rapport du capitaine Guillaume Pottier, rédigé en 1701 à son retour de Terre-Neuve, devant l'amirauté de Guyenne. Les dépositions du capitaine et de quatre membres de l'équipage coïncident sur l'essentiel : après une effroyable tempête qui faillit envoyer le navire au fond de l'eau, une grande partie de la cargaison fut perdue. Ce fait précis, énoncé clairement par tous les marins, est précédé d'une autre histoire, celle d'une première tempête suivie par l'apparition d'un monstre marin terrifiant. Laurier Turgeon s'attarde sur ce monstre, qui pourrait au premier abord révéler des croyances en vigueur dans le milieu maritime et attestées par l'iconographie de l'époque. Ce dragon apparaît comme indispensable au récit pour resserrer, dans une période de tensions politiques, la cohésion de l'équipage et alimenter les discussions de sa société savante que l'amiral préside. Le métissage ne serait ici que l'association d'éléments disparates issus des intérêts respectifs du capitaine et de l'amiral. Ce cas me paraît sortir de

la problématique choisie, et la manipulation des narrations, fait relativement fréquent, ne relève pas à proprement parler du métissage.

L'emprunt aux sociétés occidentales du chaudron de cuivre par les Amérindiens est traité dans le deuxième chapitre, sans doute le plus réussi. Que se passe-t-il lorsqu'un objet est décontextualisé ? Après l'avoir situé dans son cadre européen de production et d'usage, et avoir étudié sa fabrication à grande échelle pour faciliter les échanges « avec les Sauvages du Canada » au XVI^e siècle, l'auteur aborde la question de sa réception par les Amérindiens (Iroquois et Algonquins) de la côte nord-est. L. Turgeon présente dans cette partie une analyse très fine de la matière, de la forme et des usages du chaudron, objet découvert en abondance dans des fouilles d'ossuaires amérindiens. Devenu « patrimoine » amérindien et par extension « canadien », le chaudron ne relève pas d'un simple phénomène d'acculturation, notion d'ailleurs trop restrictive, mais d'une réappropriation pour un autre usage, le culte collectif des morts. La « chaudière » en vient alors à désigner un rituel qui mobilise plusieurs nations et dont le dernier acte consiste à inhumer les ossements des parents et des aïeux dans une sépulture collective, d'un type inconnu avant l'arrivée des Européens. Se généralise aussi la pratique du mobilier funéraire dont la majorité des objets enterrés sont de facture européenne. Enfin, un dernier changement intervient, celui de l'orientation des sépultures : les dépouilles sont tournées vers l'ouest et non vers l'est comme aux temps passés, comme si, par cette modification, les Amérindiens avaient voulu se détourner de la direction qui marquait l'origine des Européens.

Deux chapitres, consacrés au sol et au paysage, envisagent le thème des Basques en tant que premier peuple européen du Canada. Cette réflexion part d'une étude d'archéologie effectuée sur l'île aux Basques, dans l'estuaire du Saint-Laurent. L'auteur décrit les différentes occupations du sol par les Indiens et retrace l'importance des échanges avec les peuples environnants. À l'époque de Jacques Cartier, l'île était une escale obligée et les Européens s'insèrent aisément dans les réseaux préexistants. Il s'agit du site européen le plus ancien du Canada. Le nom de l'île

s'explique par la forte présence des morutiers et des baleiniers basques au XVI^e siècle. Les vestiges ont montré que ces pêcheurs avaient cohabité pacifiquement avec des Amérindiens, ce qui les rend « acceptables » pour incarner les ancêtres européens des Canadiens. C'est ainsi que, à la fin du XX^e siècle, l'opinion courante affirme que la ville de Trois-Pistoles a été fondée par ces Basques, dont la présence était antérieure à celle des Français. Ces assertions sont historiquement fausses, tout comme est infondée la prétention de la population actuelle à descendre des Basques du XVI^e siècle. Cet exemple montre un phénomène bien connu aujourd'hui, celui de la relativisation du savoir historique. Dans toute la région, on observe « une basquitude sans Basques », quelques toponymes çà et là, mais aucune trace véritable d'une présence durable. Cela n'a pas empêché la création d'un Parc de l'aventure pour célébrer ce lien « patrimonial » qui s'étend aujourd'hui à tout le Québec et qui a été légitimé par de vrais Basques venus tout exprès de France et d'Espagne pour l'inauguration.

La cuisine, enfin, fournit le dernier volet « métis ». L. Turgeon reprend à son compte une publicité du restaurant *Foodlife* de Chicago, « Manger le monde », pour illustrer la disparition du patrimoine traditionnel gastronomique au Québec au profit des restaurants ethniques, lieux exotiques qui représentent à une échelle réduite le monde d'aujourd'hui. De nos jours, le métissage est valorisé, et il sert de « métaphore pour dire le monde postmoderne ». Il y a donc renversement de l'image négative coloniale et de la place des termes, puisque jadis la figure du métis était au cœur des discussions sur les contacts entre Européens et Amérindiens alors que, à présent, l'individu est évacué au profit d'un processus esthétisé. L'engouement pour le métissage a pour corollaire une crispation sur l'essentialisation ethnique et culturelle, comme outil de résistance à la culture mondialisée de notre époque. Idéologie salvatrice ou construction d'une marginalité « nomade », voire « sauvage », comme c'est le cas de la culture créole francophone ? L'auteur laisse la question ouverte, tout en récusant le métissage comme esthétique universelle, préférant le définir comme un outil politique.

CARMEN BERNAND

Edward Larkin*Thomas Paine and the literature of Revolution*

Cambridge, Cambridge University Press, 2005, 205 p.

L'originalité de cette étude est d'appréhender Thomas Paine du point de vue de l'histoire littéraire des États-Unis et de retrouver par ce biais les fondements de la pensée et de l'action politique du révolutionnaire. On y lit un Paine subversif, populaire et savant, plus dense que le polémiste auquel on le réduit souvent dans l'histoire américaine, et qui bouscule également l'icône consensuelle de l'historiographie de la Révolution française.

S'éloignant des approches historiques ou politiques classiques, Edward Larkin estime qu'il faut d'abord voir en Paine un auteur. En effet, celui-ci se définissait comme un écrivain professionnel et fut un farouche défenseur du droit d'auteur. Pour E. Larkin, Paine est avant tout l'inventeur d'une nouvelle forme de littérature politique, fondée sur des arguments de *sens commun* et donc accessible à tous : si la vérité est par nature simple et universelle, alors la sophistication rhétorique est l'outil d'une élite qui ne cherche qu'à se maintenir au pouvoir. La langue politique qu'il crée n'oppose pas le peuple et la raison. En outre, elle fait de Paine un nouveau type d'acteur politique, intermédiaire entre les élites et le peuple, tout à la fois théoricien et populaire. Simple et fondé en raison – c'est-à-dire dans ce que Paine nomme le sens commun – ce nouveau langage est aussi profondément cosmopolite qu'il est démocratique. L'étude d'E. Larkin consiste à démontrer que ce sont justement ces caractéristiques qui ont été utilisées pour déprécier la contribution de Paine à l'histoire et à la littérature américaines.

Du vivant de Paine et par peur de la ferveur populaire que rencontrent ses idées, les fédéralistes américains, John Adams en tête, le discréditent en s'attaquant à sa personnalité. Ils réussissent ainsi à faire de l'un des plus importants penseurs et écrivains du XVIII^e siècle un propagandiste ivrogne, grossier, athée et anti-patriote. Aujourd'hui encore, Paine n'apparaît que brièvement dans la plupart des histoires de la révolution américaine, qui certes reconnaissent le rôle essentiel joué par *Common Sense* dans

les premiers jours de la révolution, mais accentuent la dimension polémique et la popularité du texte au détriment du contenu théorique et de l'efficacité politique. Suivant l'auteur, l'accent insidieusement mis sur la popularité dévalue la qualité des écrits de Paine et du projet politique qu'ils portent : sa contribution est réduite à celle d'un second rôle, implicitement classé après ceux qui passent pour de vrais intellectuels.

Alors que John Adams, Thomas Jefferson, Alexander Hamilton ou James Madison s'appuient sur des références livresques, Paine sollicite l'entendement du lecteur et privilégie la raison et l'expérience. Il transgresse les genres comme les conventions de la république des lettres et refuse les oppositions factices qui appauvrissent la raison sensible et excluent le peuple. Ces structures de pensée qui séparent peuple et élite, manuels et intellectuels, passion et raison constituent et renforcent le pouvoir intellectuel et politique d'une aristocratie qu'il s'agit pour lui de démanteler. C'est le point sur lequel littérature et politique se rencontrent : le langage donne directement forme à l'exercice du pouvoir. Les textes de Paine démontrent comment ce langage et ces structures de pouvoir créent l'illusion d'être inéluçables afin de renforcer la position des élites. Contre un monde artificiellement complexe qui perpétue cette domination, il considère la simplicité comme la valeur fondamentale. Ainsi, pour Paine, les institutions politiques anglaises ou l'institution chrétienne organisent l'opacité et produisent les experts qui seuls peuvent décoder le système et gouverner à travers lui. Par opposition, il propose des modèles de gouvernement et de religion conçus de telle sorte qu'aucun savoir spécialisé n'est nécessaire pour les comprendre et les pratiquer. Ainsi les élites perdent-elles leur pouvoir de former le monde et de s'autodéfinir comme les possesseurs légitimes des lois cachées de l'univers. E. Larkin considère que Paine reste un acteur mineur des interprétations politiques, historiques et littéraires de la révolution américaine en grande partie parce qu'il apparaît toujours comme une menace pour les élites intellectuelles et politiques.

L'ouvrage s'ouvre sur la genèse d'un auteur qui, de la direction du *Pennsylvania Magazine* à la publication de *Common Sense* en 1776, se

constitue une personnalité d'homme public. Si l'engagement polémique de Paine lui construit une autorité immédiate, liée à l'efficacité de son discours, ce succès ne lui assure pas une place parmi les héros de l'indépendance américaine. E. Larkin relie la marginalisation de Paine à son incapacité à adopter le mode de discours impersonnel convenu mais également à la construction du mythe de l'exception américaine. Pour constituer la nouvelle nation dans sa singularité culturelle, les historiens des débuts de la république ont accentué les différences entre les sociétés américaines et européennes. Les objectifs nationalistes de ce projet ont nécessité que les acteurs et les auteurs emblématiques soient clairement identifiés comme américains. Or Paine est perçu comme Anglais et la dimension universelle de ses conceptions politiques ne se limite pas à l'indépendance des colonies anglaises d'Amérique. Pour Paine, la révolution américaine n'a en effet d'intérêt et de sens qu'à l'échelle du genre humain, et non dans ses dimensions nationales. Enfin la réinterprétation de la révolution comme un événement peu radical ou menaçant a également nécessité son éviction. En d'autres termes, Paine, qui incarne les similitudes des « révolutions atlantiques », n'est pas compatible avec le grand récit de l'histoire et de la culture américaines construit au début du XIX^e siècle pour différencier les Américains des Européens, stabiliser le contrôle des élites sur la politique nationale et soutenir les projets expansionnistes de la jeune république. E. Larkin étudie en particulier les modalités de l'éviction de Paine à travers les premières biographies qui lui sont consacrées et dont l'objet consiste à le discréditer. Si l'homme est bas, vulgaire et vicieux, ses écrits doivent l'être également. Afin de souligner son exclusion des élites culturelles et des cercles politiques, on insiste donc sur ses origines modestes, la prétendue grossièreté de ses habitudes et son esprit boutiquier. Mais en dépit de ces charges, l'intérêt des écrivains pour Paine se maintient au XIX^e siècle. Walt Whitman est un des premiers à avoir saisi son importance pour la culture américaine et, suivant E. Larkin, Paine serait une des clés de *Billy Budd*, le dernier texte de Melville : il incarnerait l'idéal démocratique finalement trahi de la révolution américaine.

La figure de Thomas Paine, saisie par E. Larkin à travers l'histoire et la littérature américaines, laisse très peu de place à la Révolution française. On le regrettera dans la mesure où la thèse de l'ouvrage en serait renforcée. En France comme en Amérique, Paine dérange ses contemporains et bouscule les typologies des historiens.

YANNICK BOSCH

Caroline Oudin-Bastide

Travail, capitalisme et société esclavagiste. Guadeloupe, Martinique (XVII^e-XIX^e siècles)
Paris, La Découverte, 2005, 345 p.

Cet ouvrage se fonde sur le postulat formulé par les économistes libéraux : le travail salarié étant infiniment plus rentable que le travail servile, les économies tropicales esclavagistes devaient progressivement se convertir à l'abolitionnisme et au capitalisme. Or, un tel postulat, qui valorise l'intérêt personnel et le salariat, est constitutif de l'avènement de la modernité du capitalisme dans les sociétés européennes. Mais, dans les sociétés esclavagistes, il se heurte à la nature très particulière du lien social, qui a entièrement dévalorisé la valeur travail. C'est ce paradoxe, qui allait se révéler potentiellement générateur de graves difficultés et de profondes désillusions lors du passage de l'esclavagisme au capitalisme, que l'auteur explore en s'appuyant sur une importante documentation : témoignages de contemporains, textes abolitionnistes et esclavagistes, sources d'archives.

Les planteurs s'y révèlent rebelles à l'« esprit du capitalisme », basé sur l'épargne, l'investissement productif et l'éthique de l'effort, si l'on en croit Max Weber. Leur mode de vie et de consommation est fait d'ostentation dans la dépense, d'oisiveté, de plaisir et de jeu, qui sont les valeurs suprêmes. L'investissement productif est négligé, toute innovation étant considérée comme susceptible de bouleverser l'ordre établi. Le monde des travailleurs lui-même est inscrit dans cette logique selon des principes raciaux implacables. La blancheur de la peau et le travail manuel, tout particulièrement agricole, qui est au fondement de

l'économie, sont considérés comme contradictoires. Les travailleurs blancs, nombreux à l'origine des colonies, sont progressivement confinés aux activités de services et à l'enca-drement. Commander est un moyen de se détourner du travail productif et d'accéder à l'oisiveté et au plaisir. Devenir un petit marchand ou un petit propriétaire est une voie d'ascension sociale qui tourne résolument le dos au travail de la terre. La figure du paysan, centrale pour le développement social de l'Europe, est antinomique de celle du cultivateur dans l'espace colonial. La catégorie des « libres de couleur », qui aurait pu constituer une classe émergente, est écartelée entre une aspiration au mode de vie des dominants et une logique récurrente d'exclusion de la part des Blancs, logique qui, comme le dit l'auteur, est un « succédané au massacre ».

Le travail servile est également organisé selon une hiérarchie qui place le travail productif, le contact avec l'outil et avec la terre, tout en bas de l'échelle. Caroline Oudin-Bastide analyse les catégories ethniques et sexuelles dans le monde de la plantation, les ateliers étant massivement peuplés d'« Africains », les « Congos », fraîchement déportés d'Afrique. Quelques générations plus tard, les « Créoles » accèdent au rang d'une domesticité pléthorique, d'un artisanat routinier et, pour les plus chanceux, de la possession d'un magasin en ville, qui débouche sur l'affranchissement, tout spécialement pour les femmes, comme l'a bien montré par ailleurs Anne Pérotin-Dumon dans son étude sur les villes de la Guadeloupe¹. La masse servile se trouve ainsi confinée au statut d'*animal laborans*, dépossédée de toute prise sur la finalité créatrice de son travail. L'auteur décrit très finement le processus d'aliénation à l'œuvre, par la dichotomie radicale entre travail et activité, entre « cultivateur » et *homo faber*. Les formes d'autonomie productive, comme les jardins d'esclaves et les « samedis libres », sont tout juste tolérées par les maîtres. Ils constituent les éléments de régulation du système, comme peuvent l'être les établissements d'esclaves en ville, sources de revenus complémentaires indispensables dans une économie où le numéraire est rare et l'endettement massif.

Dès lors, le travail est synonyme de supplice. Le fouet est, avec la chaîne, l'emblème de la

condition servile. Le « fouet-stimulation » est l'auxiliaire indispensable pour soutenir le rythme de travail d'un être considéré comme voué par nature à la paresse ; tandis que le « fouet-châtiment » est nécessaire au maintien de l'ordre que toute manifestation d'autonomie menace. Les danses, les chants, les parlers natifs, les parures, sans même parler du marronnage, sont exposés à des formes coercitives plus cruelles. La terreur est consubstantielle d'une « économie de l'effroi », avec la cruauté pour limite, assez généralement admise comme un comportement perturbateur d'une quotidienneté fondée sur la « banalité du mal ».

Il reste une question centrale : au-delà de toutes les stratégies de fragmentation de la masse des esclaves mises en œuvre par les dominants pour perpétuer le système d'exploitation, la disproportion numérique entre la mince couche des « grands Blancs » et les foules de cultivateurs est telle que l'on a du mal à comprendre la survie d'un tel mode de production. Les analyses qui se limitent aux seuls rapports de force, ou qui projettent des jugements moralisants rétrospectifs sur les formations sociales du passé, sont très insuffisantes. Certes, la crainte est également installée dans le groupe des Blancs, qui vivent dans la hantise permanente des empoisonnements, des incendies, d'une flambée de violence brutale et aveugle. Mais C. Oudin-Bastide va plus loin et souligne, à juste titre, que la relation maître-esclave n'est pas seulement faite de confrontation, mais aussi de fascination réciproque, « tissée tout à la fois de haine et d'amour, de révolte et de soumission, d'acceptation et de revendication, d'attachement à l'habitation et de désir de fuite, relation dans laquelle le maître peut s'affirmer dans le même temps en danger permanent et en pleine sécurité ».

Au passage, l'auteur fait également justice de quelques mythologies actuelles : ainsi de l'interprétation du Code Noir de 1685, selon laquelle ce texte fournirait le cadre réglementaire du racisme. L'auteur souligne, à l'opposé, qu'il manifeste un hiatus entre l'administration métropolitaine et le vécu colonial ; il fonde la légitimité du système esclavagiste sur la propagation du christianisme, et non sur l'inégalité raciale, et pose l'équivalence de principe entre liberté naturelle et liberté acquise. Quant

au marronnage, loin d'être une remise en cause globale du système, l'auteur, au fil de quelques passages très éclairants, montre toute sa diversité et le rôle de régulateur qu'il peut avoir sur le marché du travail, en mettant à la disposition des petites entreprises une main-d'œuvre libre et bon marché.

À la fin du XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e siècle, à l'époque de la transition entre deux « économies-monde », la complexe relation du travail et de la liberté dans les sociétés coloniales échappe largement aux observateurs et aux administrateurs formés à l'école du libéralisme. Le travailleur européen est proposé en modèle aux nouveaux libres, alors que ces derniers pensent d'abord à échapper à la dépendance et veulent limiter le temps du travail à la satisfaction des besoins individuels ou familiaux. Tant l'ancien maître que l'ancien esclave refusent de considérer que le profit est le but de leur existence. Cette incompréhension nourrit une déception, qui conforte l'image dévalorisante du Noir paresseux que l'on ne pourra faire entrer dans le processus de civilisation que par une « moralisation » préalable de durée indéterminée. Toutefois, cela ne veut pas dire que l'affranchissement ait été un marché de dupes. L'abolition est la fin de l'arbitraire des maîtres, ce qui n'est pas en soi une bagatelle. L'auteur clôt son ouvrage sur une citation de Victor Schoelcher : « Entre l'esclave et le prolétaire, il y a la différence d'un outil à un ouvrier. Si l'ouvrier est malheureux, c'est une raison pour améliorer son sort, mais non une raison pour se dispenser de faire passer l'outil homme à l'état d'ouvrier². »

Ce travail, très riche pour la documentation, très stimulant pour la réflexion, apporte une contribution fondamentale au débat, récurrent depuis l'époque des abolitions, sur les voies de la modernité. Le grand mérite du livre de C. Oudin-Bastide est de montrer que celles-ci ne sont pas rectilignes.

BERNARD GAINOT

1 - ANNE PÉROTIN-DUMON, *La ville aux îles, la ville dans l'île. Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, 1650-1820*, Paris, Karthala, 2000.

2 - VICTOR SCHOELCHER, *Des colonies françaises, abolition immédiate de l'esclavage*, Paris, CTHS, [1842] 1998, p. 61.

Laurent Dubois

Avengers of the New World.

The story of the Haitian Revolution

Cambridge-Londres, The Belknap Press of Harvard University Press, 2004, VIII-357 p.

Cet ouvrage élégamment présenté est l'une des rares contributions états-uniennes aux publications universitaires qui ont accompagné la commémoration du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti en 2004, alors même que le pays subissait une troisième invasion de son puissant voisin¹. Son titre – emprunté à la vision prophétique de la statue du Noir triomphant dans *L'an deux mille cent quarante : rêve s'il en fut jamais* de Louis-Sébastien Mercier (1771) – dit immédiatement, autant que la dédicace initiale « Pour Haïti », dans quelle optique il a été conçu. L'auteur veut d'abord conter, sur le mode romanesque, une histoire (*story* plutôt qu'*history*) « oubliée », qualifiée à plusieurs reprises de « dramatique », en la situant, pour le fond, dans la ligne du mot terrible de Dessalines qui suivit le massacre des derniers Français de Saint-Domingue : « J'ai vengé l'Amérique » et dans celle des écrits décolonisateurs d'un Cyril James, voire d'un Aimé Césaire. L'argumentation veut avant tout mettre en exergue l'exemplarité et l'universalité de la révolution haïtienne, à l'origine de la première république noire du monde, et la manière dont elle a définitivement changé la géopolitique internationale, tout en expliquant, sinon en justifiant, par la nécessité le déchaînement de violence raciale qui l'a accompagnée et qui pèse encore sur l'image et les destinées du pays.

Une volonté de synthèse et de clarification domine dans la présentation d'événements d'une grande complexité, relatés dans une narration bien menée, vivante et agréable, qui ne dédaigne pas l'anecdote significative comme moteur de la mise en scène et dont le fil conducteur est une approche *from below* qui tente de mettre en lumière l'émergence de la conscience révolutionnaire des esclaves. La densité du détail événementiel est étayée par une bonne exploitation des travaux de quatre historiens anglophones, spécialistes du sujet : David Geggus, John Garrigus, Carolyn Fick et Steward King, ainsi que de quelques sources

narratives bien connues, assorties d'une lecture attentive de Moreau de Saint-Méry et de quelques autres grands classiques de l'histoire dominguoise. On regrette cependant l'absence de bibliographie et, surtout, l'amalgame, dans les notes de fin d'ouvrage, de sources que l'auteur aurait dû mieux distinguer (archives, sources imprimées, travaux...). L'index final est utile mais l'iconographie convenue et peu fiable.

L'organisation chronologique des treize chapitres était certainement le moyen le plus simple de suivre les événements. Les trois premiers sont consacrés à la mise en place du contexte historique et social : la splendeur passée de la colonie, la « fermentation » régnant dans les ateliers d'esclaves marquée par les résistances, le marronnage et les révoltes sporadiques, enfin le monde complexe des libres : riches planteurs, petits Blancs aigris ou gens de couleur victimes du développement du préjugé.

Les deux chapitres suivants retracent le soulèvement des esclaves du Nord en 1791, ses acteurs et ses modalités, son extension et les réactions des Blancs sur place et en métropole. L'auteur y reconnaît le rôle premier des esclaves d'élite, tente d'expliquer comment leur royalisme affiché cache des sentiments « républicains », et s'efforce de justifier le recours à la violence. C'est là surtout que l'analyse gagnerait à être alimentée par des travaux récents et contextualisée à la fois par rapport à la Révolution française (le seul auteur cité est Jaurès) et par rapport aux luttes coloniales blanches autonomistes qui ont précédé, préparé, et même provoqué l'événement, comme on commence de plus en plus à l'entrevoir.

C'est en effet seulement dans le chapitre suivant, consacré aux années 1792-1793, que Laurent Dubois reconnaît le rôle central et moteur des oppositions entre les propriétaires blancs et de couleur qui arment chacun les esclaves pour leur compte, et celui de l'affrontement entre le pouvoir central, personnifié par les commissaires civils métropolitains et la plupart des colons blancs locaux. Le titre du chapitre sept, « Terre de liberté », plutôt qu'aux invasions espagnole et anglaise dont il traite d'abord, se réfère à l'émancipation promulguée sous la pression par Léger-Félicité

Sonthonax en 1793. Plutôt qu'un véritable coup politique qui hypothèque l'avenir, notamment par la non-résolution de la question agraire, et qui s'effectue dans la plus grande impréparation au détriment du plan progressif et avant-gardiste patiemment élaboré par son collègue Étienne de Polvérel, L. Dubois y voit les promesses d'une « nouvelle citoyenneté transraciale » et « le plus remarquable bouleversement apporté par la Révolution française ».

Les quatre chapitres suivants tentent de retracer, au fil des années 1794-1801, l'aventure individuelle et collective de Toussaint Louverture, considéré d'abord sous l'angle plutôt sympathique du leader décolonisateur et plus autonomiste qu'indépendantiste, qui se heurte à la difficulté de bâtir une société démocratique sur des bases morales anciennes très inégalitaires tout en conciliant émancipation des anciens esclaves et nécessité économique du maintien de leur travail sur la grande plantation. L. Dubois a plus de difficultés ensuite à préserver une image qui s'effrite dans les luttes du général noir pour le pouvoir personnel contre le libérateur blanc Sonthonax (1797), puis dans le conflit racial et géographique de la guerre du Sud contre le républicain de couleur André Rigaud.

Le récit s'achève par deux chapitres consacrés à l'expédition Leclerc, voulue par Bonaparte contre le « Napoléon noir » finalement vaincu par la trahison, et à la guerre d'Indépendance qui suit son arrestation et sa déportation, marquée par la débâcle de l'évacuation française et le déchaînement de la violence des insurgés que Dessalines entraîne vers « un massacre des Blancs », à propos duquel l'auteur excipe que le traitement antérieur infligé par les « Français » aux esclaves et aux « insurgents » n'avait pas été moins brutal. L'épilogue, enfin, souligne l'importance historique de la révolution haïtienne et son héritage politique.

JACQUES DE CAUNA

1 - Il existe une traduction française, *Les vengeurs du Nouveau Monde*, trad. de Thomas Van Ruymbeke, Rennes, Les Perséides, 2005.

Yves Bénot et Marcel Dorigny (dir.)

Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises, 1802. Aux origines d'Haïti.

Ruptures et continuités de la politique coloniale française (1800-1830)

Paris, Maisonneuve et Larose, 2003,
592 p.

Cet ouvrage regroupe les communications de trente-cinq participants au colloque international tenu à l'université de Paris VIII en juin 2002. Après une présentation conjointe par Yves Bénot et Marcel Dorigny de l'objectif général (« tirer un bilan [...] avec toutes ses conséquences ») et de l'argumentaire autour de « la rupture de l'année 1802 avec les principes de la Révolution », les contributions sont regroupées en cinq grandes parties, organisées chronologiquement et par élargissements géopolitiques progressifs, qui examinent successivement le rétablissement de l'esclavage par Bonaparte, sa conséquence immédiate (l'indépendance d'Haïti), ses suites dans les autres colonies, les politiques des puissances face à la traite et à l'esclavage, et les nouveaux projets coloniaux, avant d'aboutir à une conclusion dans laquelle est posée la question centrale : « Comment ne pas occulter le rétablissement de l'esclavage de 1802 ? »

Les annexes comprennent la loi du 30 floréal an X relative à la traite des Noirs et au régime des colonies (celle qui effectivement proclame le *maintien* – je souligne ce terme qui eût gagné à être précisé, semble-t-il, dès le départ, notamment pour le cas d'Haïti – de l'esclavage et de la traite dans les colonies « restituées à la France » et celles « situées au-delà du cap de Bonne-Espérance »), l'arrêté du 13 messidor an X interdisant l'entrée des Noirs et gens de couleur en France, des extraits significatifs de la correspondance du général Victoire-Emmanuel Leclerc, l'arrêté du général Antoine Richepance, du 28 messidor an X, restreignant le titre de citoyens aux seuls Blancs, et la célèbre proclamation de Louis Delgrès au Matouba (« à l'univers entier : le dernier cri de l'innocence et du désespoir »), du 10 mai 1802.

L'introduction précise clairement que, tout en se voulant « une contribution scientifique à l'ensemble des recherches et des publi-

cations qui s'annoncent à l'approche [...] du bicentenaire de la naissance de la république d'Haïti », l'ouvrage entend s'inscrire à contre-courant de la célébration de la gloire napoléonienne, dans le cadre de « la construction d'une mémoire collective », dans la « logique de l'universalité des droits de l'homme » et à la suite de l'initiative politique de la mairie de Paris de changer de nom de la rue Richepance en Delgrès et de la loi du 10 mai 2001 (dite « loi Taubira ») « qui place désormais l'histoire de la traite négrière et de l'esclavage parmi les sujets dont la mémoire doit être transmise par l'enseignement et la recherche ».

Le cadre restreint de cette recension ne permet pas d'entrer dans le détail des communications. On peut simplement noter la pertinence, la nouveauté pour certaines, et la complémentarité de bon nombre d'analyses qui permettent de mieux comprendre par exemple, autrement que par le rôle habituellement attribué à Joséphine, le caractère rétrograde et inapproprié de la réaction napoléonienne portée par le poids d'un entourage de collaborateurs d'Ancien Régime et la recrudescence d'un contexte raciste. À l'opposé, c'est la radicalisation de la résistance populaire qui aboutit à Saint-Domingue, au-delà de l'État louvertureurien, puis dessalinien, militarisé et autocratique, à la suppression conquise et définitive, et non l'abolition accordée, de l'esclavage. La question de l'indemnité versée à la France vient en corollaire d'une reconnaissance internationale qui reste tardive et très ambiguë en Angleterre et aux États-Unis. L'examen des répercussions en Martinique (les révoltes serviles et les belles figures de résistances féminines), Guyane, Guadeloupe, Réunion, en métropole (le cas d'un député corrézien) ou à l'étranger (« péril noir » et « envolée sucrière » à Cuba), précède celui d'une conséquence inattendue qui marque, avec la vente de la Louisiane, la fin de l'Amérique française et l'expansion territoriale des États-Unis. Pendant que dans l'Empire colonial espagnol les craintes restent vives, en France, comme au Sénégal, le mouvement abolitionniste est lent à renaître, contrairement au mouvement britannique. L'accent est fort justement mis finalement sur le passage du colonialisme royal au colonialisme républicain par le biais

de nouvelles expressions doctrinaires de la différence, au premier rang desquelles la « mission civilisatrice de la France » (*via* le « maillon » Sismondi); celle-ci s'exprimera à travers le thème de l'assimilation, pour les quatre vieilles colonies conservées, avant une réorientation géographique vers l'Algérie, en attendant l'Afrique. Dans ce panoramique très complet et diversifié de la question, on n'a que peu de regrets : on aurait aimé un état des lieux préalable sur les différentes révolutions coloniales, un examen plus approfondi des rapports que Toussaint Louverture, Noir libre, entretenait avec l'esclavage et la traite, à travers notamment sa constitution, ses proclamations et ses règlements de culture, un débat plus fourni sur les séquelles du conflit entre Sonthonax et Polvérel pour l'abolition...

La conclusion met en exergue très clairement toute la distance qui peut séparer la métropole de ces terres lointaines que sont les colonies. Il n'y a pas plus de continuité législative que territoriale, mais bien une « continuation de l'économique dans le politique ». La volonté « réaliste en métropole » d'en finir avec la révolution devient vite « réactionnaire dans les colonies », le « vagabond » colonial n'est pas sans rappeler le « sans papiers » d'aujourd'hui, et il n'est pas inutile de voir comment, « paradoxalement, l'idéal républicain français a pu sombrer dans une bonne conscience qui n'interdisait pas les exclusions ». On apprécie tout particulièrement que Jacky Dahomay et Laënnec Hurbon aient jugé opportun, en conclusion, de souligner que « les philosophes politiques que nous sommes risquent de se fourvoyer dans leurs méditations s'ils ne se nourrissent pas des apports des sciences humaines et en particulier de celui de l'histoire ». On loue encore davantage l'équilibre final qu'ils instaurent entre la nécessaire reconnaissance du rôle central de la révolution d'Haïti par l'historiographie française et la non moins nécessaire ouverture au monde d'Haïti : elle passe bien par l'obligation de « sortir d'un haïtiano-centrisme » qui y fait obstacle, en abandonnant « un type de mémoire [uniquement] tourné vers la glorification d'un passé héroïque, laquelle a pour effet de justifier les violations flagrantes des droits humains et de perpétuer les dictatures ». Dans le

contexte actuel que connaît le pays et après les désastreux effets des dernières manipulations mémorielles, on ne peut qu'apprécier la sagesse de tels propos.

JACQUES DE CAUNA

Claudia Guarisco

*Los indios del valle de México
y la construcción de una nueva
sociabilidad política, 1770-1835*
Mexico, El Colegio Mexiquense,
2003, 289 p.

C'est à une question à la fois simple et essentielle, vieille et pourtant toujours d'actualité, en termes historiographiques s'entend, que cherche à répondre l'ouvrage de Claudia Guarisco. On pourrait la formuler ainsi : comment les populations désignées par le système colonial hispanique comme « indiennes » réagirent-elles face au déclenchement du processus indépendantiste qui aboutit en 1823, au Mexique, à la proclamation de la République ? Longtemps, conformément à une forte tradition soucieuse d'identifier les racines d'une rupture politique interprétée comme l'acte de naissance d'une « nation » en devenir, c'est d'abord à travers le prisme des révoltes que fut abordée cette question. Le mouvement lancé par le père Hidalgo depuis sa paroisse de Dolores, dans la province du Michoacán, fut alors interprété comme l'aboutissement de l'agitation de populations, notamment indiennes mais pas exclusivement, mécontentées par le réformisme des Bourbons d'Espagne, qui tendait à réduire à néant le traditionnel consensus coutumier. Depuis un demi-siècle, les nombreux travaux de Brian Hamnett, David Brading, John Tutino, Friedrich Katz, Eric Van Young ou encore Eric Wolf pour le seul cas mexicain viennent illustrer la vigueur d'un courant historiographique qui promeut l'affrontement au rang de clé susceptible d'aider à la compréhension du processus indépendantiste.

Avec les années 1980, une nouvelle approche du sujet s'est progressivement imposée, dont cet ouvrage sur le *valle* (région) de Mexico se nourrit, même s'il n'en rend qu'incomplètement compte en raison d'une bibliographie

par trop sélective. Il n'en est pas moins très significatif que l'étude s'ouvre sur une longue référence à... François Furet. C'est en effet par une transposition aux insurrections hispano-américaines de ses questionnements sur la Révolution française, mutation opérée tant par François-Xavier Guerra que par Marcelo Carmagnani ou encore Antonio Annino, que ce renouvellement historiographique s'est répandu depuis une vingtaine d'années à l'échelle latino-américaine.

Le propos de C. Guarisco est de saisir l'évolution des sociabilités politiques des populations indiennes au cours du demi-siècle qui voit s'imposer successivement un renforcement de l'absolutisme, une première tentative de monarchie constitutionnelle, puis, enfin, un système républicain fédéral. À ce titre, ce sont les pratiques politiques qui constituent l'objet principal de la réflexion, bien plus que la mise en place successive de nouvelles normes ou règles qui n'apparaissent ici qu'en indispensable arrière-plan. L'hypothèse défendue par l'auteur postule que ces Indiens proches de la ville de Mexico réussirent à échafauder une sociabilité politique métissée, c'est-à-dire à mi-chemin entre l'Ancien Régime politique et la mise en place du système de la représentativité républicaine.

La démarche de l'auteur consiste à reconstituer, pour chacune des étapes politiques de la période, les pratiques qui identifient la sociabilité politique indigène. Avant 1812, c'est-à-dire préalablement à l'expérimentation de la monarchie constitutionnelle proclamée à Cadix, l'auteur souligne l'ambiguïté d'un système politique trop facilement réduit à la juxtaposition des deux entités ethniques fondatrices du système colonial hispanique. À côté d'une pratique politique qui contribuait à renforcer l'exclusion de ces populations enfermées dans leur « république » et jouissant d'une réelle autonomie, C. Guarisco met en évidence l'existence d'institutions au sein desquelles se côtoyaient Indiens et non-Indiens. Il en va ainsi des associations à but social et religieux telles que les confréries et surtout les conseils de fabrique. Plus tardivement, avec la participation de plus en plus grande des populations indiennes au petit commerce local, puis avec l'abolition du tribut en 1812, celles-ci

furent appelées à payer le même impôt que le reste de la population coloniale : l'*alcabala*, taxe dont elles étaient jusqu'alors exemptées. À ce titre, à la fin du XVIII^e siècle, on retrouve des Indiens dans les associations chargées de veiller à l'assiette et au prélèvement de ces impôts, le plus souvent afferméés auprès des commerçants régionaux.

La constitution de Cadix accompagna l'introduction de nouvelles références politiques. Supprimant l'organisation politique et sociale antérieure, elle intégrait les Indiens à la communauté civique sans la moindre différenciation juridique. Dans le même temps, elle abrogeait les instruments jusqu'alors mobilisés par ces mêmes Indiens pour faire entendre leur voix, plaçant ces derniers devant un véritable dilemme face aux nouveautés. Dans la région de Mexico, cela se traduisit par la participation des Indiens aux charges administratives et politiques au sein de nouvelles municipalités où ils côtoyaient les non-Indiens. Cependant, la brutalité du changement et la force des habitudes encouragèrent un véritable syncrétisme entre les anciennes et les nouvelles sociabilités politiques, d'autant que la faiblesse de l'État colonial ne réussissait pas à s'y opposer. C'est ainsi que réussirent à survivre des municipalités exclusivement indigènes. Ultérieurement, l'enjeu militaire encouragea les autorités coloniales à intégrer ces Indiens au sein des milices légitimistes, banalisant et accentuant cette proximité entre les deux composantes ethniques sans pour autant faire totalement disparaître les liens tissés à l'échelle communautaire. En somme, entre 1812 et 1821, les Indiens de la région assirent les bases d'une sociabilité politique inédite car hybride, exprimant à la fois l'absence de tout sentiment d'appartenance à la nation et l'expression de leur fidélité au roi.

La proclamation de la république s'accompagna de la mise en place d'une nouvelle scène politico-territoriale. Cette dernière redessina la carte des territoires municipaux en procédant le plus souvent à des regroupements au détriment des municipalités indigènes qui avaient réussi à se maintenir jusque-là. On comprend aisément le faible enthousiasme des Indiens de la région de Mexico au moment de s'y soumettre. Cependant, ils furent loin d'être

les perdants systématiques de ces innovations. Si les nouvelles municipalités retombèrent inévitablement entre les mains des non-Indiens, ceux-ci n'en prirent pas moins en considération la composante indigène du corps politique. Ils perpétuèrent ainsi, en pratique et *via* des concessions de *regidurías* (charges échevinales), la traditionnelle exigence indigène du maintien d'un lien entre identité ethnique et territoire. Les Indiens conservaient ainsi leur droit d'accès aux biens communaux moyennant le paiement d'une modique redevance municipale destinée à la célébration des cultes.

Fidèle aux approches qui sont venues renouveler notre connaissance de la transition entre système colonial et système républicain en Amérique ibérique, l'étude de C. Guarisco confirme la subtilité des pratiques politiques et sociales devant la nouveauté. Loin de recourir à la seule révolte, certes utilisée au besoin, les populations de la région de Mexico se révélèrent à même d'intervenir dans le nouveau jeu politique. Elles permirent ainsi la mise en place de sociabilités associant les coutumes et traditions politiques d'Ancien Régime aux nouvelles exigences du système républicain.

MICHEL BERTRAND

Carlos A. Forment

Democracy in Latin America, 1760-1900,
I, *Civic selfhood and public life*
in Mexico and Peru

Chicago, The University of Chicago
Press, 2003, xxiii-454 p.

Dans *De la démocratie en Amérique*, Tocqueville consacra quelques paragraphes à l'Amérique latine, où celle-ci figurait dans le rôle de contre-modèle politique et culturel de la grande république du Nord : despotique, instable et anarchique. L'Amérique latine n'a depuis lors jamais cessé de pâtir de ce comparatisme hâtif dont Tocqueville, en son temps, fut loin d'avoir l'exclusivité. À titre d'exemple, et ils sont légion, un aréopage de spécialistes reconnus, historiens, sociologues et politologues nord-américains produisait, en pleine Guerre froide, un dossier très nourri sur « La

pathologie de la démocratie en Amérique latine »¹. Par la suite, les conceptions huntingtoniennes ont inspiré nombre d'interprétations patho-politologiques des régimes politiques de l'Amérique latine qui la confinèrent dans la condition d'un Tiers Monde post-colonial caractérisé par l'insuffisance de l'ordre et de l'autorité légitime. À l'époque du dénouement de la Guerre froide et des dictatures militaires dans le Cône sud, la politologie comparée nord-américaine s'est également spécialisée dans une « transitologie » qui a oscillé entre les études de conjoncture et les grandes interprétations de type structuraliste sur les causalités respectives de l'« autoritarisme » et de la « démocratie ». Qu'ils soient tocquevilliens libéraux, néo-tocquevilliens huntingtoniens ou transitologues, les politologues et théoriciens nord-américains se sont gardés d'examiner les démocraties latino-américaines dans une perspective historique de longue durée, et ils n'ont jamais évoqué, même à titre d'hypothèse, l'existence d'une tradition démocratique proprement latino-américaine. Carlos Forment, sociologue argentin dont une grande partie de la carrière de chercheur s'est déroulée aux États-Unis, a fait le pari de la mettre au jour.

En bon tocquevillien, l'auteur a enraciné la question dans la fin de la période coloniale et de l'Ancien Régime en Amérique espagnole (1760, début du règne de Charles III et des Lumières dans le monde hispanique). Il a entrepris d'étudier les pratiques démocratiques et analysé les rapports existants entre l'état des mœurs et celui des institutions. Il en résulte un ouvrage magistral où le dialogue avec Tocqueville et les théoriciens de la démocratie se conjugue à l'apport d'un nombre considérable de données empiriques concernant le Mexique et le Pérou. Un second volume abordera les cas de l'Argentine et de Cuba.

Les deux premiers chapitres sont consacrés à la discussion théorique et au choix des concepts qui ont inspiré la méthode. Écartant les approches – qualifiées de « schumpétériennes » – de la démocratie par la gouvernance et les élites, C. Forment privilégie l'étude des pratiques démocratiques « au jour le jour », les relations entre les simples citoyens et, de la sorte, les processus sociaux de construction de l'individualité démocratique. Concernant la

période des luttes pour les indépendances entre 1810 et 1825 (chap. 4), l'auteur montre l'émergence de relations horizontales et égalitaires entre les insurgés, en s'appuyant pour l'essentiel sur la bibliographie existante et sur quelques exemples de conflits marquants. Il en va tout autrement pour la période indépendante. Durant de longues années, l'auteur a dépouillé la presse nationale et régionale des deux pays, ainsi que de nombreux libelles, sources qu'il a placées au service d'un double objectif.

Il s'agissait, d'une part, de répertorier la diversité des formes de sociabilité et de procéder à un inventaire aussi exhaustif que possible des associations volontaires. Le quantitatif, illustré par des graphiques très parlants, appuie la démonstration sans ambiguïté. D'abord relativement atone, l'associationnisme se développe vigoureusement au Mexique du milieu des années 1830 à la fin des années 1850, puis connaît entre 1860 et 1880 un nouvel essor, marqué par la création de plus de 1 500 associations civiques et économiques. Le Pérou, quant à lui, conserve bien plus longtemps le goût des anciennes mœurs autoritaires : « république sans citoyens » jusqu'au milieu du siècle, il s'éveille plus timidement aux pratiques démocratiques avec l'organisation de 400 associations entre 1856 et 1885. C. Forment emprunte aux théoriciens toquevilliens la typologie des relations de sociabilité, réparties entre « société civile », « société économique » et « société politique ». Il apparaît, dans chacun des deux pays et tout au long du siècle, une prépondérance très nette des associations civiques, tandis que les institutions susceptibles de réguler les liens économiques – en particulier ceux créés par le crédit et le commerce – autrement que par la confiance réciproque ne représentent que 5 à 10 % du total. Quant à la catégorie « société politique », sous laquelle l'auteur range les clubs électoraux, la vie municipale et les mouvements populaires (rébellions, boycotts, manifestations...), elle invite à mesurer la participation politique et surtout à en évaluer le contenu et la qualité. Ces analyses débouchent sur la thèse centrale du livre. Contrairement à ce que pensait Tocqueville et à ce que soutiennent les huntingtoniens, la société civile

latino-américaine ne fut pas asphyxiée par le « legs colonial ». Les Péruviens et plus encore les Mexicains surent inventer des pratiques et des modes de vie en rupture avec l'« autoritarisme » colonial, ancrés dans la notion d'autonomie individuelle et de souveraineté collective, et se comportèrent en citoyens démocratiques. Mais ils le firent en tournant le dos à l'État et à la sphère institutionnelle, en pratiquant une politique qualifiée par l'auteur d'anti-politique (*politics of antipolitics*), marquée notamment par la faiblesse de la participation électorale, par le repli sur la vie municipale et par le recours épisodique à des mouvements de résistance et de rébellion. La politique de l'anti-politique aurait ainsi laissé le champ libre aux groupes les plus autoritaires (militaires, clergé, hommes forts) pour occuper le pouvoir, empêchant la démocratie de s'institutionnaliser dans des formes stables de gouvernement, mais permettant également à la société civile de préserver son autonomie, de rester hors d'atteinte de l'État et de survivre, voire de prospérer, en dépit de conditions défavorables que ne connurent jamais, souligne C. Forment, les grandes démocraties nord-occidentales.

Il s'agissait, d'autre part, d'identifier le langage dont disposaient les Péruviens et les Mexicains pour formuler leur propre conception du « vivre ensemble » démocratique. C'est l'un des autres apports majeurs de l'ouvrage. Le chapitre trois, consacré à la période coloniale, s'attache à montrer comment le discours civilisateur des Lumières hispaniques se nourrit de la culture catholique pour opposer la rationalité de la foi aux « passions », parmi lesquelles la *libido dominandi* s'impose comme un trait propre aux habitants de l'Amérique espagnole. Ceux-ci sont décrits comme des enfants indisciplinés et irrationnels, incapables de se conduire en individus autonomes et à plus forte raison de se gouverner eux-mêmes. Ce vocabulaire catholique colonial, selon C. Forment, devait être utilisé par les Latino-Américains pour donner sens, tout d'abord, à leur émancipation politique revendiquée comme l'arrivée à l'âge de la maturité politique. Si le langage autoritaire des Lumières catholiques survit longtemps chez nombre de publicistes, notamment péruviens, il se

convertit aussi en un « catholicisme civique » qui donne sens aux pratiques associatives, présentées comme le meilleur remède aux « passions », en particulier à celle de la domination du prochain, et comme le moyen privilégié de faire converger les égoïsmes et les intérêts particuliers vers la réalisation collective du bien public. La « sphère publique », catégorie sous laquelle l'auteur analyse les débats dont la presse se fait le relais, mais également l'ensemble des moyens de communication dont disposent les citoyens (rumeurs, spectacles, célébrations...) donne lieu à quelques-unes des pages les plus suggestives du livre (chap. 9, 10, 15 et 16), où se révèlent à la fois la lucidité des citoyens sur leurs propres pratiques, la conscience des carences en matière de sociabilité (en particulier dans la sphère économique), l'extraordinaire fluidité, également, de la circulation des informations et des débats dans un monde pourtant dominé par l'analphabétisme et, souvent, l'isolement géographique.

Dans un chapitre de conclusion, l'auteur éclaire certaines des thèses de Tocqueville à la lumière de l'expérience démocratique latino-américaine. Il reprend à nouveaux frais la réflexion sur les mœurs, un composé selon lui de répétition et de créativité, variable selon les moments, loin donc d'une quelconque ontologie. Les cas du Pérou et du Mexique démontrent qu'il n'y a pas de corrélation univoque entre l'état des mœurs et celui des institutions. Contrairement à ce qu'attendait Tocqueville, la vie démocratique surgit de l'écart entre les pratiques quotidiennes et les institutions. Pour autant, la société civile n'est pas parvenue à développer des structures nationales, laissant aux conceptions autoritaires installées au sommet la possibilité de continuer à se diffuser dans la société. Car la vie démocratique latino-américaine est également restée fragmentée en raison des divisions raciales, ethniques et de genre que le langage catholique et civique des passions et de la minorité d'âge symbolique contribue amplement à justifier et à perpétuer. Voilà qui jette une nouvelle lumière, selon C. Forment, sur les remarques de Tocqueville concernant « l'inégalité imaginaire » et son intérêt croissant pour les « démocraties de caste ».

Entièrement bâti sur le principe de la discussion intellectuelle avec les auteurs,

à commencer par Tocqueville, le livre de C. Forment, et c'est ce qui fait son audace, appelle à la discussion, voire à la contestation de ses propres thèses. Les historiens y trouveront sans aucun doute matière à contextualiser, davantage que ne le fait l'auteur, les pulsations de la vie associative et les formes de la politique de l'anti-politique. Mais il est appelé à faire date et s'impose d'ores et déjà comme une référence incontournable pour l'étude de la démocratie en Amérique latine.

ANNICK LEMPÉRIÈRE

1 - *The American political science review*, 44, 1, 1950, pp. 100-149.

Gabriella Chiaramonti

Suffragio e rappresentanza nel Perù dell'Ottocento. Gli itinerari della sovranità (1808-1860)

Turin, Otto Editore, 2002, 421 p.

Le livre de Gabriella Chiaramonti s'inscrit dans une série de travaux qui, depuis une dizaine d'années, visent à reconsidérer le thème de l'État-nation dans l'Amérique hispanique du XIX^e siècle, envisageant la question de la représentation politique. À partir des intuitions pionnières de François-Xavier Guerra sur les logiques et les rythmes des révolutions hispaniques, l'historiographie latino-américaniste a en effet manifesté un intérêt renouvelé pour le thème de la citoyenneté politique, interprétée comme l'élément central de la construction de la nouvelle communauté nationale, après la rupture de l'ordre colonial. Un intérêt certainement lié aux récents processus de transition démocratique et aux demandes d'une citoyenneté multi-communautaire sur le continent, mais qui ne doit pas sous-estimer les résultats de l'historiographie européenne – anglaise, française et italienne –, laquelle, dans les quinze dernières années, a bouleversé l'approche traditionnelle de la question électorale à l'époque du libéralisme.

Contre l'historiographie qui a longtemps offert le tableau d'un système politique oligarchique et fermé, où les élections ne jouaient pas un rôle politique décisif au regard des riva-

lités et affrontements entre *caudillos*, le Pérou du XIX^e siècle connaissait une large participation politique – qui intégrait aussi les Indiens –, où les processus représentatifs jouèrent un rôle considérable dans la détermination des itinéraires de la souveraineté. L'auteur précise en effet que sa recherche s'est développée à rebours, en partant de la réforme constitutionnelle de 1895 qui avait exclu du droit de vote la population analphabète, en restreignant de fait le suffrage de manière considérable. Cette donnée contredit non seulement l'idée d'un suffrage limité pendant le XIX^e siècle, mais aussi tout modèle de type évolutionniste ou « marshalien », selon lequel l'histoire du droit de vote aurait été constituée par une série d'élargissements successifs et graduels. Grâce à une étude approfondie des textes législatifs – jusque-là négligés par l'historiographie car jugés inefficaces – et de leur articulation avec les pratiques électorales, G. Chiamonti démontre que la question du suffrage est étroitement liée à celle de la gouvernabilité et, plus concrètement, à la création d'un espace politique national, marqué par la fragmentation territoriale et la multiplicité des identités citoyennes.

L'ouvrage est organisé en trois chapitres chronologiques : « Le Pérou pendant la crise de l'Empire », « La constitution de Cadix à Lima », « L'héritage de Cadix ». La première partie confirme qu'une étude de la représentation et de la souveraineté pendant la période de l'indépendance ne peut négliger l'époque bourbonnienne, car c'est justement l'échec du projet réformiste d'instaurer une monarchie administrative sur le modèle français qui est à l'origine des conséquences qui se sont manifestées pendant la crise de la monarchie espagnole. G. Chiamonti souligne en effet que les réformes n'ont pas affaibli la juridiction des échevinages (*cabildos*) sur le territoire, mais au contraire qu'elles les ont renforcés. Il faut ajouter les conséquences de la rébellion de Tupac Amaru (1780-1781) qui provoqua, en raison du remplacement de l'ancienne noblesse indienne par un nouveau groupe de *principales* et l'accroissement du rôle des *cabildos* indiens, une première fragmentation du territoire colonial. Ce rôle des *cabildos* – Espagnols et Indiens – pendant l'époque coloniale, et surtout leur capacité représentative et leur pouvoir juridictionnel, sont essentiels à prendre en compte pour

comprendre les dynamiques engendrées par la crise qui a suivi l'abdication des Bourbons en 1808. Même si, dans la vice-royauté du Pérou, l'on n'assiste pas au phénomène des juntes (*juntas*) insurrectionnelles qui revendiquent la souveraineté au nom du roi, les élections pour la Junte centrale espagnole de 1809 et pour les Cortès en 1810, auxquelles participèrent toutes les villes par le biais de leur *cabildo*, donnèrent à ces dernières un pouvoir presque absolu, puisqu'elles se considéraient comme les représentantes légitimes de leur territoire.

La fragmentation territoriale et politique de la vice-royauté s'aggrava avec l'application de la constitution de Cadix, entre 1812 et 1814 et entre 1820 et 1823. L'introduction d'un système électoral et d'une administration locale aux tendances pluralistes et contractuelles, liés à une référence continue des constituants au passé et à la constitution historique du royaume, produisit dans les territoires américains une situation absolument inédite. Le droit de vote – fondé sur la *vecindad* – et d'autres mécanismes du système représentatif permirent aux communautés locales de s'approprier le nouveau modèle représentatif, en le redéfinissant en fonction des codes et valeurs des comportements politiques en vigueur. Par ailleurs, l'institution d'un nombre indéfini de municipalités (*ayuntamientos*) constitutionnelles et le maintien de leur pouvoir juridictionnel – en raison du refus du principe de séparation des pouvoirs – eurent pour conséquence une fragmentation territoriale ultérieure et entraînent un émiettement de la souveraineté. Malheureusement, l'auteur n'est pas en mesure de nous donner les proportions exactes du phénomène, même si la documentation semble indiquer qu'il fut très étendu, particulièrement dans les zones indiennes. Il faut donc souhaiter que les hypothèses défendues par l'auteur soient confirmées par des recherches ultérieures, lesquelles permettraient non seulement de tracer une cartographie – fondamentale pour comprendre le processus de fragmentation territoriale – mais aussi de formuler, grâce aux résultats des recherches menées dans d'autres pays, des conclusions générales sur le premier libéralisme hispano-américain.

Les résultats les plus neufs du livre de G. Chiamonti concernent surtout la dernière partie, soit la période qui va de l'indépendance

à 1860. Alors qu'elle a traditionnellement été considérée comme une phase d'instabilité absolue, l'auteur met en évidence une certaine continuité politique à l'échelle de la représentation politique et des institutions locales. La législation de l'époque républicaine confirma la figure du citoyen-*vecino* en maintenant un suffrage étendu pour l'époque. La question fut l'objet de nombreux débats et l'idée s'imposa finalement que le vote représentait le lien sur lequel construire la nation : seul le droit de vote pouvait transformer les individus en citoyens de la nouvelle communauté nationale. Malgré les tentatives pour limiter le nombre des municipalités, on assiste en 1856 au triomphe le plus complet du municipalisme, avec 699 entités. De plus, elles conservèrent leurs pouvoirs juridictionnels sur le territoire, car le principe constitutionnel de la séparation entre la justice et l'administration ne fut pas appliqué. Ainsi, les collectivités – villes et villages – réussirent non seulement à contrôler les ressources et le territoire, mais à garder également une forte légitimité politique face à l'État. Le pouvoir étendu que, depuis Cadix, les systèmes politiques avaient reconnu aux sociétés locales dans la définition de la citoyenneté, le contrôle de la population et du territoire et la construction de la représentation aboutit à la délégitimation de l'État central et à la légalisation d'autres formes de délégation du pouvoir, notamment celle des *caudillos*.

Même si certaines conclusions du livre mériteraient d'ultérieurs approfondissements et confirmations – par des études de cas notamment – nul doute que cet ouvrage, en raison des perspectives nouvelles qu'il ouvre sur le cas péruvien, contribuera à remettre en question les traditionnelles interprétations historiographiques sur le XIX^e siècle latino-américain.

FEDERICA MORELLI

Clément Thibaud

Républiques en armes. Les armées de Bolívar dans les guerres d'indépendance du Venezuela et de la Colombie

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, 427 p.

L'ouvrage de Clément Thibaud est un événement à plus d'un titre. Un événement éditorial

tout d'abord, mais aussi un événement historiographique, car c'est une pierre supplémentaire, et non des moindres, au travail entrepris dans les années 1980 par François-Xavier Guerra (dont Clément Thibaud fut l'étudiant), d'une relecture des indépendances américaines dans le cadre d'une histoire renouvelée du politique. En ce sens, le pari est tenu de ne pas envisager l'épopée bolivarienne isolément, mais de l'intégrer, en tant qu'une des pièces maîtresses des indépendances, dans l'ère des révolutions. Ceci permet à l'auteur non seulement de réaffirmer avec force que les indépendances américaines ne sont pas le résultat d'un processus interne arrivé à maturité, mais une réponse à la crise que connaît la monarchie espagnole à la suite de l'invasion de la péninsule par les troupes napoléoniennes en 1808 ; et aussi qu'elles appartiennent pleinement à la modernité politique.

Dans le strict champ de l'historiographie américaniste, le pari était également audacieux. Il s'agissait en effet, s'attaquant aux armées de Bolívar, de prendre à rebours ce qui constitue encore aujourd'hui, au Venezuela peut-être plus encore qu'en Colombie (les deux espaces étudiés dans l'ouvrage), l'un des fondements de l'histoire-patrie (cette histoire officielle forgée aux lendemains des indépendances) en ce que l'homme en armes et Bolívar tout particulièrement, comme le dit l'auteur en ouverture de son travail, « dominant le panthéon républicain ». Le résultat est d'égratigner les mythes fondateurs des indépendances tels que dessinés dans ce récit des origines de l'histoire nationale.

Pourtant, au-delà de la nécessaire révision historiographique, il y avait aussi une nécessité heuristique puisque, pour parvenir à une « histoire totale » de la geste politique des indépendances, il manquait encore, après des travaux sur le processus politique en tant que tel et l'analyse du discours sur la nation¹, une histoire politique et culturelle de ces armées de l'indépendance sans lesquelles nous nous trouvons face à une saisie imparfaite du projet politique révolutionnaire mené par les élites libérales. En effet, pendant près de dix ans, ces nations ont été portées sur les fonds baptismaux par les armes. C'est ce vide

historiographique, ce chaînon manquant, que cet ouvrage vient aujourd'hui combler.

Composé en neuf chapitres qui alternent une approche thématique et géographique (Venezuela et Nouvelle-Grenade), *Républiques en armes*, grâce au recours à la prosopographie, donne un visage à ces armées de l'indépendance. Celles-ci connaissent de profonds changements qui reflètent à la fois l'évolution du contexte politique et des rapports de force, mais aussi la nécessaire adaptation des idéaux patriens des premiers temps, notamment celui du citoyen-soldat engagé dans les milices, qui prévaut de 1810 à 1812 (objet du premier chapitre), aux impératifs d'une guerre qui connaît, tout particulièrement au Venezuela, une montée aux extrêmes marquant de son empreinte les cultures politiques en gestation. Au cœur de cette mutation qui transforme ces milices en armée nationale, l'année 1813 est un point de basculement à la fois tactique mais aussi idéologique : il permet tout à la fois de saisir les logiques qui transforment ces guerres civiles en guerre civile et, par une analyse comparative entre les deux espaces, de mettre au jour les éléments qui ont rendu possible ce basculement. Pour cela, il fallait en premier lieu créer la figure d'un ennemi, l'Espagnol, cette « fiction identitaire », comme le nomme l'auteur, énoncée par Bolívar en juin 1813 dans son fameux « décret de guerre à mort » qui porte le combat au-delà des cités et entraîne une déterritorialisation des armées jusque-là relativement attachés aux Pueblos. Différemment, en Nouvelle-Grenade, c'est précisément le maintien du lien avec la cité et le terroir qui permet d'éviter cette « brutalisation » du conflit et la saignée humaine que connut le Venezuela.

Au cours de ce moment de basculement émerge une nouvelle forme de combat, la « petite guerre » menée par les guérillas, magnifiquement analysée ici tant du côté loyaliste que patriote. Ces guerres irrégulières sont en effet d'abord le fait des loyalistes ; et elles sont indissociables d'un autre grand mythe de l'histoire-patrie, celui des *llaneros*, ces hommes à cheval des plaines vénézuéliennes et néo-grenadines. C. Thibaud se livre dans le chapitre trois sur le moment Boves, en

référence au nom du premier « chef » de ces groupes armés, à une déconstruction de ce « fantasme historiographique », voire de cette « invention » qui permet de resituer ce moment et ces hommes dans la trame événementielle mais aussi dans l'histoire longue de la région et des conflits autour de la terre qui se jouent depuis la fin du XVIII^e siècle. C'est également un excellent observatoire de la fragilité des identités et des allégeances dans ce moment d'acmé de la désarticulation des solidarités d'Ancien Régime et de renégociation des allégeances. C'est ce que montre l'auteur avec force dans le chapitre cinq précisément intitulé « Survivre », mais également au début du chapitre consacré aux années 1816-1818, lorsque les patriotes adoptent à leur tour, dans le moment même du basculement des *llanos* dans leur camp, la guerre irrégulière. Adoptant une perspective plus anthropologique, que permet la nature de certaines sources (notamment les procès en félonie intentés aux patriotes par les autorités de pacification de Monteverde), l'auteur aborde le vécu du conflit par les individus et les groupes, des stratégies de survie aux modes de sociabilité qui s'y développent ; armées déterritorialisées qui vont constituer paradoxalement le creuset d'un sentiment d'appartenance plus large. De fait, le chapitre consacré aux guérillas et *caudillos*, et le chapitre plus spécifiquement axé sur la réorganisation des forces armées néo-grenadines, où l'auteur met au centre de l'analyse son travail prosopographique, montrent la difficulté de la réorganisation militaire à laquelle tentent de se livrer principalement Bolívar et Santander, en vue de la formation d'unités hiérarchisées et d'une armée nationale définitivement déterritorialisées. Cela signe l'échec, provisoire dans le cas vénézuélien, de la prétention de la cité à être « la cellule de base de la république naissante ». La victoire des patriotes dans les années 1820-1821 est définitive avec la bataille de Carabobo, qui scelle la fin du conflit après la prise de Caracas et ouvre la voie à la libération des régions voisines, notamment le Pérou.

Comprendre les mutations de ces armées et la façon dont les hommes s'y sont (plus ou moins volontairement et sur fond de désertion en masse) incorporés, permet de mieux appré-

hender les différents visages que prennent ces guerres d'indépendance, reflète en cela du caractère accidentel de la rupture et du conflit de souveraineté qui s'est joué tout d'abord entre cités rivales à l'intérieur de chacun des deux espaces étudiés, mais au nom du monarque déchu et pour la sauvegarde de la monarchie espagnole.

Ces armées qui tour à tour incarnent la nation et sont le bras armé de la république, tout en servant de « cheminée sociale » et de lieu de brassage social et ethnique, ont marqué de leur empreinte un rapport spécifique au politique. Ce sont elles qui élisent le Congrès vénézuélien de 1818, et si celui qui scelle la fondation de la République de Colombie en 1821 bénéficie d'une plus large assise populaire, il n'en demeure pas moins que l'on assiste à une militarisation du pouvoir et à une surdétermination de l'élément armé aussi bien dans la culture politique que dans la formation des identités nationales.

Nous sommes loin d'avoir ici épuisé toutes les problématiques abordées par C. Thibaud dans cet ouvrage dense et érudit, notamment celles liées au développement du caudillisme qui permettent de comprendre dans une perspective renouvelée la participation de ces corps armés aux *pronunciamientos* des décennies postérieures. Cette question renvoie, comme le soulignait si justement François-Xavier Guerra pour le Mexique, « à la force des armes, mais aussi à l'imaginaire qui fait d'eux l'autre face de la représentation de la nation »².

VÉRONIQUE HÉBRARD

1 - VÉRONIQUE HÉBRARD, *Le Venezuela, une nation par le discours (1808-1830)*, Paris, L'Harmattan, 1996.

2 - FRANÇOIS-XAVIER GUERRA, « El pronunciamiento en México: prácticas e imaginarios », *Trace*, 37, 2000, pp. 15-26.

Myrna I. Santiago

The ecology of oil: Environment, labor and the Mexican Revolution (1900-1938)

Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 411 p.

Mis à part une chanson de Pierre Mac Orlan et le derrick commémoratif géant qui se dresse

à l'entrée de la ville de Cerro Azul où sont, dans la mémoire collective ou dans le paysage, les souvenirs du « miracle économique » qui transforma, entre Tuxpán et Tampico, une région de dunes, forêts denses et mangroves tropicales en ce qu'elle est aujourd'hui – au mieux, une zone de prairies d'élevage bovin et de plantations d'agrumes maintenues à grand renfort d'engrais chimiques, au pis, un « non man's land » de sols pollués, de bungalows et de campements abandonnés, de pipelines rouillés ? Comment cette partie de la Huastèque mexicaine, idéalisée en paradis latifundiste-patriarcal ou communautaire indien jusqu'à la dictature de Porfirio Díaz, a-t-elle pu en cinquante ans être transformée à ce point (et, disons-le, détruite) par le « boom » pétrolier du début du ^{xx}e siècle ? À ces questions, Myrna Santiago apporte des réponses dans un ouvrage qui se veut synthétique, à la différence de tant d'autres qui avaient avant elle abordé l'histoire de cette enclave de capitalisme précoce dans un Mexique resté encore très majoritairement rural, mais en la découpant dans ses aspects tour à tour économiques, sociaux ou politiques. Donc, à contre-courant de l'historiographie dite « post-moderne » qui s'attache surtout à déconstruire les « récits » des historiens prédécesseurs ou à émettre les thèmes abordés en micro-problématiques, l'auteure s'emploie à reconstruire l'intelligibilité d'un processus historique complexe et contradictoire, certes, mais informé et unifié par un acteur en un moment en effet déterminant : le capitalisme transnational pétrolier.

Pourquoi faut-il que ce parti pris ait dû être justifié ici au nom d'une approche « écologique » (l'écologie étant entendue ici – bien que cela ne soit à aucun moment explicité – comme l'étude des rapports de l'homme non seulement avec son milieu naturel mais, plus largement, avec son « milieu humain »), au prétexte que ce dernier, une fois mis en place par les conditions d'exploitation des ressources, devient à son tour un facteur déterminant et autonome résistant à la volonté de ses agents et de ses acteurs ? À cause de l'émotion (honorée) ressentie par l'auteure au spectacle de ces paysages dévastés cent ans après les débuts de l'exploitation pétrolière ? Parce que l'écologie est à la mode ? Pour s'excuser

ainsi auprès de ses pairs d'oser pratiquer encore une histoire multidimensionnelle et totalisante ? Ou pour se démarquer de travaux qui, bien que prétendant s'inscrire dans une tradition d'histoire « totale » (braudelienne, marxiste, ou autre – à tort, d'ailleurs) n'intégraient pas (ou fort peu) l'analyse des rapports dialectiques des sociétés étudiées avec leur milieu naturel préjugé malléable et passif, donc n'entrant pas dans la problématique du « développement des forces productives » ? Dans ce cas, M. Santiago n'aurait pas eu tort. Mais elle a eu celui de ne pas s'en expliquer davantage et plus clairement en introduction.

Passons sur ce point, et venons-en à l'essentiel : les informations et réflexions qu'apporte l'ouvrage en font un bon, voire un très bon livre. Il restitue tout d'abord ce qu'était la Huastèque au XIX^e siècle, avant l'alluvion pétrolière : selon les observateurs contemporains, mexicains ou étrangers, un paradis tropical où cohabitaient (et, souvent, s'affrontaient) deux genres de vie et de communautés humaines. D'une part, la vie réputée « archaïque » ou « sauvage » de communautés indigènes (Otomis, Nahuas, Tepehuas, Huastèques, etc.) vivant en équilibre séculaire avec les ressources naturelles de milieux forestiers denses, de rivages fluvio-lacustres, de bords de mer. D'autre part, des haciendas patriarcales qui, malgré des moyens techniques et capitalistiques limités, prétendaient représenter le « progrès » stipulé par les dirigeants libéraux du Mexique depuis son indépendance. Dépourvues d'existence légale au moins jusqu'en 1874, on devine comment les premières (comme dans le reste du Mexique et de l'Amérique latine) durent subir les agressions des secondes aux dépens de la possession collective de leurs terres. Mais, ici, le rapport des forces fut tel qu'en 1880-1900 encore leur genre de vie (dénoncé comme la « communion négative » des Indiens avec leur forêt tropicale) restait encore territorialement et démographiquement dominant à près de 60 %.

C'est alors que tout est bouleversé par les compagnies anglaises et américaines qui obtiennent du gouvernement de Porfirio Díaz de pouvoir prospecter et s'implanter dans cette région dont elles vont extraire 2 000 000 de barils entre 1901 et 1937 malgré un gâchis

énorme (53 000 000 m³ sont perdus dans les accidents, explosions, incendies pendant cette période à cause des conditions héroïques mais approximatives d'exploitation – avec les conséquences écologiques négatives que l'on peut imaginer). Cette ouverture soudaine et brutale au capitalisme eut aussi pour conséquence de créer du jour au lendemain un marché hyper-spéculatif des zones de prospection et d'extraction aux dépens des terres communales et des genres de vie indigènes – particulièrement chez les Indiens Ténèques qui, pour leur malheur, étaient installés sur les gisements pétroliers les plus riches couvrant quelque 3 800 km² entre le lagon Tanihuaca et la rivière Tuxpán. Selon les cas, ces agressions territoriales sont directement le fait des compagnies pétrolières, ou celui des latifundistes locaux attirés par la spéculation foncière dans un premier temps, mais grugés eux aussi finalement par les mêmes, puisqu'ils abandonnent la possession de plus de 300 000 ha aux compagnies de 1900 à 1927.

Se crée ainsi, *ex nihilo*, une société régionale nouvelle (le parti pris de l'auteure la lui fait dénommer « écologie pétrolière ») qui se surimpose à l'ancienne Huastèque, et où l'arrivée massive de cadres et de travailleurs qualifiés étrangers, d'ouvriers recrutés dans le reste du Mexique par des contrats souvent trompeurs (système dit *enganche*) et de manœuvres sous-qualifiés recrutés sur place parmi les métis pauvres et les Indiens déracinés transforme la région en une enclave de capitalisme cosmopolite et multiethnique (la population augmente de plus de 30 % de 1885 à 1910, mais la part de la population restée indigène diminue de 56 à 34 % du total de 1882 à 1921). Société explosive non seulement à cause de ses spécificités techniques dangereuses (de 1911 à 1929, une centaine d'incendies, explosions et accidents majeurs font des centaines de morts) et des mépris racistes entre cadres et ouvriers, travailleurs étrangers et mexicains, et de tous contre leurs voisins indiens et les femmes employées dans l'« industrie sexuelle », mais aussi (et surtout) à cause des tensions internes d'une société salariale primaire où les rapports de classes particulièrement brutaux (trente grèves générales de 1911 à 1929!) sont relayés, de 1910 à 1938, par cette révolution

mexicaine qui fut une des révolutions majeures du XX^e siècle.

Amorcée par la crise antidictatoriale qui secoue les élites mexicaines en 1910, puis se charge en cours de développement de l'insurrection irréprouvable du peuple rural des hautes terres centrales et septentrionales du Mexique, cette révolution n'est évidemment au départ ni prolétarienne ni particulièrement localisée dans la région excentrique de Tampico. Mais par ses caractéristiques (son rôle dans l'économie du pays, sa classe ouvrière travaillée dès l'origine par l'anarcho-syndicalisme) et sa position géostratégique (proche des États-Unis par voie maritime), elle offre le paradoxe d'être à la fois en marge (socio-géographiquement) et au centre (politico-économiquement) des enjeux de la révolution mexicaine. Dans sa troisième partie, M. Santiago étudie donc comment se développe une véritable lutte de classes régionale nourrie de syndicalisme révolutionnaire en alliance ou en conflit avec la lutte nationale et anti-impérialiste menée par les nouvelles élites dirigeantes issues de la révolution à Mexico de 1924 à 1938. Privilégiant l'analyse de la première (son chapitre sur la « révolution par le bas », menée par les syndicats d'ouvriers du pétrole, est particulièrement convaincant), peut-être n'insiste-t-elle pas assez sur la seconde – certes dirigée surtout depuis la capitale, mais qui eut bel et bien ses relais et acteurs régionaux et locaux. Et avec quelle efficacité puisque, à la fin, quand le président Cárdenas tranche les conflits en nationalisant les pétroles mexicains, il est évident que ce mouvement ouvrier révolutionnaire autonome est vaincu dans ses revendications autogestionnaires et doit accepter que la direction de cette nationalisation appartienne à un corps techno-bureaucratique qui lui est étranger. Mais peut-être, là encore, le parti pris écologique adopté par l'auteure l'a-t-il empêchée d'aller sur ce point jusqu'au bout de son analyse ?

Malgré ces quelques réserves, il reste que cet ouvrage sera fort utile pour quiconque voudra mieux comprendre l'histoire de la révolution mexicaine au-delà de sa vulgate officielle, si longtemps sclérosée par un Parti-État unique, car il rappelle que cette révolution ne fut pas seulement faite par une paysannerie en armes finalement capturée et clientélisée par des

généralistes victorieux mais aussi, dans une mesure certes moindre, mais décisive, par des luttes de classes caractéristiques du capitalisme là où il existait déjà au début du XX^e siècle. Il sera également fort utile pour tous ceux qui s'interrogent sur la nécessité de réparer les méfaits socio-écologiques de l'impérialisme extractif là où il a pu, comme dans la région de Tampico, exercer pendant un temps sans aucune contrainte ses logiques productivistes et accumulationnistes. Sur ce point, l'approche, sinon la totalité de la méthode (écologiste) de M. Santiago, est tout à fait justifiée.

JEAN PIEL

Olivier Compagnon

Jacques Maritain et l'Amérique du Sud.

Le modèle malgré lui

Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, « Espaces et civilisations », 2003, 396 p.

Pendant un demi-siècle, des années 1920 au lendemain du concile Vatican II, le philosophe catholique Jacques Maritain a pesé sur la scène latino-américaine bien davantage qu'il ne le fit jamais en Europe et même en France. Retraced par Olivier Compagnon, l'histoire de cette réception fournit à la fois un exemple de transfert culturel et un observatoire éclairant de la culture politique des élites sud-américaines. Elle commence au cours des années 1920, lorsque J. Maritain sert de référence à des réseaux intellectuels qui articulent nationalisme et renaissance religieuse. Trois lieux sont concernés. Tout d'abord l'Argentine, autour des *Cursos de Cultura Católica* de Buenos Aires et de la revue *Criterio*, où officie déjà le jésuite Julio Meinvielle, figure de proue du national-catholicisme argentin qui sera après 1936 l'un des principaux adversaires de J. Maritain. Ensuite, le Brésil, autour de Jackson de Figueiredo, sorte de Léon Bloy brésilien, de la revue *A Ordem* et du Centre Dom Vital à Rio de Janeiro. Enfin, l'Uruguay, où Dardo Regules et quelques autres ont fondé en 1912 l'Union civique, qui deviendra le premier parti démocrate-chrétien latino-américain. En fait, l'orientation démocrate-chrétienne est excep-

tionnelle au cours de cette première phase de réception : « le rayonnement du maritainisme ne semble pas indifférent à la maturation idéologique des nationalismes latino-américains, dont certains puisent dans le maurrassisme une part de leur idéologie contre-révolutionnaire et antilibérale » (p. 55). Le Maritain diffusé en Amérique latine est le philosophe d'*Antimoderne* (1922), qui fait du retour à Thomas d'Aquin une arme contre Bergson et dénonce, dans *La revue universelle*, les apories philosophiques de la modernité. Politiquement, il offre aux catholiques sud-américains une alternative idéologique au marxisme, à un moment où la plupart des États du continent voient la naissance des partis communistes à leur extrême gauche.

Or, cette première réception repose sur un malentendu. Car, depuis qu'il a choisi de suivre Pie XI dans la condamnation de l'Action française de Charles Maurras en 1926, J. Maritain n'est plus le philosophe réactionnaire d'*Antimoderne*. Avec la publication de *Primauté du spirituel* en 1927, contre le « Politique d'abord » de Charles Maurras, il s'est fait le défenseur d'une chrétienté profane, une « nouvelle chrétienté » ouverte au pluralisme et de plus en plus clairement ralliée à la démocratie. Deux événements rendent le malentendu tangible. Le premier est le voyage effectué par le philosophe à Buenos Aires en 1936, peu après la parution d'*Humanisme intégral* qui consacre et approfondit le tournant de 1927. Organisé par le PEN Club de Buenos Aires et par les réseaux nationalistes qui gravitent autour de *Criterio*, ce séjour est l'occasion d'une brouille discrète avec ces derniers, brouille qui tourne à la franche polémique après son retour en Europe. Le second tournant est la guerre d'Espagne. Parce que J. Maritain dénonce bientôt les massacres des populations civiles et refuse d'épouser le camp de la « croisade » franquiste, les polémiques se multiplient contre lui et l'antimaritainisme se diffuse hors de l'Argentine qui l'a vu naître, mettant en jeu des arguments où se croisent anticommunisme, antisémitisme, nationalisme et hostilité à la démocratie.

En contrepartie, une seconde génération d'intellectuels et d'hommes politiques organise la défense de J. Maritain à l'échelle du continent. En Argentine et au Brésil, où la dictature

de Perón et l'*Estado Novo* de Getúlio Vargas font obstacle au pluralisme politique, ce sont des philosophes qui prennent le relais, tels Manuel Ordóñez à Buenos Aires et Alceu Amoroso Lima à Rio de Janeiro. Les dominicains se divisent selon un principe linguistique, la vice-province lusophone du Brésil, institutionnellement rattachée à la province dominicaine de Toulouse jusqu'en 1954, relayant l'enseignement du philosophe derrière Sébastien Tausin. Ailleurs, J. Maritain sert de support à la prise d'autonomie, au sein des courants conservateurs, d'une jeune génération qui, depuis les animateurs uruguayens de l'Union civique jusqu'aux fondateurs de la Phalange nationale chilienne réunis autour d'Eduardo Frei, en passant par le *Comité de Organización Política Electoral Independiente* (COPEI) de Rafael Caldera au Venezuela, donne naissance à la démocratie chrétienne sud-américaine.

Ces jeunes dirigeants font du philosophe français le « mentor malgré lui » de la démocratie chrétienne sud-américaine. De ce second malentendu, décrit comme « un processus complexe d'appropriation du maritainisme, progressivement conçu comme un véritable modèle politique qu'il n'a jamais prétendu être » (p. 249), Olivier Compagnon éclaire les ressorts inattendus et la fécondité paradoxale dans les trois derniers chapitres de son livre. Car, même rallié à la démocratie, J. Maritain demeure fermement attaché à l'autonomie du discours philosophique, rétif à toute forme d'instrumentalisation de son œuvre à des fins de pratique politique. Lors des deux rencontres de Montevideo, en 1947 et 1949, au cours desquelles sont jetées les bases de l'internationale démocrate chrétienne sud-américaine, J. Maritain sert de référence philosophique, et O. Compagnon décrit une « consommation politique de Maritain en Amérique du Sud, résultant d'un déficit démocratique qu'une partie du laïcat cherche à combler, à partir des intuitions de *Christianisme et démocratie* notamment » (p. 253). Mais, si l'on excepte les liens personnels noués avec Eduardo Frei au Chili, cette tutelle intellectuelle s'exerce à distance, et c'est bien davantage le dominicain Louis Lebret, fondateur d'*Économie et Humanisme* et expert économique féru d'enquêtes sociales,

qui fournit à la jeune démocratie chrétienne l'armature de son programme avant de former une partie de ses cadres à l'expertise. Le rayonnement de J. Maritain n'en demeure pas moins réel tout au long des expériences sud-américaines de démocratisation libérale. Les mouvements de jeunes de l'Action catholique lui servent de chambre d'écho, avant qu'il ne décline sous l'effet conjugué des théologies de la libération et de la radicalisation politique des années 1970. Selon un schéma somme toute classique, la réception de l'œuvre de J. Maritain aura pris la forme d'une réinvention en fonction d'enjeux politiques qui n'étaient pas les siens et au prix d'une série de malentendus féconds dont O. Compagnon analyse avec finesse les fluctuations au cours d'un demi-siècle d'histoire des cultures politiques latino-américaines.

DENIS PELLETIER

Joanne Rappaport

Intercultural utopias.

Public intellectuals, cultural experimentation and ethnic pluralism in Colombia

Durham-Londres, Duke University Press, 2005, 333 p.

Ce livre, écrit par une spécialiste de l'ethno-histoire andine colombienne, tranche sur la plupart des ouvrages consacrés aux politiques indigénistes actuelles, en ce sens que la réflexion développée sur les communautés indigènes (*resguardos*) du XXI^e siècle et la construction de leur mémoire s'appuie sur une connaissance ethnographique très sûre. Joanne Rappaport a privilégié l'étude des acteurs de ces changements : intellectuels indiens, militants, chamans, éducateurs, membres des conseils municipaux, ONG. Le lecteur y trouvera une information très riche sur des projets autochtones de revitalisation de leur culture et de construction d'un espace de dialogue avec les institutions nationales. Le mouvement indien en Colombie est loin d'être homogène. En fait plusieurs discours le sous-tendent : l'un, politique, réclame la réforme de l'État et se décline différemment selon les régions, l'autre, intellectuel, préconise la revitalisation

de la culture indienne selon diverses modalités. Il ne s'agit pas ici de multiculturalisme, terme qui met l'accent sur la tolérance et non sur l'égalité des cultures en confrontation. Le concept utilisé par tous les acteurs est l'interculturalisme, qui implique l'appropriation sélective de concepts d'origines culturelles différentes afin de construire un dialogue pluriel entre égaux. J. Rappaport signale avec raison que, dans les exemples interculturels colombiens, on ne trouve rien de comparable à la violence de l'épuration ethnique en Serbie et en Bosnie.

Le projet initial d'écrire une ethnographie des intellectuels indigènes de la vallée du Cauca s'est trouvé enrichi par l'examen de situations conflictuelles au sein même de cette mouvance et par une discussion sur les enjeux et les contradictions des différentes tendances. Deux grandes organisations indiennes, le CRIC (*Consejo regional indígena del Cauca*) et le PEB (*Programa de educación bilingüe*) constituent les principaux cadres à l'intérieur (ou en périphérie) desquels se meuvent les acteurs politiques. Tous jouent un rôle important dans l'élaboration d'une philosophie politique utopique et pacifique dont l'objectif est la reconstruction de l'État, dévasté par la guérilla, les groupes paramilitaires et les narcotrafiquants. L'auteur fait une analyse très fine des motivations de ceux qu'elle appelle les Nasa (dénomination actuelle des Páez) frontaliers et des conflits personnels qui les assaillent. Pour ces militants de l'« entre-deux », le chaman incarne toujours le savoir et la sagesse. La région de Tierradentro étant l'une des plus isolées du Cauca, elle est perçue par ces militants comme le berceau de l'essence Nasa. C'est ignorer la présence des métis, des troupes des FARC et des réseaux de la drogue. La construction de cet essentialisme est due en grande partie à l'État, pour qui ce territoire reculé est habité par des « primitifs ». Les intellectuels indigènes cherchent à retrouver leurs racines, ce qui les amène à rejeter le christianisme, comme religion imposée par le monde extérieur et, de ce fait, « inauthentique ». Pour ces hommes et ces femmes d'action, la culture est une expérience intérieure, une *vivencia*. L'authenticité indienne est liée à la terre et s'oppose à l'inauthenticité de la vie urbaine. Nous

retrouvons là un thème constant de l'anthropologie moderne. Le concept de la double conscience de William E. B. Du Bois est ici mobilisé, mais en prenant en compte les clivages de genre et la primauté de la collectivité sur l'individu.

Une des parties les plus intéressantes est celle qui développe la notion de « cosmovision », qui affirme l'insertion des humains dans un univers spirituel plus large et préconise la ritualisation comme moyen d'assurer l'harmonie cosmique. Ces conceptions pourraient trouver un écho dans les courants écologiques de la société nationale. Or la cosmovision, conçue comme un antidote au christianisme, est incompatible avec la pensée désenchantée de la modernité occidentale. Les intellectuels indiens revendiquent leurs propres conceptions du temps et de l'espace. Un motif de débat consiste à déterminer la place à accorder à l'écriture, en tant qu'invention « extérieure », dans la construction d'une mémoire indigène qui repose fondamentalement sur l'oralité. Alors que, sur ce point, diverses opinions s'affrontent, l'utilisation d'images produites par des caméras vidéo ne semble pas poser de problème. Le cas de la recomposition du chamanisme dans cette optique de revitalisation culturelle est particulièrement intéressant. Après le tremblement de terre de 1994 à Tierradentro, une assemblée réunissant des dizaines de chamans entama une relecture des événements et posa les bases d'une version cohérente de la cosmovision, une sorte d'unification de pratiques diverses, favorisée par les descriptions anthropologiques et par les stratégies des ONG qui soulignaient le contraste entre la vision chamanique et le christianisme. La cosmovision est un instrument efficace dans l'action politique puisqu'il permet la redéfinition du territoire autochtone, convoité par les pentecôtistes, mais aussi par les compagnies pétrolières, les forces armées et les trafiquants.

Incontestablement, le point le plus discuté de ce programme est celui de la priorité de la coutume sur la législation nationale. Depuis 1991, la constitution a prévu en effet de remplacer les codes nationaux par le droit coutumier et de confier l'exercice de la justice aux organisations municipales (*cabildos*). Avec

l'aide d'anthropologues et de conseillers juridiques, les *cabildos* ont essayé d'introduire le coutumier. Ce processus est bien avancé dans le nord de Cauca, à Tierradentro et dans la Guambía. Beaucoup de militants refusent la codification écrite et recourent, dans le règlement des conflits, aux enquêtes chamaniques menées avec « d'autres méthodes ». La question des châtiments corporels, conçus comme des modes de « restauration de l'harmonie cosmique », oppose les droits de l'homme et ceux de la communauté : l'auteur présente deux cas où les victimes contestent les méthodes traditionnelles au nom des droits du citoyen. Le droit communautaire a forgé la notion de « tardecer » (de l'espagnol « atardecer », crépuscule) pour repenser la responsabilité pénale. Ainsi, de même que la lumière crépusculaire fait ressortir des formes et des contours que la lumière du jour empêchait de distinguer, de même il est possible de tracer des connexions, qui ne peuvent pas toujours être prouvées ni expliquées en ayant recours à la causalité. Quelqu'un peut être coupable non parce que ses actions ont un rapport direct avec le crime mais parce qu'elles l'ont indirectement provoqué. L'auteur ne juge pas les faits qu'elle rapporte, mais on ne peut pas s'empêcher de penser aux méthodes utilisées par les dictatures communistes, et si bien décrites dans *L'Aveu* d'Arthur London, pour dégager la « culpabilité objective » des accusés... En somme, ce livre pose une série de problèmes fondamentaux qui, au-delà du cas particulier de la Colombie, surgissent dans les revendications et les combats des minorités culturelles, dans leur désir de s'affranchir de la tutelle de l'État, et tous ceux qui s'intéressent au multiculturalisme en Europe y trouveront matière à réflexion.

CARMEN BERNAND

Thomas Bender

A nation among nations:

America's place in world history

New York, Hill & Wang, 2006, XII-368 p.

L'expression « histoire transnationale » est relativement nouvelle en histoire américaine.

Elle désigne la circulation des humains, des idées, des technologies et des institutions à travers les frontières nationales depuis l'émergence des États-nations et la reconnaît comme un phénomène important de l'histoire mondiale. Malgré les manifestes programmatiques et les quelques monographies écrites depuis 1990, cependant, peu de synthèses d'histoire transnationale ont été produites pour les États-Unis. C'est cette lacune que cherche à combler Thomas Bender dans *A nation among nations*, une œuvre importante et, à ce jour, la tentative la plus satisfaisante d'intégrer les États-Unis dans le champ plus large de l'histoire mondiale et dans le contexte de la mondialisation.

Après avoir souligné l'importance des efforts pionniers des générations précédentes, T. Bender construit son récit en « moments » clés, en commençant par la grande ère océanique des Grandes Découvertes. Il soutient de manière convaincante que l'histoire américaine est connectée mondialement dès l'époque des premières explorations par les puissances maritimes autour de 1500. La perspective dominante n'était pas continentale, car ce qui est depuis devenu les États-Unis faisait partie d'un monde océanique dans toute sa diversité multiculturelle et sa fluidité de mouvement. Aussi T. Bender se concentre-t-il sur les contextes atlantiques et les modes d'installation agricole périphérique des diverses colonies européennes dans les Amériques, réussissant ainsi à rompre avec le récit traditionnel d'une histoire américaine centrée sur « le processus continu d'extension vers l'ouest de colonies du nord-est » (p. 44). L'installation initiale en Amérique du Nord ne fut pas la Nouvelle-Angleterre mais la Floride, la Virginie, et le Nouveau-Mexique ; et, par les Espagnols, elle touchait bientôt aussi bien le Pacifique que l'Atlantique. Guerres et commerce mondiaux, selon l'auteur, provoquèrent des révoltes dans tous les empires européens au XVIII^e siècle : la révolution américaine faisait partie d'un soulèvement créole mondial contre le colonialisme. Lors des remous du XVIII^e siècle, « le commerce et la guerre à l'échelle mondiale, et la mobilité des hommes et des idées qu'ils stimulaient, étaient des facteurs importants, peut-être même causaux » (p. 73). Bref, la destinée des futurs États-Unis n'était pas entièrement dans

leurs mains : elle fut souvent façonnée par les événements extérieurs.

T. Bender étudie ensuite la période de la guerre civile, celle de la construction de l'Étatisation, et il explore notamment les parallèles et les connexions entre le nationalisme libéral des révolutions de 1848 et l'unionisme de Lincoln. Suit une étude de l'impérialisme américain – objet de la plus grande amnésie historique chez les Américains. L'auteur concède des éléments distinctifs de l'impérialisme américain : l'importance et la créativité de l'ordre mondial libéral centré sur le commerce, personnifié par Woodrow Wilson, sont dûment reconnues (pp. 238-239), mais il souligne que de tels faits n'invalident pas la caractérisation des États-Unis comme empire. Il insiste avec raison sur « la continuité flagrante d'objectif entre l'expansion à l'ouest des États-Unis et leur colonisation outre-mer en 1898 » (p. 9), ainsi que sur l'intérêt constant de la nation pour le commerce extérieur, avec toutes les implications impérialistes d'un expansionnisme commercial agressif. Pour T. Bender, le caractère privé de l'expansion économique américaine outre-mer a poussé à sous-estimer le rôle du gouvernement comme force coercitive de soutien à l'entreprise. Ses commentaires sur Wilson sont particulièrement intéressants en raison de l'héritage problématique de son internationalisme aujourd'hui. Wilson parlait parfois de dépasser l'unilatéralisme de la Doctrine Monroe et ses préjugés hiérarchiques, mais il partageait aussi avec Theodore Roosevelt un penchant pour la politique du bâton. T. Bender remarque que les États-Unis se sont embarqués dans une entreprise de colonisation avec des arguments similaires à ceux des Européens, mais il pousse son analyse plus loin avec cette observation centrale : la question de l'empire se pose quelle que soit la raison d'acquiescer des territoires, et les processus impérialistes sont mis en œuvre que les motivations soient intéressées ou non. Il est donc temps que les historiens des États-Unis incorporent à leurs travaux les réactions des peuples colonisés, et comprennent les politiques et les intentions américaines en ce sens.

Le dernier thème majeur abordé par l'auteur s'articule autour du progressisme du

début du ^{xx}e siècle, de la citoyenneté sociale, et du libéralisme social. De nombreux pays étaient confrontés à des problèmes croissants dus à l'industrialisation et l'urbanisation, et partageaient des modèles de réforme. T. Bender rejette l'idée d'une circulation d'idées purement atlantique, et propose à la place le concept novateur de la réforme comme réseau mondial d'intenses intercirculations d'idées. Cette interprétation tient bien mieux compte des données empiriques. La réforme progressiste américaine emprunta souvent à d'autres nations. Néanmoins, dans le choix de courants comme le progressisme, il reconnaît l'importance des cultures nationales dans le cadre plus large de la mondialisation. Dans un passage fascinant, il montre comment les anciennes notions de responsabilité personnelle et de relations entre les sexes influencèrent l'émergence de la réforme sociale moderne dans sa forme comme dans sa chronologie, et créèrent ainsi une disjonction entre le modernisme de l'Amérique d'après 1920 et les pratiques sociales et politiques.

T. Bender, de manière soigneuse et convaincante, s'emploie dès lors à disséquer l'exceptionnalisme américain et à montrer comment son travail contredit cette notion. L'idée d'une norme dont les États-Unis divergeraient appelle la question de ce que serait cette « norme ». Voir les connexions avec le « monde » comme autant d'inopportunes « intrusions » est une approche erronée, tant l'intérieur et l'extérieur sont profondément connectés (pp. 296-297). T. Bender ne plaide toutefois pas pour la disparition de l'État-nation, comme le montre le chapitre sur la période progressiste et les réformes libérales.

La première force de *A nation among nations* se situe au niveau empirique : de nombreux points de micro-histoire devront être reconsidérés au vu de ses observations. L'auteur expose la manière dont des événements pensés comme le produit de conditions internes étaient profondément influencés par des circonstances externes. Il déprovincialise l'histoire américaine en montrant les parallèles et les liens avec les thèmes plus larges de l'histoire mondiale. Ainsi de l'achat de la Louisiane (1803), vu en général comme le résultat de processus internalistes alors qu'il fut surtout conditionné par les révolutions atlantiques des

années 1790, et particulièrement par l'impact de la révolution haïtienne sur Napoléon. La force de l'argumentation de T. Bender réside dans le grand soin qu'il porte à l'incorporation d'histoires non américaines dans ses incursions dans le contexte global. Dans le cas de Lajos Kossuth, par exemple, il fait montre d'une bonne connaissance de l'histoire de la révolution hongroise de 1848. T. Bender affirme avec force que les réinterprétations et les remises en cause du savoir reçu ne sont possibles, précisément, qu'en replaçant l'histoire américaine dans une trame transnationale : « Si nous étendons le contexte spatial de l'histoire américaine, [...] le récit central est transformé non seulement dans sa position géographique mais aussi dans son contenu » (p. 59). Le cadre de référence transnational est suffisamment large pour permettre de réévaluer l'importance relative des thèmes nationaux. Ainsi, les Africains furent bien plus nombreux à traverser l'Atlantique que les Blancs : si nous élargissons notre cadrage au transit transatlantique, il devient difficile de réduire le passé africain-américain « aux marges, ou même de le qualifier de malheureuse exception à une histoire plutôt positive » (p. 60).

La perspective de T. Bender est celle d'un Américain libéral et cosmopolite bien conscient du ton provincial de l'historiographie américaine classique. Pour lui, les États-Unis ne sont pas une nation excentrée mais, au contraire, sont ouvertes aux influences étrangères, liées à l'humanisme libéral, au sécularisme et au cosmopolitisme européens. Conscient des courants contraires, « illibéraux » (p. 294), il minimise pourtant le rôle du fondamentalisme et de l'évangélisme. De fait, il mentionne à peine la religion, même s'il note que protestants comme catholiques justifiaient leur installation dans le Nouveau Monde en termes providencielles. Il passe rapidement sur certains thèmes qui pourraient distinguer les États-Unis du reste du monde, mais il en va de même d'autres sujets susceptibles de promouvoir l'idée de connexions à l'échelle globale. La « culture populaire » n'est guère abordée, par exemple, alors qu'un examen de l'expansion culturelle américaine à l'étranger pourrait aider à comprendre l'empire américain. En fait, l'auteur se concentre surtout sur l'histoire politique, sociale et intellectuelle.

Aussi impressionnant que soit ce livre, il ne peut complètement rendre compte de la façon dont les États-Unis s'insèrent dans des tendances plus larges tout en cherchant, parfois, à s'y soustraire. Les États-Unis ont simultanément favorisé la globalisation pour tirer avantage du commerce, de l'investissement, de l'immigration, de la technologie et des idées venus de l'étranger, et cherché à se protéger des effets de cette même mondialisation. L'existence de tarifs douaniers protecteurs dans une nation ostensiblement engagée dans une politique de la « porte ouverte » est un cas classique de cette tension, et pourtant la politique douanière n'est mentionnée qu'en passant (p. 235). Il faut donc étudier l'impact de la structure de l'État-nation américain et de l'idéologie nationaliste de l'exceptionnalisme sur les relations transnationales pour comprendre la relation troublée et inégale entre les États-Unis et le monde à l'époque contemporaine. T. Bender est tout à fait conscient des différences comme des similitudes entre les histoires nationales, qu'il voit comme une question de contextes et de degrés : les États-Unis sont une « nation parmi les nations » dans un monde en voie de globalisation. Une autre perspective aurait été de décrire les processus contradictoires d'une nation qui veut à la fois être dans le monde sans être du monde. L'auteur reconnaît l'existence de cette question quand il se demande comment les dirigeants américains réussissent à la fois à invoquer l'exceptionnalisme américain et à croire que les modèles américains peuvent être exportés à l'étranger.

Aussi le livre de T. Bender est-il d'une grande importance actuellement, à un moment de controverse sur la place des États-Unis dans l'ordre mondial de ce début du XXI^e siècle. Il faut espérer que les historiens construiront sur cette œuvre érudite, élégamment écrite, pionnière et novatrice, une historiographie détaillée de l'Amérique transnationale. En attendant, cet ouvrage joue un rôle tout aussi important, celui d'éduquer les Américains (et les citoyens d'autres pays) aux liens entre leur nation et le monde.

IAN TYRRELL

(traduction de NICOLAS BARREYRE)

Tangi Villerbu

La Conquête de l'Ouest. Le récit français de la nation américaine au XIX^e siècle

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2007, 306 p.

À partir d'un vaste corpus imprimé (relations de voyages, mémoires, correspondances, comptes rendus de missions, œuvres à caractère scientifique ou de vulgarisation), Tangi Villerbu entend montrer comment l'histoire américaine a pu se forger à travers des regards croisés de part et d'autre de l'Atlantique. Il insiste sur les faiblesses de l'œil de l'explorateur puis du voyageur, soucieux d'une précision illusoire de son témoignage (en concurrence ou connivence avec la photographie à la fin du XIX^e siècle), surtout lorsqu'il marche sur les traces de ses prédécesseurs et bénéficie de leur réseau d'amitiés et de lettres de recommandation. Ainsi, les premiers récits publiés en France (le *Nouveau voyage dans les États-Unis de l'Amérique septentrionale fait en 1788* de Jacques-Pierre Brissot en 1791, le *Tableau du climat et du sol des États-Unis* de Constantin-François Volney en 1803, ou le *Voyage à l'ouest des monts Alleghanys* de François-André Michaux, en 1804) n'ignorent pas les *Lettres d'un cultivateur américain* de Hector Saint-John de Crèvecoeur, disponibles dès 1784.

L'autre affirmation qui construit la thèse est celle d'une géographie évolutive de l'Ouest ou, plutôt, des Ouest américains : d'abord limité au Texas, de la colonie du Champ d'Asile (1818-1819) à la vallée de l'Ohio, que dépasse François Perrin du Lac en 1802, l'espace des voyageurs français prétend bientôt atteindre les limites extrêmes de la civilisation européenne (Alexis de Tocqueville et Gustave de Beaumont), et le Mississippi devient la nouvelle frontière à franchir jusqu'au Kansas et au-delà. Un au-delà que figure la prairie, largement laissée à des pionniers admirés et aux chercheurs d'or qui se ruent vers la Californie à partir de 1849, munis de guides compilés dans l'urgence. L'obstacle tombe véritablement avec la construction du chemin de fer transcontinental, dont Louis-Laurent Simonin porte témoignage dans les années 1860 (comme il le fait des grands traités de Fort Laramie avec les Indiens ou de l'évolution de San Francisco).

Les relations de la décennie 1870 (telle celle de Louis de Turenne) prennent acte des paysages domptés, du développement urbain induit par une colonisation à outrance, à laquelle participent les Français au Kansas. La nature même du voyage se transforme au lendemain de la guerre de Sécession : tandis qu'une élite cherche « des icônes dans le paysage de l'Ouest par nécessité nationaliste » (p. 34), se développe une industrie du tourisme qui se décline dans les années 1890 en souvenirs et en photographies. Les grandes compagnies ferroviaires en sont les principales bénéficiaires, créant chacune leur parc national : le Yellowstone pour la Northern Pacific, le Yosemite pour la Southern Pacific, etc. S'arrêtant sur le premier, l'auteur énumère onze récits de touristes français participant du lyrisme ambiant sur la nature vierge – elle est *de facto* rendue telle par une présence massive de l'armée et l'exclusion subséquente des natifs, des chasseurs blancs et des miséreux.

En définitive, la lente organisation des américanistes français dans le dernier tiers du XIX^e siècle (diverses sociétés, un Congrès international à partir de 1874) ne se traduit pas par une réelle ouverture sur l'Amérique du Nord, ni sur la mise en forme méthodologique d'une véritable histoire de l'Ouest, avant l'*Histoire des États-Unis* d'Auguste Moireau en 1892 et surtout l'*Histoire politique et sociale du peuple américain* de Désiré Pasquet (1924-1931). Dans le sillage de Tocqueville, les essais sur les fondements institutionnels et économiques de la liberté et de la démocratie sont privilégiés, de même que les études sur le Nord-Est. Avant de se consacrer presque exclusivement aux nouveaux espaces coloniaux français à partir des années 1840 (ou 1870 pour une revue comme *Le Tour du monde*), l'École française de géographie s'empare des relations des grandes expéditions, et particulièrement du récit de Meriwether Lewis et William Clark, pour n'en retenir que les descriptions des paysages et des reliefs. Il faut attendre 1908 pour que Lucien Gallois essaie d'appliquer à l'Ouest les principes de Paul Vidal de la Blache sur le « milieu géographique ». Dans les années suivantes, les géographes français, invités par leurs collègues américains, feront davantage des excursions touristiques que de véritables investigations

de terrain. Héritiers de Frédéric Le Play, les tenants des sciences sociales (Claudio Jannet, Max Leclerc, Paul de Rousiers, Émile Levasseur), combinant lectures et analyse de terrain, apportent bien davantage sur les systèmes de mise en valeur du territoire, et sur les sociétés ou les entreprises humaines qui en sont nées.

Cet accouchement difficile d'une culture savante de l'Ouest se fait concomitamment à la diffusion rapide d'une culture de masse, au cœur de laquelle figure l'œuvre de James Fenimore Cooper. Il est le seul auteur étranger accueilli dans le *Panthéon populaire illustré* destiné à un public enfantin et catholique, moyennant une altération du texte original, tronqué ou victime de traductions moralisantes. Gabriel Ferry ou Gustave Aymard s'engouffrent dans la brèche du « western » littéraire ainsi ouverte et, nourrissant la même mémoire, sont traduits Outre-Atlantique. Autant d'ouvrages largement édités en province, où circulent aussi les *Annales de la propagation de la foi*, vantant les succès missionnaires dans les nouveaux territoires, toutes aventures de librairie fort bien mises en lumière par l'auteur qui, analysant également leurs contenus, s'attache à l'image de la Californie, du Texas, aux questions de l'esclavage et de la guerre de Sécession, à des figures comme celles de Daniel Boone, du mineur, du fermier et du cow-boy. L'Ouest enfin est visuellement présent à Paris : visite des Indiens Osages à Charles X en 1827 ; spectacle-exposition à vocation mémorielle de George Catlin en 1845 ; panorama des expéditions de John C. Frémont au Théâtre des Variétés en 1850 ; présence américaine dans les expositions universelles avec, en 1889 puis 1905, le *Wild West Show* de Buffalo Bill, qui donne à voir de véritables acteurs de la conquête, incarnant un idéal de virilité guerrière et déjà inscrits dans le récit national américain – dont les avatars occidentaux s'épuisent avec la disparition de l'espace à coloniser.

Sans doute les allers-retours chronologiques et thématiques déconcerteront-ils parfois le lecteur, mais la démonstration d'une construction prospective (au regard de la marche vers l'Ouest) et transatlantique d'une identité américaine est des plus convaincantes, donnant une autre dimension à ce que

l'on sait de relations internationales complexes et engageant une fois de plus le chercheur à réfléchir à l'écriture de l'histoire et à la création des stéréotypes.

PHILIPPE BOURDIN

Susan Branson

These fiery Frenchified dames.

*Women and political culture
in Early national Philadelphia*

Philadelphie, University of Pennsylvania
Press, 2001, 218 p.

L'historienne américaine Susan Branson propose une analyse stimulante de la participation des femmes de Philadelphie à la culture politique de la ville durant les deux dernières décennies du XVIII^e siècle. Son livre offre un aperçu condensé d'une des perspectives importantes de l'historiographie américaine concernant le lien entre genre, politique et société. En critiquant la représentation de la « Republican motherhood » brillamment décrite par Linda Kerber en 1980¹, S. Branson cherche à démontrer que cette idéologie si puissante n'a pas eu de conséquences aussi restrictives que les historiens ont bien voulu le dire. Ainsi, sans être citoyennes, les femmes ont largement participé à l'élaboration d'une culture politique partisane, ce qui permet aussi de comprendre l'engagement politique féminin à partir des années 1840. Le souhait de S. Branson est donc de jeter un pont entre l'histoire des femmes du XVIII^e et celle du XIX^e siècle. Elle insiste fortement sur l'influence de la Révolution française, et sur l'exemple français en général, dans la constitution d'une culture publique américaine où les femmes ont joué un rôle non négligeable.

L'auteur développe son argument en quatre chapitres bien menés, traitant de l'expansion d'une culture de l'écrit, des réactions féminines vis-à-vis de la Révolution française, des femmes auteurs et actrices dans le théâtre américain et du rôle des femmes au sein des salons politiques. Si Philadelphie, ville la plus importante de la jeune nation et capitale des États-Unis entre 1791 et 1800, constitue le cadre géographique de son étude, S. Branson

n'hésite pas à utiliser des exemples provenant d'autres villes, ainsi lorsqu'elle raconte le toast proposé aux républicains français par des femmes du New Jersey le 4 juillet 1800. Il en résulte un livre court mais stimulant, nourri d'une réflexion historiographique intéressante et s'appuyant sur des sources aussi bien familiales que publiques. Si le lecteur reste souvent sur sa faim, c'est que les questions soulevées auraient toutes mérité un traitement plus ample.

En insistant sur l'importance d'une révolution des communications induite par la culture de l'écrit, S. Branson se place aux côtés de nombreuses autres historiennes des femmes pour montrer à quel point le développement de magazines et d'œuvres littéraires visant un lectorat féminin permet une discussion sur la place des femmes dans la famille et dans la société. Ici, les écrits et les exemples européens jouent un rôle non négligeable. Judith Sargent Murray, essayiste et journaliste, réagit ainsi avec véhémence contre le message de l'*Émile* de Jean-Jacques Rousseau et défend le développement de l'éducation féminine dans une perspective professionnelle. Plus provocateur, le livre de l'Anglaise Mary Wollstonecraft² suscite de nombreuses discussions au sein des milieux cultivés féminins américains, discussions dont on trouve l'écho jusque dans des discours d'élèves de la Young Ladies Academy. La circulation des idées transatlantiques encourage en effet des critiques concernant l'inégalité entre homme et femme, d'autant que Philadelphie accueille de nombreux visiteurs européens, puis des réfugiés français à partir de 1793. S. Branson décrit la manière dont les femmes de l'élite, tout comme celles des classes populaires, s'emparent de symboles révolutionnaires français pour montrer leur engagement dans les débats politiques contemporains, provoquant l'exclamation de l'éditeur francophobe William Cobbett qui donne son titre à ce livre : « J'aimerais autant une poignée de diables dans ma maison qu'un noyau de ces dames enflammées francisées » (p. 72). Si la complexité des événements révolutionnaires français génère bien évidemment des comportements divers, le fait que les femmes s'emparent de manière partisane des messages français illustre cependant, selon l'auteur, une maturité

de la conscience politique féminine acquise depuis l'indépendance américaine.

Les deux derniers chapitres tentent de montrer cette maturation dans la sphère plus culturelle des théâtres et des salons. Sur la scène, les femmes, actrices et auteurs, jouent de nouveaux rôles publics et contribuent, selon S. Branson, à l'élaboration d'une culture nationale politique. L'exemple de la pièce intitulée *Slaves in Algiers: A struggle for freedom* (1794) est particulièrement éloquent, car l'on y voit comment l'auteur, Susanna Rawson, joue sur les fibres nationaliste, patriote et féministe pour présenter la lutte pour la liberté d'une Américaine réduite en esclavage par des pirates algériens. La tonalité des discours est moins féministe dans les salons de la capitale américaine, mais les femmes y jouent des rôles tout aussi déterminants. En prenant l'exemple d'Anne Bingham, épouse d'un sénateur fédéraliste, S. Branson développe l'argument relativement convenu de l'importance des femmes dans cet espace hautement politisé, malgré son cadre domestique. De manière plus inattendue, elle montre à quel point la culture européenne, et surtout française, confère une autorité aux salonnières.

Si le livre suggère de nombreuses pistes de réflexion sur la multiplicité des lieux et des formes de l'engagement féminin, et sur la circulation des idées transatlantiques, la brièveté des chapitres laisse cependant un grand nombre de questions en suspens. Le lecteur risque d'être irrité par la méconnaissance de l'historiographie française de la part de l'auteur, notamment quand il s'agit d'analyser la manière dont les cultures du salon américaine et française diffèrent. Écrire que les salons français rejettent explicitement la politique, c'est oublier un peu vite des figures comme Madame de Staël ou Madame Roland, ainsi que l'histoire complexe des salons français. De même, on aimerait connaître beaucoup plus précisément l'évolution des rapports entre exilés français et élites urbaines américaines en fonction des événements révolutionnaires. Mais l'intérêt de ce livre réside dans sa façon d'articuler l'histoire politique et l'histoire culturelle d'une période brève, afin de montrer la place que prennent les femmes dans l'espace public. Qu'elles s'habillent en bleu, blanc, rouge, pour accueil-

lir l'ambassadeur français Edmond Genêt en mai 1793, ou qu'elles fassent les frais de débats politiques, comme Deborah Logan dont l'époux George Logan part en mission de paix avec la France en 1798, les citoyennes américaines sont incontestablement présentes dans la sphère publique.

REBECCA ROGERS

1 - LINDA KERBER, *Women of the Republic: Intellect and ideology in Revolutionary America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1980.

2 - MARY WOLLSTONECRAFT, *A vindication of the rights of women, with strictures on moral and political subjects*, Philadelphie, William Gibbon, 1792.

Raymond J. A. Huel

Archbishop A.-A. Taché of St. Boniface: The « Good fight » and the illusive vision
Edmonton, University of Alberta Press, 2003, 429 p.

Mark G. McGowan

Michael Power: The struggle to build the Catholic Church on the Canadian frontier
Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005, 378 p.

La biographie d'évêque – ou d'archevêque – est un genre qui se porte bien dans l'historiographie catholique. Il n'est qu'à voir, pour la France, les ouvrages récents consacrés aux acteurs de la crise moderniste pour s'en convaincre¹. Au-delà d'une contribution au renouveau du genre biographique, on peut voir là une spécificité de l'histoire catholique. La structure hiérarchique de l'Église induit que le regard se porte vers l'évêque comme guide de la communauté des fidèles. L'Amérique du Nord ne déroge pas à la règle. Mais, jusqu'à présent, les figures épiscopales demeuraient trop souvent nimbées d'une aura de sainteté, il restait donc à les faire descendre de leur piédestal. Qualifier d'apôtre tous les premiers évêques des nouveaux diocèses du continent contribuait en effet à obscurcir la réalité de leur action comme de leur personnalité en les dissimulant derrière l'hagiographie. De ce point de vue, les deux biographies récentes de l'archevêque de Saint-Boniface (Manitoba),

Alexandre-Antoine Taché, et de l'évêque de Toronto, Michael Power, constituent les jalons d'une nouvelle histoire de la fonction épiscopale en Amérique du Nord tant leurs auteurs savent se détacher, sans fracas pour autant, d'une tradition encore trop hagiographique.

Raymond J. A. Huel et Mark G. McGowan posent à l'histoire des débuts du catholicisme en Amérique du Nord des questions fondamentales. Une fois passées les interrogations de rigueur sur une vocation sacerdotale dont la réalité est de toute façon difficile à atteindre – A.-A. Taché est issu d'une famille patricienne du Bas-Canada au sein de laquelle le service de l'Église est chose normale, mais il semble avoir ressenti une forme d'appel intérieur, alors que M. Power, fils d'immigré irlandais d'Halifax, doit son accession à la prêtrise à la volonté de sa mère et du curé de sa paroisse, et connut une crise sérieuse à ce sujet une fois au séminaire – le premier problème posé est celui de la formation du séminariste aux rigueurs de la mission sur les marges du peuplement euro-américain. R. Huel comme M. McGowan s'accordent sur un point : la formation dispensée dans les séminaires canadiens ne prépare en rien au métier de missionnaire. Mais leur raisonnement s'appuie sur un postulat discutable : le séminaire forme avec justesse aux conditions « normales » de la prêtrise, mais ne peut répondre aux exigences d'une situation de « Frontière », décrite dans les deux cas avec un grand classicisme. Sans doute aurait-il été plus intéressant de se demander si le séminaire forme dans tous les cas des prêtres véritablement adaptés à leur tâche, que ce soit sur les rives du Saint-Laurent, dans les forêts ontariennes ou la prairie du Manitoba ou si, dans le face-à-face avec les fidèles, le prêtre, où qu'il se trouve, ne demeure pas un étranger radical par sa formation, sa nature même ?

Cela dit, au-delà des difficultés quotidiennes inhérentes à leur métier, M. Power comme A.-A. Taché sont remarquables pour leurs qualités. Après des années dans divers postes au Bas-Canada, le premier est ordonné évêque de Toronto en 1841, tandis que le second, engagé tôt chez les Oblats de Marie-Immaculée et en poste dès 1846 dans le Nord-Ouest, est nommé co-adjuteur de Saint-Boniface en 1850

et évêque en 1853. Dans ces fonctions épiscopales se nichent et vont trouver à s'exprimer les plus grandes spécificités de ces périphéries du monde catholique, car ces évêques ont en fait à créer leur diocèse : il leur faut recruter du personnel, administrer un vaste territoire sur lequel les fidèles, comme les prêtres, apprécient parfois l'éloignement du siège épiscopal et construire dans la relation à l'autorité politique une vision de l'avenir de la région. Le recrutement est un problème capital pour tous les évêques nord-américains. Faute de vivier local, la solution passe pour eux par la tournée européenne. A.-A. Taché a la tâche *a priori* la plus aisée, puisqu'il bénéficie du réseau des oblats. Mais les choses ne sont pas si simples : personne ne se bouscule, en France, pour les missions du Nord-Ouest canadien et le voyage dans l'Hexagone de 1857 ne débouche pas sur autant de vocations que prévu. M. Power est dans une situation encore plus délicate, car il doit recruter des missionnaires anglophones, francophones, voire germanophones et, pour cela, activer des réseaux les plus larges possibles. En 1847, il séjourne plusieurs mois en Europe, de Rome à Paris et de Londres à Dublin. Les résultats sont bien maigres. M. McGowan n'en donne guère d'explications, si ce n'est le cas particulier d'une Irlande alors ravagée par la famine. Deux explications liées entre elles sont pourtant clairement envisageables : ce ne sont pas les vocations missionnaires qui manquent, notamment en France, mais elles se portent peu vers l'Amérique du Nord et davantage vers l'Asie, porteuse d'un imaginaire vraisemblablement plus riche. De surcroît, le maigre stock de prêtres qui demeurent disponibles est l'objet d'une vive concurrence. En effet, M. Power n'est pas le seul, dans ces quelques mois de 1847, à tenter de recruter : Joseph Crétin arpente les mêmes lieux au même moment pour le compte de Mathias Loras, évêque de Dubuque dans l'Iowa, et dit bien son amertume dans ce combat entre diocèses nord-américains. Il y a là un problème demeuré dans l'ombre et sur lequel il faudra se pencher, celui des tournées de recrutements des évêques missionnaires et donc de la constitution et de la confrontation de réseaux qu'il faut bien, malgré leurs spécificités, appeler migratoires.

Qu'ils soient présents dans le diocèse avant l'arrivée de l'évêque ou qu'ils aient été recrutés par lui, les prêtres doivent être encadrés : l'institution romaine exige une hiérarchisation stricte, sur laquelle A.-A. Taché comme M. Power ont fait preuve d'une réelle intransigeance. M. Power, avant même de parvenir à Toronto, avait expédié là-bas ses instructions. Sur place, il réunit immédiatement un synode, rédige une constitution reflet de son ultramontanisme militant et impose à ses prêtres une retraite. Mais son idéal d'ordre, sa volonté de tenir fermement en main ses prêtres, se heurte à la résistance, le plus souvent passive, de nombre d'entre eux. Face au manque de personnel comme à ce qu'il pense être l'insuffisance d'une partie du clergé sur place, il fait appel à des jésuites français pour assurer les missions indiennes dans l'ouest du diocèse – la réussite de ces jésuites est d'ailleurs très discutable, notamment dans leurs relations aux protestants. A.-A. Taché tente de même de réaffirmer en permanence son autorité et ne supporte pas qu'une quelconque parcelle de celle-ci lui soit contestée. Cela le mène au conflit avec les pères Bermond (d'origine canadienne, il refusait le recrutement d'oblats français), Végreville (jugé trop ambitieux malgré ses grandes et indispensables compétences linguistiques) ou Belcourt (trop indépendant, il est envoyé aux États-Unis) ou même avec les Sœurs grises dont il n'appréciait guère qu'elles disposent d'une source d'autorité propre. Dans son diocèse, A.-A. Taché voulait que chacun lui obéisse mais il n'est guère original en cela : les conflits entre évêques et ordres ou congrégations missionnaires sont légion dans l'Amérique du Nord du XIX^e siècle. Là encore, on peut regretter que les auteurs des deux biographies n'aient pas manié la comparaison et le changement d'échelle plus fréquemment, afin de s'éloigner quelque peu des réalités diocésaines.

Enfin, M. McGowan et R. Huel abordent un problème épineux sur lequel A.-A. Taché a finalement échoué, tandis que M. Power n'a pas eu le temps d'imposer sa marque, celui de la relation au monde, de l'insertion du catholicisme dans la société canadienne. M. Power meurt en effet dès 1847, victime de l'épidémie de typhus qui avait atteint les migrants

irlandais, et il est délicat de juger de la portée d'une œuvre somme toute courte. Ses relations avec l'autorité politique sont dans l'ensemble bonnes. Il entretient des amitiés au-delà des cercles catholiques et ne cherche jamais la confrontation directe si le pouvoir est trop visiblement d'inspiration protestante. Ainsi, la querelle des écoles catholiques qui naît en ces années 1840 le voit faire preuve d'une grande modération. Il faut sans doute nuancer à ce sujet les propos de M. McGowan : au plus fort du conflit, lorsque les écoles catholiques sont directement menacées d'être contrôlées par des institutions protestantes, M. Power est en Europe, en quête de prêtres. Affirmer qu'il « aurait » manifesté à cette occasion, eût-il été présent, son pragmatisme habituel est curieux. À son retour, le typhus l'emporte, et son bilan, bien que maigre, semble positif. Fermement attaché à la Couronne et au principe d'obéissance au pouvoir en place, il a su éviter les heurts. En revanche, A.-A. Taché avait un grand rêve : créer un foyer de peuplement français et catholique dans l'Ouest, l'exact pendant du Québec. R. Huel dresse à ce sujet un bilan sévère : par son attitude lors des rébellions de 1869 et 1885, A.-A. Taché a contribué à diviser les métis et les Canadiens-Français. Il n'a jamais su former un clergé local et il n'a finalement pas pu parvenir à provoquer, comme il le souhaitait, un vaste mouvement migratoire vers la prairie, faute de soutiens au Québec, comme parmi les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. De surcroît, tout à son obsession, il ne voit pas s'installer la nouvelle réalité de son diocèse, où se développe un catholicisme non francophone auquel il n'est pas préparé. À sa mort en 1894, la querelle des écoles bat son plein et signale l'échec de son grand projet.

Voici, somme toute, deux ouvrages majeurs pour comprendre l'histoire catholique de l'Amérique du Nord, certes, mais aussi, plus largement, les modalités de la conquête et du peuplement euro-américain de l'intérieur du continent. Ils parviennent, malgré quelques défauts qui n'entachent en rien leur qualité générale, à apporter des connaissances nouvelles sur la structuration des communautés migrantes du continent.

TANGI VILLERBU

1 - CHRISTIAN SORREL, *Libéralisme et modernisme, M^{gr} Lacroix (1855-1922) : enquête sur un suspect*, Paris, Éditions du Cerf, 2003 ; LOUIS-PIERRE SARDELLA, *M^{gr} Eudoxe Irénée Mignot (1842-1918) : un évêque français au temps du modernisme*, Paris, Éditions du Cerf, 2004.

**Elizabeth Fox-Genovese
et Eugene D. Genovese**

The mind of the master class.

History and faith in the Southern

slaveholders' worldview

New York, Cambridge University Press,
2005, 828 p.

Eugene D. Genovese n'est plus à présenter. Seul, ou avec son épouse, il a écrit quelques-uns des plus importants travaux sur l'histoire de l'esclavage aux États-Unis, défendant, comme ici, un marxisme assez classique. La question posée tout au long des vingt-deux articles regroupés (publiés entre 1986 et 2004) est celle des contradictions internes à la société du Vieux Sud, écartelée entre des positions résolument conservatrices, l'insertion dans une économie-monde capitaliste et la défense d'une conception très particulière de la « liberté » et de la « république ». Comme l'indique le sous-titre, c'est essentiellement à travers la manière dont les Sudistes ont appréhendé l'histoire et la religion que les deux auteurs illustrent cette contradiction. L'ouvrage – une somme érudite d'une extrême densité – est donc fortement cohérent, ce qui n'est pas toujours le cas des recueils d'articles. On n'y trouvera pas une vision d'ensemble de la question, ni même une tentative visant à combiner et à relier les diverses composantes de « l'esprit » de la « classe » des planteurs. Procédant par exemple de manière souvent empirique, les auteurs présentent davantage les choses qu'ils ne les discutent. Mais ils nous font part d'une série d'éclairages, tous subtils et intéressants, permettant de saisir de l'intérieur diverses facettes de la pensée et de l'imaginaire sudiste. On pourrait dire, à ce niveau de l'analyse, qu'il s'agit d'un bel essai d'histoire compréhensive, pour reprendre la terminologie de Weber. Ce qui est à saluer dans un domaine où les analyses « explicatives », univoques, sommaires et linéaires dominant sou-

vent. Écartant de vieux débats non réglés, les deux auteurs se refusent d'emblée à définir leurs « Sudistes », considérant que, planteurs ou non, tous partageaient les mêmes valeurs et que celles-ci, par gradation, s'exprimaient le plus clairement au sommet : plus les planteurs disposaient d'esclaves, plus ils étaient aisés, et plus ils étaient susceptibles de bénéficier d'une solide éducation, s'adonnant alors à la pensée et à l'écriture. L'histoire peut être une tragédie, notent les deux auteurs, ajoutant qu'elle n'est pas un mélodrame, afin d'expliquer qu'ils peuvent – évidemment – rejeter totalement l'institution esclavagiste tout en montrant du « respect » (p. 5) pour les planteurs. Ils ne souhaitent ni les accabler ni les défendre, simplement comprendre.

Il est impossible de résumer les multiples apports de cet ouvrage. On y trouvera des données remarquables sur la manière dont les Sudistes ont perçu l'ère des révolutions, aussi bien en Europe – Russie incluse – qu'aux Amériques (chap. 1 et 2), saluant la défaite des vieilles monarchies tout en condamnant les excès révolutionnaires, attitude qui résulte d'une tension interne entre ordre et liberté, corporatisme et individualisme. On notera la référence constante à des modèles hérités de l'Antiquité classique (d'autant plus recherchés que l'esclavage était alors considéré comme plus ou moins « naturel ») et l'attachement aux principes d'une religion révélée. Chez les Sudistes, la foi est tout aussi bien synonyme de tolérance vis-à-vis des autres croyances, de débats internes fort vifs (calvinistes/arminiens) et d'attaques virulentes contre les méthodistes (chap. 14 et 19). On voit ainsi qu'au-delà d'évidentes instrumentalisation des textes sacrés, ce sont bien deux conceptions différentes de la foi qui opposèrent les planteurs sudistes aux abolitionnistes du Nord (chap. 17). Pour les uns, incarnation de l'Esprit, le monde devait être accepté dans sa totalité, esclavage compris. Pour les autres, suite au *revival* et à l'éthique de la rédemption, il incombait au fidèle de lutter afin de rendre le monde meilleur, l'adaptant ainsi à sa vision de l'Esprit. Nourris d'une culture classique (et donc de l'idée d'un temps cyclique) et chrétienne (adhérant ainsi, contradictoirement, à une vision linéaire de l'histoire avec une attention particulière pour le Moyen Âge), croyant sincèrement à leurs « idéaux »,

désirant se justifier, et conduits à une sorte de surenchère à mesure que les attaques se multipliaient contre eux, nombre de Sudistes se perçurent comme les « chevaliers » d'une société « juste ». Au-delà du calcul économique, l'esclavage représentait à leurs yeux un type de « contrôle racial » et, plus encore, un type de relation sociale permettant à quelques-uns (les grands planteurs) d'être réellement « libres » et de remplir ainsi au « mieux » leurs « devoirs » ; vision assez proche de celle des Athéniens du ^v^e siècle avant J.-C., selon le paradoxe classique établi par Moses Finley. Les femmes, dans l'affaire, jouèrent un rôle non négligeable : acceptant d'être plus soumises que leurs homologues du Nord aux règles de leur société, mais se présentant comme plus « libres », et contribuant à rappeler à leurs maris et enfants quelles étaient leurs obligations (chap. 12). Optimistes mais se sentant menacés, pensant pouvoir éviter le retour cyclique de la « décadence », se présentant comme l'ultime rempart contre les méfaits d'un capitalisme poussant à la dissolution des liens sociaux et à un esclavage sans freins, et contre ceux, tout aussi condamnés, d'un égalitarisme révolutionnaire, les Sudistes dépeints par les auteurs perçurent leur défaite comme une sorte de captivité à Babylone. Des questions demeurent, une fois le livre refermé, notamment celle des liens, forcément complexes, entre les valeurs affichées afin de se justifier, les croyances profondes et les actes véritables (le divorce est évident, par exemple, entre l'éthique du « bon » maître – chap. 11 – et l'oppression inhérente à tout système esclavagiste). Mais cet ouvrage essentiel nous permet de mieux comprendre l'infrastructure mentale des planteurs du Sud, ainsi que le rôle majeur que la religion a pu y jouer, initiant une sorte de « théo-politique » (p. 613).

OLIVIER PÉTRÉ-GRENOUILLEAU

James K. Hogue

Uncivil war: Five New Orleans street battles and the rise and fall of radical reconstruction
Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2006, XII-227 p.

Depuis la synthèse magistrale d'Eric Foner, publiée en 1988, l'étude de la Reconstruction

américaine n'a guère changé. Certes, de manière dispersée, les historiens ont continué à empiler les monographies locales ou creusé la dimension du genre, mais sans que cela n'altère fondamentalement notre vision globale de la période.

Étonnamment, c'est de l'histoire militaire que vient le renouveau. L'excellente intuition initiale de James Hogue est d'analyser la Reconstruction comme un conflit politique armé. Le Sud des lendemains de la guerre de Sécession était tout sauf pacifié. Quatre années de guerre, et la soudaine émancipation des quatre millions d'esclaves ont complètement désorganisé la société sudiste, et le chaos favorise les éruptions de violence. Le grand mérite de J. Hogue est de ne pas traiter cette violence comme un épiphénomène, mais au contraire comme un élément central à la Reconstruction, pendant laquelle les différents groupes sociaux du Sud, et ceux du Nord par l'intermédiaire du gouvernement fédéral, luttent pour reconstruire un nouvel ordre politique et social. Comme l'auteur le souligne à juste titre dans son introduction, les historiens ont trop souvent appliqué à cette situation instable la grille d'analyse classique d'un système politique stable de compétition entre partis, oubliant qu'un tel paradigme présuppose l'adhésion paisible de la population. Cette condition était singulièrement absente dans le Sud de l'après-guerre civile.

Se concentrant sur la Louisiane, J. Hogue suit, comme l'annonce son titre, cinq « batailles de rue » à La Nouvelle-Orléans, de 1866 à 1877. Il en fait une véritable histoire militaire : il explicite les conditions politiques qui ont mené à chacune des confrontations, les enjeux pour les groupes en présence, le détail des opérations, et enfin les résultats aussi bien en termes de forces humaines que de conséquences politiques. Cette approche, très féconde, lui permet de distinguer trois phases dans l'utilisation politique de la violence en Louisiane. La première correspond à une violence politique désordonnée, désorganisée, tous azimuts. Elle culmine avec le massacre à La Nouvelle-Orléans, le 30 juillet 1866, de plusieurs dizaines d'anciens soldats du Nord, Noirs pour la plupart. Mais cette situation provoque une réaction vive du gouvernement fédéral, et le Sud se retrouve bientôt sous gouvernement militaire.

La deuxième phase correspond à l'organisation paramilitaire du terrorisme politique. Alors que le gouverneur républicain de Louisiane, ayant tiré les leçons des années précédentes, met en place une force de police relativement efficace, les opposants à la Reconstruction organisent de véritables milices, qui sèment la terreur dans la campagne louisianaise, mais sans pouvoir s'imposer à La Nouvelle-Orléans.

La troisième phase est celle du coup d'État. Les opposants à la Reconstruction tirent les leçons à la fois de leur succès à semer la terreur dans la campagne, et de leurs échecs précédents à La Nouvelle-Orléans. Mêlant habilement le jeu politique et l'action militaire, ils mettent en place un contre-gouvernement déclaré légitime (les élections étant tellement entachées par les violences et les fraudes que nul n'est capable d'en connaître le résultat) tout en empêchant, par un coup d'État militaire, les autorités républicaines de fonctionner. La crise électorale de 1876 leur permet alors de mettre le gouvernement fédéral devant le fait accompli.

Par son analyse militaire, J. Hogue peut donc réévaluer l'histoire politique de la Reconstruction, vue de la Louisiane. Il souligne le caractère tragique des divisions internes du parti républicain louisianais et des incohérences de la politique présidentielle. Il montre bien l'incapacité de l'armée fédérale à intervenir efficacement dans la durée en l'absence d'une ligne politique constante. Surtout, J. Hogue conclut à raison que les républicains n'avaient pas face à eux, dans le Sud, une opposition politique, mais un mouvement contre-révolutionnaire que le jeu démocratique a été impuissant à canaliser. Les armées nordistes ont su combattre les armées sudistes. Le jeu partisan du Nord n'a pas su garantir les droits civiques et le fonctionnement républicain des institutions.

On atteint ici, assez vite, les limites de l'ouvrage, inhérentes à son approche restreinte aux aspects politico-militaires. Une grande place est faite aux actions des « leaders » des deux camps, sans que les motivations et les raisons d'agir des « anonymes » qui se sont mobilisés et battus ne surgissent. L'auteur, souvent, ne fait que poser des hypothèses, non démon-

trées, pour expliquer l'émergence d'une contre-révolution. Il nous faut désormais une véritable histoire socio-politique de ce phénomène. Dans cette perspective, probablement serait-il fécond de reposer la question en terme de « brutalisation »¹.

Surtout, et il s'agit d'un travers trop fréquent dans les études sur la Reconstruction, le Nord est totalement absent de cette histoire. Or, les réactions du gouvernement fédéral, et de son armée, dépendent étroitement de l'opinion publique et des élections qui ont lieu tous les deux ans dans un Nord dont il devient plus que jamais indispensable de comprendre les évolutions politiques.

Ces limites, toutefois, ne diminuent en rien la contribution essentielle de J. Hogue dans cet ouvrage : la Reconstruction a échoué sous les coups d'une contre-révolution, grâce à laquelle les anciens confédérés ont imposé un ordre social violent proche de celui pour lequel ils étaient entrés en guerre. Et les États-Unis d'aujourd'hui n'ont toujours pas fini de solder cet échec.

NICOLAS BARREYRE

1 - Voir NICOLAS BARREYRE, « Brutalisation américaine ? Les États-Unis à l'épreuve de la guerre civile », in PIETRO CAURASANO *et al.*, *Le XX^e siècle des guerres*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2004, pp. 41-49.

Rebecca J. Scott

Degrees of freedom.

Louisiana and Cuba after slavery

Cambridge, The Belknap Press

of Harvard University Press, 2005, 365 p.

L'ouvrage de Rebecca Scott offre une perspective comparatiste nouvelle sur deux sociétés post-esclavagistes de la fin du XIX^e siècle, la Louisiane et Cuba. À la différence d'ouvrages plus classiques sur le sujet, l'auteur ne s'étend pas sur les relations interraciales et la comparaison des modes de fonctionnement de deux sociétés esclavagistes étudiées comme autant de sociétés closes et fermées sur elles-mêmes, mais prend le parti d'ouvrir chacun de ces « mondes » à l'autre. La perspective est en effet pertinente et nouvelle en ce qu'elle per-

met de découvrir un espace de communication, matérialisé géographiquement par le golfe du Mexique, par lequel transitent pêle-mêle planteurs et anciens esclaves émancipés, travailleurs et soldats, commerçants ou encore rebelles en exil. Le golfe est un lieu de passage pour les hommes, bien sûr, mais aussi pour les marchandises et les idées. Le désenclavement de ces espaces autrefois réputés séparés donne à l'ouvrage de R. Scott une richesse particulière. Le monde caribéen et la Louisiane se font face et, dans la tourmente de la guerre civile ou de la guerre d'Indépendance, chacun sonde et voit chez l'autre le signe d'un possible changement, en retour, les revendications pour le plein accès aux libertés publiques, la mobilité d'une main-d'œuvre recherchée, ou encore le prix de vente des récoltes.

Si La Nouvelle-Orléans est un port dont la littérature nous a jusqu'ici inlassablement répété qu'il était tourné vers la France, l'Atlantique, ou encore la *Common Law* britannique et ses *public rights*, il est tout autant et plus directement encore tourné vers les Caraïbes. Le premier chapitre introduit ces deux mondes qui se font face comme deux mondes esclavagistes et brutaux qui, cependant, ne partagent pas les mêmes caractéristiques sociales et démographiques : la société cubaine post-esclavagiste présentant la particularité d'être une société pluri-ethnique où Chinois, Espagnols, Noirs et mulâtres se côtoient au quotidien pour le travail de la canne. Si la bataille politique qui se joue à Cuba dans le dernier tiers du XIX^e siècle est certes une lutte pour l'autonomie vis-à-vis de l'emprise coloniale espagnole, elle est tout autant et simultanément une indépendance à conquérir face aux inégalités de la plantocratie cubaine. Ce combat, assure R. Scott, qui poursuit là ses précédentes recherches sur le rôle des esclaves émancipés dans la lutte pour l'indépendance cubaine¹, ne s'arrête d'ailleurs pas à la reconnaissance formelle de l'égalité et de la liberté. Si les anciens esclaves participent de plus en plus à la vie publique, et si l'esclavage est aboli à Cuba à la suite de la guerre de Yara (1868-1878), la bourgeoisie sucrière blanche confine ses anciens esclaves dans des positions hiérarchiquement dominées, tout en continuant d'agiter le spectre de la révolution

haïtienne et de la possible apparition d'un nouveau Toussaint Louverture.

L'ouvrage trouve son objet le plus original dans les chapitres six et sept, où les connexions établies entre Cuba et la Louisiane sont rendues davantage visibles par l'étude de parcours individuels, comme celui de ces soldats louisianais d'ascendance africaine qui tentent de gagner leurs galons de citoyens en rejoignant les rangs de l'armée américaine. Paradoxalement, ces soldats qui partent combattre aux côtés des insurgés cubains sont aussi ceux qui occupent au sein des bataillons américains les positions hiérarchiques les plus inférieures et les plus exposées, sous le commandement de capitaines blancs. Ils y subissent de plein fouet les préjugés racialistes et racistes de la fin du XIX^e siècle, ceux-là même qu'ils entendent combattre en Louisiane mais qu'ils épousent finalement en intégrant les régiments de volontaires enrôlés pour combattre à Cuba, alors même que ceux-ci constituent des régiments qui seraient « naturellement immunisés » (les *Immunes*) contre les maladies tropicales.

Le terrain sur lequel se déploient les pratiques de domination est lui-même particulièrement hétérogène au sein des plantations cubaines, en particulier parce qu'il donne à voir des systèmes d'alliances interethniques particulièrement développés au regard de la société louisianaise, et des conflits de classes qui transcendent largement les appartenances ethniques. Mais, au tout début du XX^e siècle, il propose aux soldats afro-américains une société où il s'agissait de sécuriser des droits qui, pour être encore fragiles, apparaissent cependant bien plus assurés qu'en Louisiane où une division flagrante entre Blancs et hommes de couleur persiste encore – et pour longtemps – dans l'espace public. Cette comparaison, portée parfois au niveau micro local, constitue un outil indispensable pour comprendre toute la subtilité d'une lutte conjointe pour l'égalité sociale (*social equality*) dans deux sociétés dites émancipées, ainsi que pour mieux en saisir les limites, en particulier lorsque celles-ci s'exercent au sein de sociétés si lourdement structurées par l'économie du système plantocratique.

1 - REBECCA J. SCOTT, *Slave emancipation in Cuba: The transition to free labor, 1860-1899*, Princeton, Princeton University Press, 1985.

William Fitzhugh Brundage

The Southern past:

A clash of race and memory

Cambridge, The Belknap Press
of Harvard University Press, 2005,
XIII-418 p.

Depuis quelques années, les travaux américains sur les questions de mémoire se multiplient. La création récente du groupe de discussion H-Memory¹ est un signe du développement de ce type de problématique. Concernant les États-Unis, les ouvrages les plus nombreux portent sur la guerre de Sécession et ses significations. Dès les lendemains du conflit, en effet, émerge chez les anciens confédérés une idéologie particulière, dite de « la Cause perdue », qui crée le mythe d'un Sud de plantations fleuries, d'esclaves heureux au service de maîtres chevaleresques et de maîtresses pures, pour lequel les Confédérés se seraient vaillamment battus et qui aurait disparu avec la guerre de Sécession et la fin de l'esclavage. L'emprise de ce mythe sur la société américaine se mesure bien à la production culturelle – et historique – de la première moitié du XX^e siècle. L'immense succès d'*Autant en emporte le vent* n'est qu'un exemple parmi de nombreux autres de cette influence.

C'est donc à ce « passé sudiste » que s'intéresse William F. Brundage dans son dernier livre, celui de la Cause perdue, et le passé alternatif de la signification morale de la guerre et du moment glorieux de l'émancipation. Pour comprendre les fortunes diverses, et opposées, de ces deux mémoires, il pose au cœur de son argumentaire le lien étroit et dialectique entre politique et mémoire. L'auteur s'intéresse particulièrement au sens et aux effets des constructions mémorielles conflictuelles. S'appuyant sur les travaux français de Pierre Nora et Jacques Le Goff, il approche la mémoire dans ses usages légitimateurs de l'ordre social, et l'inscription des monuments et rituels dans l'espace public comme autant de stratégies pour imposer et pérenniser une mémoire.

W. Brundage distingue trois périodes dans le siècle qui suit la guerre de Sécession. La première, qui va jusqu'au début du XX^e siècle, voit la relégation des Noirs hors de l'espace public et l'inscription de la Cause perdue dans l'espace public. La ségrégation raciale croissante dans le Sud rend les célébrations de l'émancipation de moins en moins visibles, alors que la multiplication des monuments confédérés transforme durablement le paysage. La deuxième période, l'entre-deux-guerres, est celle des efforts concurrents pour légitimer par l'histoire universitaire ces deux mémoires antagonistes, alors que disparaissent les derniers témoins de l'époque de la guerre. Les États du Sud établissent leurs archives publiques, et les (rares) historiens noirs de profession s'organisent pour écrire leur histoire et la transmettre. La troisième période, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, voit la politique de la mémoire particulièrement liée aux développements urbains. Alors que les villes du Sud réinventent leurs centres historiques, réhabilitent les bâtiments, et en chassent les Noirs pauvres pour capitaliser sur l'essor du tourisme, les Noirs perdent nombre de leurs quartiers historiques, souvent rasés pour faire place aux autoroutes urbaines ou satisfaire aux nouvelles normes fédérales de salubrité – la démolition étant moins chère que la rénovation. Ce n'est qu'après la révolution des droits civiques que les Noirs retrouvent collectivement un capital politique suffisant pour peser sur les politiques urbaines et sauvegarder leurs lieux de mémoire.

Chacune de ces trois périodes fait l'objet de deux chapitres : le premier sur l'élite blanche du Sud, le second sur la communauté noire. Cette alternance est la première limite de l'ouvrage, d'abord parce qu'elle envisage chaque groupe isolément, sans réellement prendre en compte les interactions. Ensuite, les points aveugles sont trop nombreux : peut-on assimiler tous les Blancs du Sud à l'élite blanche ? Quel est le rôle joué par les Nordistes, en général, et l'État fédéral en particulier, notamment au travers des réglementations ? Comment s'insèrent les développements mémoriels dans le Sud face à ceux du reste du pays ? Autant d'absences criantes de contextualisation qui limitent fortement la portée des analyses

de W. Brundage. Ces défauts sont particulièrement visibles dans la première partie, qui souffre cruellement de la comparaison avec l'excellent livre de David Blight, *Race and reunion*², où sont analysés finement tous les processus par lesquels l'élite blanche sudiste arrive à imposer sa mémoire de la guerre de Sécession non seulement dans le Sud mais aussi dans le Nord.

En revanche, les analyses de W. Brundage sont stimulantes sur deux points. Le premier porte sur le lien entre l'école en contexte de ségrégation et la transmission de la mémoire des Noirs dans l'entre-deux-guerres. Alors que les premiers Noirs accèdent aux universités (du Nord), se forment à l'histoire scientifique et s'organisent autour de Carter Woodson pour écrire leur histoire, les écoles pour Noirs dans le Sud (sous-financées mais peu supervisées) deviennent le lieu privilégié de la transmission. L'un des effets négatifs de la déségrégation à partir des années 1960 est donc justement la perte de ces écoles comme lieux d'une mémoire spécifique, au profit d'écoles où il fallait ménager la mémoire majoritaire des Blancs, même en cours de réforme.

Le second point fort du livre est l'analyse des réformes urbaines, liées au tourisme et à l'urbanisation rapide de l'après-guerre, à travers l'étude des cas de Charleston, en Caroline du Sud, et Durham, en Caroline du Nord. Sa démonstration minutieuse des différentes logiques urbaines qui convergent ou s'affrontent est passionnante. Car les Noirs ne sont pas forcément opposés aux politiques urbaines des années 1960, qui promettaient initialement une amélioration de leurs quartiers. Le résultat final montre que, dans des processus qui mobilisent tant d'acteurs sociaux, le capital différentiel a bien plus de poids que les intentions de départ.

Malgré ses faiblesses, l'ouvrage éclaire donc la façon dont le rééquilibrage politique qui a suivi le mouvement des droits civiques a forcé dans la sphère publique les renégociations entre deux mémoires qui s'opposent depuis la fin de la guerre de Sécession. Les controverses actuelles sur l'usage du drapeau confédéré n'en sont qu'un exemple.

1 - <http://www.h-net.org/~memory/>

2 - DAVID W. BLIGHT, *Race and reunion: The Civil War in American memory*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 2001.

Robin Einhorn

American taxation, American slavery

Chicago, University of Chicago Press, 2006, 337 p.

L'ouvrage de Robin Einhorn souhaite réconcilier l'histoire de la fiscalité et celle de l'esclavage aux États-Unis. En détaillant la naissance conflictuelle du système fiscal dans la jeune république américaine, l'auteure propose une thèse pour le moins explicite : l'antifiscalisme américain trouve son origine dans le système esclavagiste des États du Sud. L'argument a déjà été utilisé par des historiens et des politistes pour rappeler les soubassements racistes qui président à l'adoption des politiques sociales et fiscales au cours du xx^e siècle. Christopher Howard a ainsi décortiqué l'État providence « caché », selon sa formule, qui a privilégié les classes moyennes blanches tout au long du xx^e siècle¹. En s'intéressant aux origines de la république américaine, R. Einhorn espère ancrer historiquement cette réflexion pour participer au débat contemporain sur la fiscalité. Avec virulence, elle dénonce la rhétorique antiétatiste qui continue à « saturer notre vie politique » (p. 7). Les opposants à l'État fiscal continuent de se réclamer de la liberté individuelle pour refuser l'intervention de l'État dans ce domaine. Mais, selon R. Einhorn, ce combat a pour origine l'esclavage et non la liberté. De façon ironique, ce mythe raciste, libertarien et antifiscal a été forgé, construit et transmis, souvent de façon involontaire, par les historiens eux-mêmes. Car, relève l'auteure, ils accréditent fréquemment la thèse du caractère démocratique de la lutte antifiscale. L'intérêt accordé aux révoltes de Daniel Shay en 1786 ou de John Fries en 1799 participe de cette construction mythique. Ces luttes sont intégrées au récit national pour rappeler que le combat contre les prétentions étatiques des élites fédéralistes a défini la liberté des individus dans la démocratie américaine². Dans ce schéma unanimement partagé, la révolution jeffersonienne de 1800 et la décentralisation

politique qu'elle installe de façon durable ont achevé ce combat antifiscal en renonçant à établir une fiscalité directe nationale aux États-Unis.

C'est ce mythe que R. Einhorn souhaite décortiquer car elle y voit un inquiétant flottement conceptuel sur la définition même de la démocratie : l'opposition des Sudistes n'a rien de « démocratique », car elle repose sur l'existence de l'esclavage. Les grands propriétaires esclavagistes redoutent en effet la mise au point d'un système fiscal tenant compte de la main-d'œuvre servile. À l'inverse, dans les États du Nord, les élites, si souvent décriées dans l'historiographie actuelle, cherchent à mettre au point une taxation progressive tenant compte de la richesse des individus. Avec minutie, l'auteure retrace la généalogie de l'élaboration de la fiscalité dans les États aussi bien dans le Nord que dans le Sud. Dans les deux cas, les élites jouent un rôle déterminant mais, nous rappelle R. Einhorn, seul le Nord connaît un débat véritablement démocratique. Ces débats locaux se répercutent lors de la ratification de la Constitution en 1787. Le compromis constitutionnel favorise les élites sudistes qui parviennent à imposer leur hostilité à toute forme de fiscalité directe.

Tout au long du XIX^e siècle, et au-delà des vicissitudes politiques, les propriétaires d'esclaves parviennent à maintenir ce système très favorable à leur économie et à ses fondements racistes. Dans ces conditions, l'État fédéral doit se contenter de maigres recettes, principalement des droits de douane. La disparition de l'esclavage avec la guerre de Sécession ne change rien. Les nouvelles élites capitalistes et industrielles, notamment dans les États de l'Ouest, adoptent cette rhétorique antifiscale comme fondement d'une lutte politique et juridique contre toute réforme de la fiscalité. C'est au nom de la liberté fiscale, figée dans la clause constitutionnelle sur l'obligation de proportionner l'impôt direct fédéral à la population des États, que la Cour suprême invalide en 1895 le principe de l'impôt sur le revenu, dans un célèbre arrêt *Pollock vs Farmers' Loan and Trust Company*. Cette opposition dure jusqu'en 1913, et le vote du 16^e amendement, date à laquelle un impôt fédéral sur le revenu est instauré. Cette défaite des opposants à la fiscalité fédérale ne marque pas la fin du

combat, car la rhétorique antifiscale et son discours de légitimation perdurent dans l'Amérique du XX^e siècle pour limiter les formes d'intervention du gouvernement. De façon plus ou moins explicite, R. Einhorn ne cache pas les visées présentistes de sa thèse : les pauvres, dont une grande majorité d'Afro-Américains, continuent à souffrir de ce mythe de la liberté fiscale aux États-Unis. Il s'agit donc d'un invariant de la politique américaine qu'elle souhaite dénoncer.

Dans le champ historique américain, dominé par des hypothèses racialisées, l'argument de R. Einhorn n'est pas original, si ce n'est par sa volonté de l'appliquer au thème de la fiscalité. Il est possible de s'interroger sur la pertinence de cette hypothèse comme seule explication à la permanence de l'opposition à l'État fiscal. Si le modèle interprétatif fonctionne bien pour les États du Sud, il rend difficilement compte de l'existence d'une opposition similaire dans les États de l'Ouest et du Nord, où la question raciale joue un rôle moindre. D'autres éléments d'ordre politique et culturel ont contribué à forger ce mythe individualiste et antifiscal dont la prégnance est incontestable dans l'Amérique contemporaine. Mais, au-delà de la validité de cette hypothèse racialisée, l'intérêt de l'ouvrage réside plutôt dans cet effort louable de déconstruire un mythe politique : l'antiétatisme américain. R. Einhorn démontre parfaitement comment cette tradition nationale a été inventée par des élites sudistes, soucieuses de leurs intérêts. De façon complémentaire, elle ouvre des pistes intéressantes sur la nature du débat public et de la démocratie dans la jeune république. Très technique, et parfois peu attractive, la question de la fiscalité constitue donc un enjeu décisif de la définition d'un contrat social et permet de déconstruire aussi bien les rhétoriques libertariennes que les discours démocratiques. En nous invitant à mieux réfléchir à l'utilisation commune des termes démocratie et élites, en nous conviant à plonger les mains dans la technicité des débats politiques, R. Einhorn transforme son ouvrage et son hypothèse classique sur la prégnance du racisme dans la société sudiste en réflexion originale sur le sens même de l'expérience démocratique.

1 - CHRISTOPHER HOWARD, *The hidden welfare State: Tax expenditures and social policy in the United States*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

2 - PAUL NEWMAN, *Fries's rebellion. The enduring struggle for the American revolution*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2004 ; LEONARD RICHARDS, *Shays's rebellion: The American revolution's final battle*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2002.

Pierre Gervais

Les origines de la révolution industrielle aux États-Unis. Entre économie marchande et capitalisme industriel, 1800-1850

Paris, Éditions de l'EHESS, 2004, 347 p.

Issu d'un doctorat, ce livre défend une thèse, au sens fort du terme, et mérite qu'on lui accorde une attention particulière à l'heure où une bonne part de la production historique se montre souvent peu ambitieuse ou platement empirique. Selon l'auteur, les interprétations récentes de la révolution industrielle demeurent prisonnières d'un schéma qui postule plus qu'il ne prouve le rôle clé accordé à la recherche consciente, par les acteurs, de gains de productivité, qu'il s'agisse d'innovations techniques ou organisationnelles.

L'historiographie a certes pris ses distances avec l'ancien récit héroïque des géniales inventions qui auraient révolutionné les sociétés au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, et la première révolution industrielle est désormais insérée dans la perspective beaucoup plus longue d'une « révolution du marché » en Europe de l'Ouest : Edward Wrigley, Patrick Verley, Ellen Meiksins Wood, entre autres, décrivent une lente croissance de la demande, sensible dès le XVII^e siècle, entraînant une dépendance accrue des producteurs vis-à-vis du marché. Celles-ci les auraient conduits à rechercher des gains de productivité pour rester compétitifs, dans le cadre de ce que P. Verley appelle une croissance « smithienne », c'est-à-dire dominée par les facteurs de la demande. Viendrait ensuite, selon P. Verley, une phase d'instabilité et de crises, dans la période 1820-1880, avant que les industriels ne réussissent à réguler la demande et à conformer le marché aux nécessités de leur production, enclenchant une croissance « schumpete-

rienne » où les facteurs de l'offre, cette fois, dominant.

Pour Pierre Gervais, le schéma est trop simple, qui postule que l'extension de l'économie de marché et la croissance concomitante de la demande étaient « naturellement » liées à une croissance de la productivité, suscitant « naturellement » de nouvelles techniques qui, à leur tour, auraient « naturellement » imposé le passage au capitalisme industriel (p. 19). À ce schéma trop évidemment évolutionniste, P. Gervais oppose l'idée d'une véritable différence de nature entre l'économie préindustrielle et le capitalisme industriel : en clair, le passage d'un mode de production à l'autre s'expliquerait par des contradictions insolubles dans le régime ancien. La révolution industrielle doit alors être comprise comme l'expression d'une crise plutôt que comme la conséquence normale d'un développement technique.

Repoussant tout risque de téléologie, P. Gervais veut comprendre en elle-même l'économie préindustrielle. Pour l'auteur, précisément, on a affaire à deux modes de production distincts : d'un côté, une « économie de marché » (on pourrait préférer l'appellation d'« économie marchande » utilisée dans le sous-titre), dominée par les marchands, où les impératifs de contrôle du marché priment sur l'amélioration de la production, où les marchands achètent une marchandise à des producteurs indépendants sans se préoccuper de mesurer le travail qui a servi à la produire ; de l'autre, le « capitalisme industriel » (le seul qui mériterait le nom de capitalisme), où règnent le salariat et la recherche continue de productivité. D'un côté, donc, une société structurée autour du marché des marchandises, tandis que de l'autre, la division sociale du travail s'opère principalement sur le marché du travail, le travail salarié devenant la source principale du profit. Cette grille d'interprétation posée, l'auteur propose de la tester avec une étude monographique, choisissant le pays qui, selon lui, a poussé le plus loin la construction d'une économie de marché précapitaliste, dégagée de toute influence de type féodal ou seigneurial : les États-Unis.

L'étude de cas, menée à l'échelle régionale, concerne le New Jersey central, situé entre les

deux plus grandes villes du pays, Philadelphie et New York. Soit une zone agricole assez riche, non esclavagiste, autour de la capitale d'État, Trenton, un bourg rural d'arrière-pays (2 000 habitants vers 1800 et 17 000 en 1860), au centre du carrefour de communications entre les deux grandes villes, et qui va passer de la situation de centre commercial doté de toutes les infrastructures de services à l'usage des populations rurales, vers 1800, à celle de centre industriel important au milieu du XIX^e siècle. Les exploitations moyennes dominent, pratiquant une polyculture-élevage insérée dans les circuits commerciaux, conduite majoritairement par des propriétaires-exploitants. Le secteur manufacturier se compose également de petites unités de production organisées familialement, dans le textile et les activités de première transformation (moulins, scieries, tanneries, papeteries), sans trace de travail proto-industriel à domicile ni de manufactures dispersées. Cet univers est dominé par la présence des marchands (3 % de la population) qui tous, depuis l'épicier de village ou le tavernier jusqu'aux gros négociants liés à des syndicats de transporteurs de Philadelphie, New York ou Boston, ont en commun le même langage et les mêmes outils de construction du profit : une solidarité active et une forte collusion face aux producteurs, qui passent par la constitution en cartels et monopoles commerciaux. Le contrôle de l'information, des transports et du crédit sont les piliers du profit marchand.

On touche là le cœur de la thèse : analysant le poids des réseaux marchands qui contrôlent cette économie régionale, et en particulier des compagnies de transport (route, canal, rail), P. Gervais y décèle l'expression du pouvoir économique discrétionnaire d'une véritable classe marchande dictant sa loi aux producteurs indépendants : « Le capital se trouvait massivement entre les mains des marchands, l'accès au marché passait par l'appartenance à un groupe de marchands en en disposant, et ce marché lui-même était régi par des règles différentes selon que l'on était marchand ou non » (p. 146). Ce qui donc caractérise cette « économie marchande », c'est l'existence de réseaux de solidarité monopolistiques qui segmentent le marché en niches particulières que se réservent les différents cartels : le contrôle

des voies de communication permet ainsi à des groupes d'affréteurs et d'investisseurs marchands, par le biais des cartels de transporteurs qu'ils dominent, de s'assurer des rentes de monopole très élevées. P. Gervais estime que toute l'économie états-unienne du début du XIX^e siècle est marquée par l'universalité de ces mécanismes.

L'analyse du fonctionnement de ces cartels constitue l'un des apports majeurs de l'enquête, pour deux raisons. D'une part, le démontage minutieux de l'organisation de la compagnie qui détient le monopole d'exploitation du tronçon routier Bordentown-South Amboy, sur l'axe Philadelphie-New York, met au jour une activité monopolistique impressionnante : vers 1820-1830, la compagnie qui contrôle le *turnpike* gère le transport de dizaines de milliers de voyageurs et de 2 000 à 3 000 tonnes de marchandises par an, mais elle n'a quasiment aucun employé permanent et ne verse aucun dividende à ses actionnaires ! La raison en est simple : tout repose sur des contrats passés avec des « partenariats » (une forme de société en nom collectif), et donc une sous-traitance généralisée, une cascade de multiples niveaux emboîtés. Or, à tous les niveaux, on retrouve les mêmes noms : « McKnight, président de la *Bordentown & South Amboy Turnpike Company*, passait contrat avec McKnight, agent de la *Columbian Co*, employé par McKnight, propriétaire de cette dernière. McKnight comme agent, sous-traitait l'activité routière à McKnight, de *Horner, Arnold & Co*, qui lui-même engageait [...] », etc. (p. 183). Chaque niveau de sous-traitance donne lieu à une surfacturation qui permet de dégager des profits considérables, non seulement aux dépens des clients mais aussi de la compagnie concessionnaire, dont les tarifs sont plafonnés par la charte que lui a octroyé le monopole. Autrement dit, le *turnpike* est la vache à lait de ses sous-traitants, lesquels ne sont en fait que des paravents pour ses actionnaires principaux !

D'autre part, l'étude de la compagnie de chemin de fer établie sur la même ligne dans les années 1830 apporte une seconde révélation. La *Camden & Amboy* qui inaugure l'ère du rail entre New York et Philadelphie, permet à Robert Stevens, inventeur de génie (on lui doit le rail en T et la traverse moderne en bois

sur le ballast) de se hisser à la tête d'un véritable empire du fret, en réunissant le cartel routier de McKnight, la compagnie du canal et celle du chemin de fer. Pour autant, le « système Stevens » est identique au « système McKnight » : même sous-traitance généralisée, même complexité des participations enchevêtrées, où l'on retrouve partout les mêmes hommes, qui tirent les ficelles et empochent les profits. Le cartel est tenu par quatre familles et il garde le mode de gestion qui était celui de la compagnie des diligences, où la solidarité de tous les partenaires impliqués permet la fraude sur le tarif des péages, sur les déclarations fiscales des quantités transportées, et la surfacturation aux clients extérieurs au système. Jusqu'en 1850, nul souci d'abaisser les coûts, d'améliorer la productivité (certains investissements nécessaires, comme le doublement de la voie, tardent même très longtemps). Bref, rail ou diligences, on est encore dans le système que P. Gervais appelle « marchand » : le profit naît du contrôle collectif d'un accès au marché, et non d'une efficacité supérieure ; et l'intérêt privé immédiat des propriétaires de l'entreprise passe toujours avant l'intérêt économique à long terme de celle-ci.

D'où une conclusion majeure : cette analyse ruine l'idée d'une révolution managériale, inspirée des thèses d'Alfred D. Chandler, selon laquelle le chemin de fer impliquerait nécessairement une mutation dans la gestion. Pour être à la pointe de la modernité technique ferroviaire, R. Stevens ne s'en comporte pas moins comme un marchand traditionnel. Le trafic augmente considérablement, sans doute, et les transporteurs sont capables d'accompagner la hausse de la demande et la croissance économique, mais ils ne l'ont ni stimulée par une amélioration préalable de l'offre de transport, ni rendue plus efficace par la mise en place d'un nouveau mode de gestion. Nulle « révolution des transports », mais une simple adaptation aux besoins.

Ces comportements n'ont rien à voir avec ceux du métallurgiste Abram S. Hewitt dans les années 1850. Contrairement aux cotonniers de Trenton (dont P. Gervais affirme qu'ils ne se souciaient nullement d'augmenter l'efficacité productive), A. Hewitt adopte une stratégie originale, en rupture totale avec la gestion

« marchande » : plutôt que de jouer la carte d'une spécialisation régionale du travail de plus en plus étendue, garantissant une position monopolistique, il se lance dans une politique de réduction des coûts. Face à la concurrence des barres de fer anglaises et à la chute des cours, il se bat pour gagner en efficacité et produire moins cher. Il engage une bataille de la productivité, appuyée sur l'exploitation du salariat, quand les marchands se payaient sur le dos des producteurs indépendants. Selon P. Gervais, A. Hewitt est entré dans l'âge du capitalisme industriel, un autre monde économique, un autre mode de production, fondé sur le salariat véritable, c'est-à-dire sur la rémunération d'une force de travail indexée sur un taux de productivité fixé d'avance (un temps de travail précis, avec une production précise). Les coûts seront alors calculés, cette fois, et les prix établis en fonction de ces coûts, et non de la seule position économique respective des acteurs.

Sans bouleverser ni le mouvement d'ensemble ni la chronologie des grandes séquences de notre compréhension de la croissance entre 1750 et 1880, l'analyse de P. Gervais insiste sur la rupture que représenterait l'introduction du calcul de productivité dans la gestion des entreprises. C'est que P. Gervais ne se satisfait pas d'explications qui font trop de place à des conjonctions de hasard entre plusieurs facteurs aux chronologies différenciées. Pour lui, la recherche de gains de productivité est la réponse à une évolution devenue socialement insoutenable : l'intensification de la spécialisation régionale a avivé la concurrence entre des producteurs de plus en plus dépendants des marchands, mais aussi rendus concurrents à l'intérieur de zones de plus en plus proches, sur des bassins de plus en plus étroits, quasiment entre voisins. Pour échapper à cette spirale, devenue génératrice d'instabilité accrue et d'une violence sociale dangereuse, il a fallu inventer une nouvelle stratégie.

Pareille suggestion d'une transition d'un mode de production à un autre pose maintes questions. En l'occurrence, l'auteur souhaite explicitement susciter le débat. Pour suivre son raisonnement, il faut d'abord accepter d'entrer dans les définitions très strictes qu'il pose : il veut réserver le terme de capitalisme au seul capitalisme industriel ; sa notion

du salariat exclut le travail aux pièces, l'ouvrier proto-industriel du *Verlagsystem* n'étant pas, selon lui, un véritable salarié. Ensuite, il faudrait pouvoir documenter plus précisément la période de transition et la manière dont le salariat industriel s'est généralisé : comment tous ces producteurs autrefois indépendants ont-ils accepté la prolétarisation ? L'auteur évoque l'invention de compromis politiques nouveaux, mais sans avoir pu développer davantage. De même, le contraste est fort entre l'étude précise et documentée des compagnies de transport, des cartels d'affréteurs, et l'ombre relative dans laquelle sont laissées les autres activités, commerciales ou manufacturières. Enfin, la généralisation du modèle de Trenton non seulement à l'est des États-Unis, mais encore à l'Europe occidentale pose le problème de l'intégration à l'analyse du développement proto-industriel. Sans résoudre toutes ces questions, P. Gervais a l'immense mérite de donner à réfléchir, de façon très ouverte et très loyale scientifiquement, puisqu'il ne cache rien de ses outils et concepts. Par l'ampleur et la hauteur du débat qu'il ne va pas manquer de susciter, ce livre fera date, aux côtés de *L'échelle du monde*, de Patrick Verley (1997), avec lequel il entretient un commerce permanent.

PHILIPPE MINARD

Meg Jacobs

Pocketbook politics. Economic citizenship in twentieth-century America

Princeton, Princeton University Press, 2005, 349 p.

Depuis une quinzaine d'années, les historiens en France et aux États-Unis s'intéressent à l'essor des pratiques de consommation au cours du XX^e siècle. Avec un peu de retard, les historiens du politique commencent à suivre ces fructueuses pistes ouvertes. Meg Jacobs, une jeune historienne américaine, postule la centralité du consommateur dans la vie politique américaine au cours du XX^e siècle, remplaçant ainsi celle du travailleur. Une telle étude a pour ambition de comprendre l'essor d'une consommation de masse et de proposer une vision plus dynamique des consomma-

teurs, souvent présentés comme des êtres apathiques et conformistes. Selon l'auteure, des politiques de soutien du pouvoir d'achat ont été mises en œuvre sous la pression d'associations citoyennes et d'organisations politiques pour garantir le règne du consommateur, en proposant une équation fort simple au public américain : « prix bas, salaires élevés ». L'ouvrage détaille la fluctuation des réponses à cette proposition jusqu'au début des années 1970 pour montrer comment fut pensée une citoyenneté économique.

Cette singulière politique débute à l'orée du siècle sous l'impulsion d'une coalition hétéroclite comprenant des associations de la classe moyenne américaine, tel les General Federation of Women's Clubs (GFWC) et la National Consumer's League (NCL), et des hommes d'affaires, dont le plus célèbre fut Edward Filene, propriétaire des magasins qui portent son nom. Dans les magasins Filene, la bataille des prix devient un argument de vente pour attirer les consommatrices. Avec la Première Guerre mondiale, l'État entre en scène et accompagne la mobilisation de la société civile et des milieux d'affaires. Si certains des points qu'elle développe sont connus, M. Jacobs présente le rôle décisif des économistes. Nombre d'entre eux, dont certains ont fait leurs premières armes dans le mouvement syndical, réfléchissent aux conditions d'apparition de la consommation de masse et à la corrélation entre le niveau des prix et celui des salaires. Fondé en 1920, un groupe de réflexion, le Labor Bureau, regroupe des réformateurs libéraux comme Evans Clark, George Soule et Stuart Chase, qui font du soutien au pouvoir d'achat le cœur de toute politique économique. La crise de 1929 démontre la validité des prédictions de ces économistes ; le New Deal leur offre un moyen de tester leurs hypothèses. Sous l'administration de Franklin D. Roosevelt, comme l'historienne le démontre, la National Recovery Administration (NRA) est chargée de veiller à la bonne application de cette politique en créant une structure, le Consumer Advisory Board, dont le but est d'informer régulièrement les consommateurs des augmentations de prix et de demander aux citoyens de surveiller les augmentations illégitimes. L'intervention de l'État accompagne

donc le processus de mobilisation des consommateurs eux-mêmes.

Cette politique de surveillance des prix a pour corollaire une politique de défense des salaires. Adoptée en 1935, la loi Wagner joue ce rôle dans le dispositif de soutien du pouvoir d'achat. Contrairement à l'idée avancée par les historiens du travail, M. Jacobs estime que la loi n'a pas pour objectif de réguler les relations entre le patronat, les ouvriers et les syndicats, mais de garantir le pouvoir d'achat des ouvriers. Pour cette historienne de la consommation, le droit à la syndicalisation n'est donc qu'un moyen, pas une fin en soi. Si les résistances des milieux d'affaires fragilisent la mise en pratique de cette politique, la Seconde Guerre mondiale permet de la renforcer. Mis en place pour lutter contre l'inflation en temps de guerre, l'Office of Price Administration (OPA) réussit en raison des circonstances exceptionnelles à asseoir des structures de contrôle des prix et des salaires et à populariser l'équation « hauts salaires, bas prix » dans l'esprit des Américains. Toutefois, la guerre constitue à la fois l'apogée et le début du déclin de cette politique du pouvoir d'achat. M. Jacobs identifie des causes externes à son effritement progressif. Les hommes d'affaires s'attachent à lutter contre les syndicats et les organisations de consommateurs, pour rappeler la prépondérance des thèses monétaristes et les limites des hypothèses keynésiennes. Mais c'est surtout à l'intérieur de la coalition libérale forgée avec le New Deal qu'un infléchissement important s'opère. M. Jacobs estime en effet que les économistes néo-keynésiens du Council of Economic Advisers, créé en 1946 sous la présidence de Harry Truman, se sont éloignés de la dynamique de mobilisation nécessaire à la mise en œuvre de cette politique car ils ont privilégié une politique macro-économique pour lutter contre l'inflation. Progressivement, les libéraux se désintéressent de la question des salaires, et notamment des bas salaires, laissant ainsi la voie libre aux critiques républicaines et favorisant la défection politique des ouvriers.

Si le début de l'ouvrage propose une relecture stimulante des politiques sociales et économiques mises en œuvre depuis le début du siècle, les hypothèses finales sur leur effondrement sont moins convaincantes. En limitant

son analyse au seul gouvernement fédéral pour les années d'après-guerre, M. Jacobs dissocie méthodologiquement l'État et la société civile qu'elle étudiait conjointement au cours des chapitres liminaires. Il est dès lors peu surprenant de constater une divergence entre le gouvernement fédéral et les citoyens autour de cette question du pouvoir d'achat. De façon plus pertinente, l'historienne Lizabeth Cohen a récemment rappelé qu'au cours de ces mêmes années la société civile, notamment dans les banlieues des grandes villes, a parfaitement réussi à défendre cette politique de soutien du pouvoir d'achat¹. L'autre difficulté de l'ouvrage réside dans son impasse sur la figure du travailleur. M. Jacobs pense la consommation sans la production, le consommateur sans le travailleur. Une lecture en termes d'interaction aurait fortement enrichi le débat. La défense de la consommatrice, notamment au cours du New Deal, n'aurait-elle pas eu pour corollaire une conception particulière des femmes et de leur rapport au monde du travail ? En d'autres termes, comme Alice Kessler-Harris l'a postulé dans un ouvrage centré également sur la citoyenneté économique, le *droit* à la consommation a eu pour corollaire un *non-droit* au travail au cours du New Deal². En dépit de ces réserves, l'ouvrage de M. Jacobs a l'incontestable mérite d'étoffer notre compréhension des ambitions des réformateurs dans l'Amérique du XX^e siècle.

ROMAIN HURET

1 - LIZABETH COHEN, *A consumers' republic: The politics of mass consumption in Postwar America*, New York, Alfred Knopf, 2003.

2 - ALICE KESSLER-HARRIS, *In pursuit of equity: Women, men, and the quest for economic citizenship in 20th-century America*, New York, Oxford University Press, 2001.

Thomas Dublin et Walter Licht

The face of decline. The Pennsylvania anthracite region in the twentieth century
Ithaca, Cornell University Press,
2005, 277 p.

Historiens du travail aux États-Unis, Walter Licht et Thomas Dublin (ce dernier ayant fait

partie des refondateurs du champ dans les années 1970, avec des travaux devenus classiques sur les usines textiles du Massachusetts) offrent ici un ouvrage important à, au moins, deux égards. D'abord, les auteurs ont réuni une somme impressionnante d'informations sur un groupe et une région, les mineurs d'antracite de Pennsylvanie centrale, qui font figure de parents pauvres par rapport à d'autres acteurs et lieux plus connus : sidérurgistes de Pittsburgh, ouvriers du textile de Nouvelle-Angleterre ou mineurs du Midwest et de l'Ouest. Surtout, leur souci est moins d'ajouter un titre de plus à la riche collection de travaux analysant le développement industriel capitaliste que d'explorer le versant plus sombre de ce dernier, le phénomène de désindustrialisation régionale qui apparaît au *xx^e* siècle, en employant les outils de l'étude de cas et les démarches de l'histoire sociale.

Cette approche historique d'un sujet très contemporain, allant jusqu'aux années 2000, est l'un des aspects les plus réussis du livre. Le lecteur appréciera la combinaison d'une narration riche d'anecdotes, de descriptions, d'images et de vignettes faisant revivre des bourgs miniers que les auteurs ont assidûment fréquentés, et d'un impressionnant travail de synthèse sur les sources, des recensements à l'histoire orale, avec près d'une centaine d'entretiens, en passant par un questionnaire sociologique envoyé aux anciens élèves du lycée local, ou encore par la mise à contribution de journalistes des gazettes municipales, d'érudits ou de bénévoles, sans oublier les sources plus classiques, rapports gouvernementaux ou archives des chambres de commerce. T. Dublin et W. Licht proposent ainsi à la fois une description remarquablement fouillée d'un processus de désindustrialisation et la visite guidée d'une région mal aimée qu'ils parviennent à rendre aussi attachante qu'elle l'est pour ses habitants, les ressorts de l'enracinement dans un terroir étant d'ailleurs l'un des grands thèmes du livre.

Celui-ci débute par une synthèse historiographique qui retrace le développement régional après 1820, l'émergence d'un cartel de compagnies à la fois minières et ferroviaires et d'une classe ouvrière surexploitée et exposée à tous les dangers de la mine, en l'absence de

protection sociale et réglementaire et dans un contexte de sous-emploi chronique. Après quelques passionnants mais trop brefs développements sur la percée du syndicat des United Mine Workers of America (UMWA) de John Mitchell dans la région, entre 1897 et 1902, mal comprise encore aujourd'hui, c'est surtout à partir de 1920 que T. Dublin et W. Licht offrent de riches développements sur les conditions de travail, le réseau urbain et les liens de sociabilité. Leur argument central est que ni le patronat minier, ni les syndicats, ni les politiques – que ces derniers agissent dans le cadre de l'État de Pennsylvanie ou de l'administration fédérale – ne parvinrent jamais à articuler un projet cohérent de développement régional.

Les chapitres trois à cinq, sur le New Deal et l'effondrement d'après-guerre, illustrent cette incapacité récurrente. Seul un militantisme extra-institutionnel, appuyé sur une solidarité communautaire présentée comme sans faille (au point de faire suspecter un certain angélisme populiste chez les auteurs) permet de développer les recettes innovantes des années 1930, redistribution du travail entre puits ou création de mines clandestines en coopératives familiales autogestionnaires, alors que le syndicat UMWA constitue au mieux un frein, au pire une source de division. Mais l'effondrement du marché de l'antracite après 1945 conduit les entreprises minières à fermer les unes après les autres, et les mineurs, mal soutenus par un syndicat obsédé par son projet de cogestion et rongé par la corruption, ne tirent guère bénéfice des efforts fédéraux, étatiques et surtout municipaux (autre exemple de supériorité de l'action communautaire) de relance économique locale. Les chapitres six à huit contiennent des descriptions fascinantes, tant au niveau individuel que collectif, par agrégation des statistiques disponibles, de l'érosion des anciennes cultures ouvrières. Il en est de même de leur rapport au travail, à la famille ou à la communauté, suite aux migrations des parents et surtout des enfants vers des banlieues plus prospères, de la dégradation de paysages et de sites en cours d'abandon, mais aussi de la persistance de ces cultures et de ces lieux, farouchement entretenus par ceux restés fidèles à l'univers du bourg minier.

Rarement une étude locale a mobilisé autant de ressources ; pourtant, le résultat souffre précisément de l'ampleur de l'effort consenti. Car T. Dublin et W. Licht s'en sont tenus à leur pré carré, labouré à fond, certes, mais qui prend parfois l'allure d'une autre planète, tant les liens avec l'extérieur semblent ténus. La politique nationale ne fait irruption que de loin en loin dans cette narration parfois étouffante de couleur locale, mais exclusivement par l'intermédiaire des grandes décisions syndicales, politiques, légales ou réglementaires concernant directement les mines et les mineurs. La comparaison avec l'Europe n'occupe que trois pages du chapitre de conclusion sur « les héritages », et consiste surtout à souligner le contraste entre l'absence de politique étatique aux États-Unis et l'importance de cette politique en Europe, avec une certaine tendance à l'idéaliser. Du fait du peu d'articulation théorique entre le local, le national et le mondial, le processus de désindustrialisation devient une sorte de fatalité extérieure, dont les mécanismes sont peu explorés. Peut-être aurait-il fallu moins blâmer le marché de l'anthracite et réfléchir davantage à la manière dont la région s'est d'abord développée en mono-industrie, une piste d'ailleurs suggérée par certains mineurs interrogés, sans doute plus clairvoyants sur ce point que les enquêteurs auxquels ils répondaient.

T. Dublin et W. Licht s'en tiennent en définitive à des conclusions limitées : incapacité des élites à élaborer un projet régional capable de contrer la désindustrialisation, particulièrement en l'absence d'intervention étatique, et grande variation des impacts de ce processus en fonction du sexe ou de l'âge. Selon eux, le « résultat essentiel de cette étude » est que le déclin persistant de la région serait « en partie » dû à « des changements globaux des marchés énergétiques et à un échec de l'action institutionnelle » (p. 189), ce qui constitue un bilan pour le moins réducteur de leur propre travail, heureusement bien plus riche. Après quoi, symptomatiquement, les dix dernières pages du livre sont consacrées à ce qui tient le plus à cœur aux auteurs, le travail de mémoire des habitants et la loyauté dont ceux-ci font preuve à l'égard d'un terroir pourtant ingrat. Peut-être aurait-il fallu laisser le

dernier mot aux chercheurs plutôt qu'aux témoins ; grâce aux seconds, nous bénéficions d'une étude locale merveilleusement fouillée et exploitable, mais l'on se prend à regretter ce que les premiers auraient pu apporter d'intuitions nouvelles, laissées ici un peu trop à la discrétion du lecteur.

PIERRE GERVAIS

Steve Fraser et Gary Gerstle (dir.)

Ruling America. A history of wealth and power in America

Cambridge, Harvard University Press, 2005, 368 p.

Auteurs d'un ouvrage collectif important, *The rise and fall of the New Deal order*, publié en 1989, Steve Fraser et Gary Gerstle ont à nouveau joint leurs efforts pour proposer un ouvrage plus stimulant que convaincant, *Ruling America*. Comme à leur habitude, ils ne cachent pas leurs visées présentistes : l'apparition de plus en plus visible dans l'espace politique américain de « dynasties » économiques – et le terme sonne étrangement en terres démocratiques américaines – rappelle la permanence des élites dans la société contemporaine. S. Fraser et G. Gerstle s'étonnent du relatif désintérêt des historiens pour ce groupe social alors que d'autres sciences sociales, la sociologie en particulier, l'ont scruté avec attention. L'histoire sociale, fortement dominante depuis les années 1960, a décidé de s'intéresser aux exclus et aux minorités, reléguant les élites en toile de fond de l'histoire qu'elle raconte. Toutefois, comme nous y invitent les deux auteurs dans l'introduction de leur ouvrage, la compréhension des formes de l'exclusion ne se conçoit pas sans une étude préalable des élites. De son côté, l'histoire politique, fort dynamique depuis une dizaine d'années aux États-Unis, a davantage profité à l'étude des classes moyennes. Face à cette sécheresse historiographique, S. Fraser et G. Gerstle espèrent renouer avec une tradition plus ancienne, remontant aux écrits des historiens progressistes et à une tradition d'intellectuels critiques, peu audibles dans l'Amérique actuelle. Certes, il ne s'agit pas de revenir à la rhéto-

rique anticapitaliste d'antan, qui dénonçait dans les années 1930 les « barons voleurs » et les « soixante familles », pour reprendre les titres des célèbres ouvrages de Matthew Josephson et Ferdinand Lundberg¹. Afin d'éviter une trop grande dispersion conceptuelle, les auteurs analysent les formes d'investissement du politique par les élites économiques pour comprendre ainsi l'interaction complexe entre pouvoir économique et pouvoir politique.

Organisé de façon chronologique de la révolution américaine à la période actuelle, l'ouvrage se compose de huit articles qui présentent non seulement la grande diversité des élites, un groupe en permanente recomposition en raison de la fluidité des revenus et des processus d'accumulation du capital, mais également leur ambivalence par rapport au politique. Au début de la jeune république américaine, les élites occupent une place prédominante, bien peu contestée. Toutefois, la diversité économique est un facteur de division politique. L'industrialisation en cours conduit certains membres des élites à se tourner exclusivement vers l'industrie et à connaître des réussites considérables, qui accentuent fortement les antagonismes. Jusqu'à la guerre de Sécession, l'esclavage divise les élites et les oppose pour le contrôle de la nature du régime politique à l'échelle nationale. Le clivage Nord/Sud ne doit pas faire oublier les dissensions internes, dans le Nord notamment. Dans sa contribution, très pertinente, Sven Beckert décrit les tensions croissantes entre la vieille élite marchande, dont la richesse est fondée sur le commerce international, et l'élite industrielle en cours de constitution. Reprenant un argument somme toute classique de l'historiographie du XIX^e siècle, tous les auteurs concluent que la division des élites est le facteur principal à l'origine de la guerre de Sécession.

Mais la fin de la guerre ne consacre pas le triomphe de l'élite industrielle du Nord. Car, et c'est à ce moment-là que l'ouvrage gagne en épaisseur historique et renouvelle nos connaissances, la division se prolonge dans un contexte politique pourtant pacifié. La révolution industrielle oblige les élites à recourir à des formes complexes de négociation entre les nouveaux acteurs politiques et économiques que sont l'État et les syndicats. Désormais, les

élites sont contraintes de négocier pour se maintenir au pouvoir. Ce n'est donc plus la seule richesse qui rend possible le pouvoir politique, c'est l'habileté à comprendre la complexité du système politique. Dans un bel article, l'historien Jackson Lears estime que l'antagonisme entre les vieilles élites patriennes et les « nouveaux riches » de l'industrialisation, croissant au début du XX^e siècle, se traduit par une conception différente de la négociation. Les premières se distinguent en rappelant leur sens de l'honneur et du devoir, un héritage des temps révolutionnaires. À ce titre, elles prônent la négociation, alors que les nouveaux magnats industriels la refusent. C'est à Groton, une école pour les enfants des élites urbaines traditionnelles, qu'est transmis le sens du service public et du compromis. Est-ce un hasard si Groton accueille les enfants des familles Acheson, Alsop, Bundy, Harriman, Morgan, Roosevelt et Whitney, qui, à partir d'avril 1933, bâtissent le New Deal ? Défendue par J. Lears, cette hypothèse de la division ne fait pas l'unanimité. De façon plus traditionnelle dans le paysage historiographique, Alan Dawley estime que, au début du XX^e siècle, les élites étaient plus unies que désunies, les divisions se manifestant sur l'accessoire (l'accès au pouvoir politique) et non sur l'essentiel (la conservation du pouvoir économique). Ce débat autour de la transition entre la période progressiste et le New Deal enrichit l'ouvrage car il démontre toute la difficulté qu'il y a à penser l'interaction entre les sphères politiques et économiques. Les études postérieures, conduites par des journalistes, perdent en rigueur et en pertinence. Godfrey Hodgson esquisse maladroitement les grandes lignes d'un sujet pourtant décisif en s'intéressant aux élites qui investissent les centres de pouvoir de la politique étrangère tout au long du XX^e siècle. Cédant au plaisir facile de l'anecdote, sa démonstration sur la permanence d'une élite du pouvoir se limite à une dénonciation vague et classique des élites qui façonnèrent en secret le désastre vietnamien. L'article de Michael Lind est du même acabit. Reprenant des thèses déjà évoquées dans ses nombreux ouvrages, il vilipende la montée en puissance d'une élite économique sudiste, accusée de remettre en cause tous les acquis du New

Deal. Selon lui, on retrouve une dynamique Nord/Sud, identique à celle du XIX^e siècle. Cette vision cyclique de l'histoire est erronée : les hommes d'affaires, aussi bien dans le Nord que dans le Sud et l'Ouest, se sont opposés au New Deal car l'État fédéral modifiait le sens du processus de négociation qu'ils avaient cherché à mettre en place dès la fin du XIX^e siècle.

Finalement, l'ouvrage apporte, et c'était sans doute l'un des espoirs initiaux de S. Fraser et G. Gerstle, plus de questions que de réponses. Le sentiment mitigé qui demeure est lié à l'échelle nationale adoptée pour analyser les élites. Ce choix rend difficile l'analyse de l'interaction car il cantonne les articles à des généralités. Seules des études locales permettront de mieux comprendre les stratégies d'investissement du politique, façonnées par les élites économiques pour conserver et renforcer leur position dominante. Tout le mérite de l'ouvrage est de nous rappeler que beaucoup reste encore à faire pour parvenir à mesurer l'importance des élites dans la société américaine contemporaine.

ROMAIN HURET

1 - MATTHEW JOSEPHSON, *The robber barons*, New York, Harcourt/Brace & Company, 1934 ; FERDINAND LUNDBERG, *America's sixty families*, New York, Vanguard Press, 1937.

Cheryl Lynn Greenberg

Troubling the waters. Black-Jewish relations in the American century

Princeton, Princeton University Press, 2006, XIII-351 p.

Avec humour, Cheryl Greenberg reconnaît que son travail aurait été plus simple si elle s'était intéressée aux relations entre les Afro-Américains et les Grecs ou entre les populations juives et les communautés protestantes aux États-Unis. En posant un regard historien sur les rapports complexes entre les Afro-Américains et les Juifs, l'auteure s'attaque à un sujet éminemment polémique. Pour déminer le terrain, elle affiche dès les propos liminaires une ambition consensuelle. La nature de la relation entre les deux groupes est symbolisée davantage par la manifestation commune de Martin

Luther King et du rabbin Abraham Joshua Heschel dans les rues de Selma, en 1965, que dans les invectives régulières qu'échangent les réalisateurs Spike Lee et Woody Allen sur l'antisémitisme de l'un et le racisme de l'autre. Tout au long du XX^e siècle, les communautés juives et afro-américaines ont davantage combattu côte à côte qu'elles n'ont fait montre d'une défiance réciproque et violente. Tel est en tout cas le constat qui ressort de cette étude minutieuse des principales organisations juives et afro-américaines : l'American Jewish Committee (AJC), l'Anti-Defamation League (ADL) et l'American Jewish Congress dans le premier cas, la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) et la National Urban League (NUL) dans le second. Ensemble, depuis les années 1930, elles ont posé les bases d'une collaboration pour participer pleinement au projet libéral, défendu par le président Franklin D. Roosevelt dès son arrivée à la Maison Blanche. Ce combat commun n'exclut pas les tensions. Selon C. Greenberg, c'est autour de l'emploi et du logement que des dissensions apparaissent. Au sein de la communauté afro-américaine, il est reproché aux propriétaires juifs de magasins et de logements d'avoir des comportements discriminatoires à son encontre.

La Seconde Guerre mondiale avive fortement les tensions inter-communautaires. Toutefois, comme le rappelle l'auteure, des efforts sont alors entrepris pour responsabiliser les individus. En 1943, l'AJC lance une campagne publicitaire pour promouvoir les chefs d'entreprise juifs qui embauchent des employés afro-américains. Ce travail de terrain porte ses fruits au lendemain de la guerre, véritable âge d'or des relations entre les deux communautés, au cours duquel est créée la Leadership Conference on Civil Rights (LCCR) en 1951. Combattre toutes les formes de discrimination devient un mot d'ordre conjoint. De la lutte contre les lynchages au travail juridique en coulisses pour faire avancer les droits civiques, l'échange devient fructueux. De façon intéressante, C. Greenberg se penche sur les efforts entrepris pour promouvoir la fin de la ségrégation dans les salles de bowling. L'ADL et la NAACP créent, en 1947, un comité national avec pour objectif de mettre un terme aux

discriminations dans ces lieux. De façon plus générale, le mouvement pour les droits civiques, qui débute en 1955, marque à la fois l'apothéose et la fin des rapports pacifiés.

Si C. Greenberg démontre facilement les raisons de la victoire de la coalition, et met en valeur le remarquable travail de terrain mené par les représentants des deux communautés, son récit du démantèlement est plus malaisé car elle hésite sur les causalités. Assiste-t-on à une radicalisation des groupes, notamment afro-américains, au cours des années 1960 ? C. Greenberg souligne les mutations politiques, bien connues, qui se font jour au sein de la jeunesse afro-américaine, de plus en plus sensible au Black Power. De façon plus originale, elle rappelle le malentendu né au cours du combat pour les droits civiques dans le Sud. Localement, les organisations juives ne le soutiennent que très modérément en raison d'une volonté de ne pas afficher leur appartenance religieuse. Un ressentiment important se manifeste chez les jeunes militants noirs. Ceux-ci en oublient alors l'afflux massif de jeunes juifs des États du Nord, qui participent sans rechigner au combat pour la fin de la ségrégation. Toutefois, cette hypothèse du délitement, postérieure à la victoire du mouvement pour les droits civiques, est contrebalancée par la mise en avant de la permanence et de l'accentuation des tensions. Au cours des années 1940 et 1950, des émeutes éclatent à intervalles réguliers entre les deux communautés et mettent au jour l'augmentation des inégalités économiques et sociales, notamment en période de prospérité. Les divisions des années 1960 prolongent donc, en les rendant publiques et officielles, les tensions latentes entre les deux communautés. Cet éloignement se renforce au cours des décennies ultérieures. En 1978, les organisations juives et afro-américaines s'opposent autour de l'arrêt de la Cour suprême, *Regents of the University of California v. Bakke*, qui

instaure la discrimination positive. De façon complémentaire, les tensions internationales, en particulier le conflit israélo-palestinien, renforcent les divergences et l'incompréhension entre les deux communautés.

Si l'auteure conclut de façon irénique en estimant que des retrouvailles sont possibles, cette recherche permanente du consensus fragilise la pertinence de la démonstration. Un problème de méthode se pose : le choix de la classe moyenne était-il la meilleure manière d'appréhender les divergences entre les communautés ? Alors que C. Greenberg évoque systématiquement les soubassements économiques et sociaux des antagonismes, elle ne s'intéresse guère aux organisations, notamment syndicales, qui défendent les citoyens les plus défavorisés au sein des deux communautés. Des coups de sonde dans des organisations ouvrières ou politiques, moins consensuelles, auraient enrichi les points de vue. À juste titre, C. Greenberg estime que son ouvrage permet de mieux comprendre le libéralisme américain au xx^e siècle. Mais elle écrit cette histoire de manière très traditionnelle en la racontant par le haut en se concentrant sur les groupes d'intérêt qui ont forgé à Washington le libéralisme institutionnel (*interest-group liberalism*). Depuis une quinzaine d'années, l'historiographie a changé d'échelle en démontrant les résistances au niveau local au sein même de la communauté libérale. Ce jeu d'échelles aurait mis au jour les interactions entre les deux communautés, d'une part, et entre les dirigeants des organisations et les militants, d'autre part. Les rares passages où l'auteure travaille dans ce sens, notamment dans le cas des communautés juives du Sud, offrent les passages les plus stimulants de l'ouvrage car ils réconcilient la fécondité d'une lecture institutionnelle avec l'épaisseur et la diversité du social.

ROMAIN HURET

